la vérité

revue trotskyste
automne 1961 — 2 NF

révolution cubaine :
première étape ?

l'aristocratie ouvrière
aujourd'hui

notes après un voyage
en u.r.s.s.

N° 52

DEUX MOTS A NOS LECTEURS

Depuis longtemps déjà, de nombreux lecteurs nous pressaient d'adopter un format plus maniable pour « La Vérité ». Voilà qui est fait. A vous de dire si votre revue vous convient mieux ainsi. Vous pourrez constater, en tout cas, que chaque numéro vous apporte autant de texte sous le nouveau format que sous l'ancien.

En portant le prix du numéro à 2 NF, nous ne faisons qu'appliquer une hausse de prix depuis longtemps retardée et devenue inévitable. Nos abonnés ont désormais le choix entre un abonnement ordinaire à 7,50 NF pour 4 numéros, donnant droit à la revue seule, et un abonnement combiné à 10 NF pour 4 numéros, donnant droit, en même temps que chaque numéro de la revue, à une brochure de 32 ou 48 pages de même format, à paraître à la S.P.E.L. La brochure associée au présent numéro est consacrée à

L'ACTUALITE DU MANIFESTE COMMUNISTE,

et paraîtra courant décembre.

Rappelons enfin que nos lecteurs peuvent se procurer n'importe quels livres, franco de port, à la S.P.E.L., et visiter notre librairie, où ils trouveront plusieurs centaines d'ouvrages rares sur l'histoire du mouvement ouvrier ou la théorie marxiste, le jeudi de 19 heures à 20 heures et le samedi de 15 heures à 19 heures.

LA VÉRITÉ - Rédaction et Administration :
5, rue de Charonne - PARIS-11e

EDITORIAL

Le tonnerre des explosions atomiques russes et américaines a plongé l'humanité dans la plus profonde angoisse. Tout être pensant recule horrifié devant les conséquences terrifiantes d'une troisième guerre mondiale atomique, qui anéantirait les bases de la civilisation humaine. La reprise des expériences nucléaires, dans l'esprit de Khrouchtchev comme dans celui de Kennedy, avait un but avant tout : semer le trouble et la panique parmi les peuples. A cette fin, Khrouchtchev n'a pas hésité à « balancer » par-dessus bord tout l'arsenal de son argumentation sur les dangers de telles expériences. Kennedy, de son côté, a agi de la même façon, après avoir pourtant déclaré qu'il n'y avait nulle nécessité, pour les Etats-Unis, de reprendre leurs essais nucléaires.

C'est que l'un et l'autre savent que les contradictions qui minent le pouvoir de la bureaucratie russe, tout comme celles qui confrontent le régime capitaliste, risquent d'ouvrir une issue à l'activité révolutionnaire autonome des masses, remettant ainsi en cause le statu quo social dans le monde. En reprenant les expériences nucléaires, Kennedy et Khrouchtchev ont voulu démontrer aux masses populaires que l'enjeu, guerre ou paix, les dépassait, que les clés de la décision étaient entre les mains de « chefs d'états responsables », auxquels les peuples étaient bien obligés de s'en remettre.

Il reste que la décision de Khrouchtchev a été également motivée par la nécessité de répondre à la pression grandissante exercée par l'impérialisme sur l'U.R.S.S. Le chef de l'état russe a voulu signifier à son collègue américain qu'en dehors d'un compromis global, la guerre atomique anéantirait les régimes sociaux des deux adversaires. Mais, s'il y a indubitablement un élément de manœuvre diplomatique dans la reprise des essais russes, l'impérialisme yankee n'a pas reculé d'un pouce quant à ses exigences. Car le problème et l'enjeu sont ailleurs.

*
**

CERTAINS « penseurs », riches de « la plus large audience », ont découvert un « nouveau capitalisme », lequel serait à même de maîtriser ses contradictions internes. Ce qui distingue cette variété moderne du « socialisme de la chaire », *c'est son ignorance des tendances actuelles et des perspectives du capitalisme, telles qu'elles sont dans les faits.*

Le tableau de l'économie mondiale est dominé par la préparation de plus en plus accentuée à la guerre. Alors que, jusqu'à la veille de la première guerre mondiale (1914-1918), l'ouverture de nouveaux marchés était le régulateur du capitalisme, dans la période précédant le deuxième conflit mondial et surtout depuis, c'est par la militarisation croissante de l'économie que l'impérialisme assure la stabilité de son système. Les budgets militaires sont devenus les principaux débouchés qui régularisent l'économie « moderne » — l'économie capitaliste. Pour ne prendre qu'un élément de comparaison : au cours de l'année budgétaire qui s'est terminée en juin 1960, aux Etats-Unis, 45,6 milliards de dollars, sur un budget total de dépenses publiques s'élevant à 78,4 milliards, soit plus de 58 % du total, ont été dépensés à des fins militaires. En 1937, en Allemagne, les dépenses d'armement représentaient 67 % des dépenses budgétaires totales (49 % en 1935).

En 1937, la saturation des débouchés offerts à l'économie allemande par les dépenses d'armement a contraint l'impérialisme allemand à prendre le tournant vers la préparation directe de la

guerre. Bien qu'il soit nécessaire de manier avec une grande prudence la comparaison entre les situations respectives de l'économie allemande d'avant guerre et celle des Etats-Unis d'aujourd'hui (les ressources du capital financier américain sont incomparablement plus considérables que celles dont disposait son émule allemand), il est malgré tout visible qu'aux Etats-Unis, l'extension actuelle des dépenses militaires soulèvera, à échéance plus ou moins brève, le problème du maintien d'une économie de « paix ». Celles-ci, évaluées en milliards de dollars, sont passées de 14, en 1949, à 35,2 en 1951, et, en 1952, durant le « boom » dû à la guerre de Corée, à 46,8. En 1953, elles descendaient à 30,1, pour remonter à 45,6 pendant l'année budgétaire ayant pris fin en juin 1960, et à 47,4 pour l'année budgétaire en cours. Avant la deuxième guerre mondiale, le budget militaire des Etats-Unis représentait 1 % du revenu national. Il s'élève aujourd'hui à plus de 10 %. En fait, depuis 1945, l'impérialisme américain, chaque fois qu'une crise économique menace, lutte contre la « récession » par l'injection grandissante de crédits militaires.

Il faut noter en outre que le montant du budget de guerre ne retombe jamais au niveau qui était le sien avant une « récession » ; et que, en dépit de l'accroissement des dépenses militaires, l'économie américaine, jusqu'à ces derniers mois, était plongée dans le marasme. Les aciéries ont travaillé l'année passée à 50 % de leur capacité, et le nombre des chômeurs avoisinait 7 millions ! Au début de 1961, M. Kennedy, salué comme un apôtre de la paix mondiale par les mendessistes de L'Express *et de* France-Observateur, *succède, à la présidence des Etats-Unis, au général Eisenhower. Kennedy, avant même l'affaire de Berlin, étudie les moyens d'augmenter le budget de guerre. La tension internationale tombe à point, et, en juillet 1961, le président des magnats de Wall Street demande au Congrès 3,4 milliards de crédits militaires supplémentaires. Les chambres américaines lui accorderont une rallonge supplémentaire de 1 milliard de dollars* (1).

Notons que ces chiffres sont établis sur la base des statistiques officielles, qui sont certainement au-dessous de la réalité, divers crédits à objectif militaire étant camouflés sous d'autres rubriques. C'est ainsi, par exemple, qu'une fraction importante des recherches scientifiques

destinées à l'armement s'effectue dans les laboratoires des universités d'état, et est comptabilisée au budget de l'éducation nationale. Et, pourtant, malgré l'énormité des dépenses militaires, le point de saturation de l'économie d'armement se rapproche : le niveau du sous-emploi évolue toujours autour de quatre millions de chômeurs (chiffre salué comme une victoire par les businessmen américains). Actuellement, l'industrie américaine ne travaille, selon les branches, que de 45 % à 70 % de sa capacité de production.

***

LA militarisation croissante de l'économie démontre que le capitalisme est, aujourd'hui, bien moins susceptible encore que par le passé, de maîtriser le développement inouï de la technique dans le cadre d'un marché mondial amputé. L'ouverture de nouveaux et plus amples débouchés se heurte au fait que l'U.R.S.S., la Chine et les démocraties populaires ont été fermées au marché mondial capitaliste. Mais il y a plus : l'impérialisme est, dans une large mesure, incapable d'utiliser certains des principaux débouchés restant à sa disposition. En effet, les pays arriérés, pour constituer de véritables débouchés, devraient être restructurés totalement. Transformer les centaines de millions d'Indiens, d'Africains, de Sud-Américains en « consommateurs », c'est-à-dire intégrer cette immense masse humaine dans le circuit mondial des échanges, exigerait, au moins, la mise en œuvre d'une véritable réforme agraire dans ces territoires ; ce qui n'impliquerait rien de moins que la destruction révolutionnaire des appareils d'état indien, tunisien, marocain, égyptien, irakien ou autres, qui sont les instruments de défense de bourgeoisies nationales dont les intérêts sont inséparables de ceux des propriétaires fonciers et de ceux de l'impérialisme. Ainsi, l'inextricable enchevêtrement des intérêts de la classe dominante autochtone — bourgeoisie et propriétaires fonciers unis par les mille liens de l'exploitation commune des richesses et de la subordination économique, financière et politique au capital financier international — rend insoluble, pour l'impérialisme, le problème de dégager le marché des pays arriérés des entraves semi-féodales qui l'étouffent.

De fait, alors que les débouchés vers les pays arriérés devraient être considérablement élargis, pour les objets fabriqués par les pays avancés, on constate que, sur une période de 30 années (de 1927-1929 à 1955-1957), la part relative, en valeur, des pays arriérés dans le

commerce mondial a considérablement baissé. « *La baisse des prix des produits primaires intervenue depuis deux ans* », lit-on dans un rapport de l'O.N.U. consacré à cette question, « *ajoutée à l'augmentation continue des prix industriels a représenté une perte de deux milliards de dollars pour les pays de production primaire, tant en ce qui concerne leur revenu réel de 1957-1958 que leur capacité d'importer* ». Depuis, les « termes de l'échange » entre pays arriérés et pays avancés se sont encore détériorés en défaveur des premiers, contribuant ainsi à diminuer leur « pouvoir d'achat ».

La limitation des possibilités d'investissements « productifs » dans le « tiers monde » renforce encore la tendance à la militarisation croissante de l'économie mondiale. Une large fraction de l'« aide » que quémandent les pays sous-développés est dirigée vers le renforcement de l'appareil de coercition policier et militaire, en vue d'étayer les structures sociales et économiques archaïques, dans le cadre des pactes de sécurité militaire (C.E.N.T.O., O.T.A.S.E., etc.) (2). En 1957, l'aide militaire directe ou indirecte représentait 80 % de l'aide totale américaine à la Corée du Sud, au Sud-Vietnam et à Formose. L'aide américaine par tête d'habitant se montait alors à 25 dollars pour le Sud-Vietnam, 15 dollars pour la Corée et 10 dollars pour Formose. L'Amérique latine, qui reçoit 1 dollar par tête, au titre de l'aide américaine, dans le cadre des accords de défense mutuelle signés avec les Etats-Unis, est tenue de dépenser, à titre militaire, 9 à 10 dollars pour chaque dollar reçu. C'est ainsi que le budget militaire de l'Argentine est de l'ordre de 25 %, celui du Brésil de l'ordre de 27 %, celui de la République dominicaine de 33 % du budget total des dépenses publiques.

*
**

Il faut véritablement posséder une bonne dose de cynisme ou d'ignorance, tant des faits que des lois de l'économie capitaliste, pour prétendre que le capitalisme « rénové » est capable de surmonter ses contradictions internes. Il n'est que de réfléchir sur les données que nous venons de fournir pour comprendre que le centre des problèmes posés à l'humanité reste toujours la contradiction entre le niveau atteint par les forces productives et les barrières sociales

entre lesquelles elles évoluent. Les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée et de l'état national. La structure de classe de la production et de la distribution capitalistes implique nécessairement l'incapacité, pour la masse des producteurs, d'acheter sur le marché la masse grandissante des marchandises. Les capitalistes, propriétaires des moyens de production, ne produisent pas pour la satisfaction des besoins des masses, mais pour réaliser un profit par la vente des marchandises.

Cela, Mme Jeannette Vermeersch le comprend. Et pourtant elle vient de déclarer, dans un récent meeting : « La question de la paix n'est ni une question de parti, ni une question de classe, elle intéresse tous les gens. » *Cette affirmation, radicalement fausse, traduit une volonté non équivoque de collaboration des classes qui désarme le prolétariat. Il est admis, même par Mme Vermeersch, que la cause première de la guerre impérialiste de 1914 réside dans la tentative, de la part des impérialistes, d'échapper à la crise économique menaçante en s'ouvrant de nouveaux marchés au détriment de leurs concurrents. Ainsi, durant quatre années, les capitalistes se sont forgés de toutes pièces un débouché pour écouler leur production d'armements et de fournitures militaires, consommée sur le marché où s'entretuaient les peuples. De même, en 1939, Hitler a déchaîné un nouveau conflit mondial pour éviter que la saturation du marché d'armements n'entraîne l'Allemagne dans une crise dont l'ampleur aurait largement dépassé celle de 1929.*

La situation mondiale, aujourd'hui et dans les années à venir, est et sera dominée par le fait que l'impérialisme préfère et préférera tout plutôt que subir les conséquences économiques et sociales d'une crise du type de 1929. En vue de conjurer cette menace, une des voies possibles consisterait à passer à la préparation directe de la guerre. L'impérialisme peut ainsi espérer repousser la crise. Mais l'adoption, par les cercles dirigeants du capital financier, de cette orientation, implique, à échéance, que l'alternative à la crise ne peut être que le déclenchement de la guerre. Car la capacité d'absorption du marché des armements elle-même n'est pas illimitée. Le secteur militaire est en relation avec l'ensemble des autres secteurs de l'économie, dont il est dépendant. La saturation relative du marché des armements ne

pourrait, elle aussi, se résoudre que par l'ouverture de nouveaux débouchés. Sinon, au même titre que pour les autres secteurs de l'économie, il en résulterait que la crise économique, artificiellement mais momentanément repoussée par l'extension du budget militaire, deviendrait à nouveau la seule issue.

*
**

UNE conclusion s'impose : les armements sont d'ores et déjà devenus le moteur de l'économie capitaliste. Proposer à Kennedy et aux magnats du capital financier le désarmement, c'est demander aux capitalistes de se suicider. Nul doute qu'ils ne soient pas très sensibles à cette invite. Et c'est pourquoi nous pouvons mesurer le réalisme de cette revendication aux kilomètres d'imprimés, volumes, articles, consacrés aux négociations sur le désarmement, tandis que les budgets militaires sont accrus d'année en année par ceux-là même qui n'hésiteront pas à se lancer dans la guerre plutôt que de perdre la moindre parcelle de leurs privilèges d'exploiteurs.

*
**

Il n'est pas de revendication plus réaliste et immédiate, dans la plus proche période historique, que celle de la révolution socialiste, car, seul, le renversement du régime capitaliste pourra, en assurant le désarmement général, expédier les armes à la ferraille.

LA VERITE.

NOTES

(1) « La politique militaire de Kennedy va accélérer la reprise de l'économie américaine », constate *Entreprise* (29-7-1961), qui ajoute : « Test significatif, les commandes d'acier sont en nette amélioration... Pour la rentrée des congés, on s'attend à une vigoureuse poussée de la demande. Cette anticipation explique en partie l'optimisme des industriels et l'augmentation des ordres de produits sidérurgiques. Mais c'est surtout la relance militaire du gouvernement qui fait prévoir une accélération de l'activité économique. Car l'accroissement des crédits de défense nationale, d'ores et déjà décidé, va se traduire — pour un grand nombre de secteurs — par une élévation sensible du volume des commandes. Ce qui ne manquera pas d'avoir un effet de stimulation sur l'ensemble de l'économie. »

« Les fabricants de machines-outils, aux Etats-Unis, expriment généralement l'opinion que le programme de réarmement annoncé par le Président Kennedy est de nature à accroître leur chiffre d'affaires », écrit *L'Usine Nouvelle* du 3 août 1961.

Et, dans *Entreprise* du 12 août 1961, on peut lire : « L'accroissement du potentiel militaire américain, qui a été annoncé par le Président Kennedy, a provoqué une forte hausse sur le marché new-yorkais... (à Wall Street) l'indice des valeurs industrielles est passé de 682,81 le 21 juillet à 705,13 le 28 juillet. Les dépenses d'armement envisagées par le gouvernement américain intéressent une large gamme d'industries : chimie, électronique, métallurgie, etc. »

« Les conditions d'un boom sur le marché de l'acier sont réunies », écrit enfin la revue des magnats américains de la sidérurgie *Iron Age*, « car le nouveau programme d'armement va augmenter la consommation de l'acier ».

(2) Il a suffi que M. Kennedy ait précisé que, dans la répartition de l'aide aux pays sous-développés, « *les U.S.A. donneront grande considération et attention à ceux qui partagent nos vues sur la situation mondiale* », pour que MM. Soekarno et Keïta, aile « extrémiste » des non-engagés, trouvent que « *la crise mondiale serait réglée si le premier Khrouchtchev montrait le même esprit de bonne volonté que celui montré par le président Kennedy* » (Modibo Keïta). Remarquons par ailleurs avec quelle rapidité les chefs d'état « réalistes » des pays nouvellement indépendants s'assimilent les procédés des vieux routiers de la politique internationale. En menaçant de fermer les cordons de sa bourse, l'impérialisme américain a fait s'effondrer instantanément le rêve d'une troisième force mondiale des non-engagés.

◆

La révolution en Amérique latine

CUBA : PREMIÈRE ÉTAPE ?

L'AMÉRIQUE latine a cessé d'être pour le petit-bourgeois européen la scène exotique sur laquelle se succèdent les pronunciamentos de colonels d'opérette. Avec Cuba, elle est entrée dans l'histoire et la politique mondiales. De L'Express au Figaro, on commente les faits et gestes des « barbus », on s'extasie sur l'enthousiasme de ces gens à sombrero qui gesticulent dans un pays où il fait si chaud, ou l'on s'indigne contre ces excités inconscients qui déchaînent le « communisme » sur un continent jusque-là si protégé. L'Europe, par la télévision, le cinéma, les reportages, ne manque pas d'images sur Cuba, mais elle manque terriblement d'idées. La presse de « gauche » ne recule, ni devant le dithyrambe, ni devant les conseils avisés. Pourtant, les militants ouvriers ont besoin de comprendre : que se passe-t-il à Cuba ? Quel est l'enjeu de la lutte qui fait de ce petit pays un des centres d'intérêt de la politique mondiale ? De quoi s'agit-il ? Où en est-on ? C'est à ces questions que nous essaierons, dans la mesure de notre documentation, de donner des réponses qui ne peuvent se situer, d'ailleurs, dans le cadre de Cuba seule. Car, en définitive, c'est de toute l'Amérique latine qu'il s'agit.

L'Amérique latine, continent semi-colonial

Colonies espagnoles et portugaises, les nations sud-américaines n'ont conquis au XIXe siècle une indépendance politique formelle que pour tomber sous la domination économique de l'impérialisme européen, puis, entre 1914 et 1930, sous celle de l'impérialisme nord-américain, qui fit exécrer le « yankee » du tropique du Cancer à la Terre de Feu.

Ce sont de grandes sociétés nord-américaines qui détiennent, dans ces différents pays, les sources d'énergie, de matières premières et de produits alimentaires d'où proviennent aujourd'hui 35 % de la valeur totale des importations des Etats-Unis. La règle, en Amérique latine, est d'ailleurs l'exploitation d'une seule ressource par pays : on peut, sans forcer la vérité, admettre que le Venezuela est le pays du pétrole, la Bolivie celui de l'étain, Costa-Rica celui du café, et Cuba celui du sucre. Le continent sert également de débouché aux produits fabriqués de l'industrie nord-américaine : les exportations en direction de l'Amérique latine constituent 27 % du total des exportations des Etats-Unis. L'impérialisme a su, derrière le

paravent de la célèbre « doctrine de Monroe », réserver sa « chasse gardée » : le slogan : « L'Amérique aux Américains » a, depuis un demi-siècle une signification très précise : « L'Amérique aux Yankees ! ». Aucune société étrangère n'est capable de concurrencer le monopole des Américains : en pays de plantations, les compagnies américaines sont allées jusqu'à acheter ou se faire attribuer les meilleures terres, quittes à les laisser en friche, pour contrôler la production et empêcher la chute des cours.

L'impérialisme nord-américain est arrivé sans beaucoup de difficulté à cette domination exclusive par suite du poids qu'il représente dans l'économie de chaque pays. A Cuba, 49 % des plantations de canne à sucre appartenaient à des sociétés yankees ; au Guatemala, l'United Fruit, la Frutera fut longtemps la seule à posséder, avec ses plantations et ses terres en friche, ses chemins de fer, ses routes, ses ports, sans compter son administration et sa police propres. Rien d'étonnant, dans ces conditions, si des sociétés aussi puissantes ont fait figure de géants à côté des faibles états d'Amérique latine, tels qu'ils sont issus de la profonde crise sociale déclenchée sur ce continent par la pénétration de l'impérialisme.

La crise sociale née de la pénétration impérialiste

Si l'on excepte l'Argentine et les états de la Plata, ainsi que le sud du Brésil, les pays d'Amérique latine offraient au début du XIXe siècle le spectacle de vieilles structures coloniales : une masse paysanne presque exclusivement formée d'Indiens, réduite à une condition demi-servile, était sous la domination d'une féodalité de conquérants espagnols et portugais. Or, tout en bouleversant le traditionnel équilibre de la société par sa conquête des marchés, la pénétration impérialiste a renforcé les cadres traditionnels. Face à une paysannerie paupérisée dont les jacqueries risquent d'être redoutables, l'impérialisme a choisi d'appuyer les cadres féodaux en les associant à ses profits, de les maintenir dans le rôle de gendarmes, défenseurs de ses intérêts. Il est significatif que le Mexique, au moment de la pénétration des capitaux étrangers, ait connu une renaissance du féodalisme agraire, avec les hacendados, aux terres desquels les paysans se trouvaient attachés, comme des serfs. On y comptait, à cette époque, 300 haciendas de plus de 10.000 hectares, 11 de plus de 100.000, 7 de plus de 250.000 (1).

Ainsi, comme dans tous les autres pays semi-coloniaux, la pénétration impérialiste provoqua en Amérique latine une évolution inverse de celle qu'avait amenée en Europe le développement du capitalisme. Non seulement les féodaux et les usuriers, ses seuls alliés politiques sérieux, furent maintenus en place par l'impérialisme qui en fit ses « agents locaux », mais encore, avec la destruction de l'artisanat des villes et des villages par la concurrence des produits de la grande industrie des Etats-Unis, la masse de la population indigène se trouva ramenée vers la terre à la recherche de subsistance. A l'exode de la population rurale

(1) Victor Alba : **Le mouvement ouvrier en Amérique latine**, p. 108.

vers les villes que connaissait, à la même époque, l'Europe occidentale, répondit le « retour à la terre » dans les colonies et semi-colonies (2), retour à la terre qui signifiait évidemment une misère accrue pour les anciens comme pour les nouveaux venus.

C'est que la pénétration impérialiste, bien loin de créer les conditions de l'industrialisation, la rendait extrêmement difficile. D'une part, le maintien du taux élevé de l'usure et du profit tiré de la surexploitation des terres détournait les capitaux indigènes de tout autre investissement, notamment industriel. D'autre part, la baisse du niveau de vie provoquée par la destruction des ressources complémentaires traditionnelles, empêchait la formation d'un véritable marché qui pourrait absorber la production d'une industrie indigène. Point n'est besoin d'un « pacte colonial » pour empêcher l'industrialisation : pour 190 millions d'habitants on comptait en 1955 moins de 6 millions de postes récepteurs de radio et un peu plus de 4 millions de fauteuils de cinéma, et le Brésil, qui produit annuellement quatre fois moins de paires de chaussures qu'il n'a d'habitants, cherche désespérément des débouchés pour les écouler...

Aussi n'y aura-t-il, en Amérique latine, d'industrialisation que dans des cas et des circonstances précises. Pour exploiter plus rationnellement leurs richesses, les impérialistes créent parfois eux-mêmes les industries nécessaires : l'American Sugar Cy contrôlait ainsi à Cuba 60 % des raffineries de sucre. Les deux guerres mondiales, en bouleversant les circuits du commerce et en créant des conditions favorables, ont permis de véritables vagues d'industrialisation en Amérique latine, laissant cependant intacts caractères généraux et rapports entre les grandes activités économiques.

Les classes sociales

La structure sociale des pays semi-coloniaux est donc fort différente de celle qui s'est constituée dans les pays avancés. Il est difficile d'y distinguer une véritable bourgeoisie. La classe dominante n'a en effet rien de comparable avec la classe entreprenante qui, en Angleterre, en France, en Allemagne, s'était lancée à l'assaut du vieux monde. Elle est issue simultanément des vieilles classes dirigeantes féodales et de l'impérialisme. Mille liens personnels et familiaux unissent ces hommes, qui détiennent en même temps latifundia et actions minières, actions pétrolières, ranchs d'élevage et plantations, et dont les revenus sont constitués, aussi bien que par la plus-value produite par le prolétaire, par la surexploitation du paysan ou l'intérêt de prêts usuraires. Cette oligarchie porte des noms différents suivant les pays, mais partout elle présente ce trait fondamental de la compénétration des intérêts des propriétaires fonciers et des impérialistes. Tandis

(2) Rappelant la phrase d'un gouverneur anglais citée par Marx : « Les os des tisserands blanchissent les plaines des Indes », Fritz Sternberg, dans **Le Conflit du Siècle**, pp. 67-69, étudie de près ce type d'évolution.

que la bourgeoisie capitaliste européenne aspirait à briser le cadre féodal de l'Ancien Régime, l'oligarchie latino-américaine ne peut esquisser même un seul pas pour une réforme agraire, préalable à la constitution d'un marché, sans remettre en cause l'un des piliers de sa propre puissance : ses propriétés foncières.

Les paysans

La grande masse de la population vit de la terre. A Cuba, le recensement de 1953 montre que, sur une population active de 1.972.266 individus, 221.939 (soit environ 11 %) étaient propriétaires ou occupants à un titre quelconque, et 568.799, soit 28,8 % ouvriers agricoles. Encore la grande majorité des 100.000 propriétaires étaient-ils de tout petits propriétaires, arrivant à peine à vivre de leurs terres : les propriétaires de moins de 100 hectares constituaient 92 % du nombre total, et n'occupaient que 30 % de la superficie des terres de la catégorie. Quant aux tenanciers divers, ils se décomposaient en 46.000 locataires, bénéficiaires de baux véritables, écrits ou oraux, 7.000 sous-locataires à la situation juridique moins stable encore, 33.000 métayers et 13.700 « précaristes », véritablement « taillables et corvéables à merci », puisqu'ils ne jouissaient d'aucune garantie de stabilité de leur tenure et étaient astreints aux versements exigés par le propriétaire en toute souveraineté... Si l'on ajoute que l'ouvrier agricole cubain chômait en moyenne 185 jours par an, on mesure mieux les raisons de la misère à Cuba, cette île merveilleuse où, en 1953, 9,1 % des « maisons » rurales avaient l'électricité et 2,3 % l'eau courante à l'intérieur, 54 % n'ayant aucune sorte de W.-C. et 85 % aucune installation d'eau, ni robinet, ni citerne, ni puits.

Les statistiques de l'ONU donnent d'ailleurs des exemples très significatifs de ce que les économistes bourgeois appellent le « sous-développement » de tous les pays d'Amérique latine, l'Argentine exceptée. La consommation de lait et de viande par habitant est inférieure de 6 à 10 fois à celle des Etats-Unis. La Bolivie, avec ses 1.200 calories par jour et par habitant, face au « minimum vital » généralement admis de 2.800, est le cas le plus tragique de sous-alimentation permanente et générale. Pour l'ensemble du continent, la durée moyenne de la vie est de 30 ans, comparable à celle de l'Inde, alors que celle de la France dépasse 60 ans. La mortalité par tuberculose est le tiers de la mortalité totale. 75 % de la population sont analphabètes, et il y a 180 instituteurs pour 100.000 habitants : suivant les pays, de 20 à 25 % des enfants d'âge scolaire vont en classe. 25 à 30 % des habitants vont d'ordinaire pieds nus, et 30 % sont vêtus par la confection familiale. Un calcul basé sur le « revenu annuel moyen » permet de constater qu'il faut de 20 à 30 jours de travail pour le prix d'un costume contre 2 jours et demi aux U.S.A.

---

(1) Soulignons que ces chiffres représentent des moyennes générales et que le niveau de vie des seules masses rurales se situe par conséquent plus bas encore.

Les ouvriers

Le nombre d'ouvriers n'a cessé d'augmenter, en valeur absolue comme en valeur relative. La classe ouvrière comprend aujourd'hui entre 10 et 25 % de la population totale des divers états. Elle est loin d'être homogène : dans ses couches inférieures, elle demeure étroitement liée à la paysannerie. L'ouvrier en chômage retourne à la terre. Le manœuvre passe de la mine ou de l'usine à la plantation et réciproquement. Mais si les troupeaux de « serfs » sur les latifundia n'ont rien à envier aux tristes « esclaves » des mines d'étain, les ouvriers du pétrole ou de la métallurgie, avec les avantages sociaux qu'ils ont conquis, journée de huit heures, congés, sécurité sociale, font figure de privilégiés dont le niveau de vie domine, et de loin, celui de la masse misérable. Il a fallu des années de luttes politiques farouches pour que les mineurs boliviens cessent de se dresser contre les autres corporations ouvrières, pour que s'ébauche un front unique entre eux et les masses affamées d'Indiens ruraux, « armée ouvrière de réserve » et briseurs de grèves éventuels.

Le problème de l'unité entre ouvriers et paysans contre l'oligarchie qui les exploite est le problème n° 1. Il est parfois facilité par des circonstances locales : c'est ainsi qu'à Cuba, les 47.000 ouvriers de l'industrie du raffinage du sucre sont répartis dans des usines ultra-modernes, au contact des ouvriers agricoles des plantations de cannes qui ont, plus d'une fois, appris d'eux les méthodes prolétariennes d'organisation et de lutte.

Les classes moyennes

La pénétration impérialiste a détruit la petite-bourgeoisie rurale et urbaine à peine naissante, mais elle a, parallèlement, créé de nouvelles couches moyennes, petits commerçants, techniciens, employés, fonctionnaires, professions libérales, ces « bourgeois à talents » dont les étudiants sont la pépinière, et qui constituent l'élément le plus instable de cette société, tant par leur comportement que par leur attitude politique. Liés aux couches bourgeoises proprement dites, mais comme elles dépendant étroitement de l'oligarchie, ils ont en commun avec entrepreneurs et gros commerçants une situation sociale qui leur interdit l'accès au sommet de la pyramide sociale, monopolisé par l'oligarchie, alors qu'ils ont conscience d'avoir, souvent, capacités et « mérites » supérieurs. Ils cherchent à faire payer plus cher leurs services, et, notamment, la part qu'ils prennent à l'exploitation des travailleurs. C'est le plus souvent l'armée qui leur fournit l'instrument d'une fortune politique et d'une fortune tout court.

Mais, dans les dernières décennies, leurs aspirations se sont exprimées dans des partis « plébéiens » d'un type nouveau : l'Action Démocratique vénézuélienne de Betancourt, le Mouvement National Révolutionnaire bolivien de Paz Estensoro, le Parti Justicialiste argentin de Juan Peron. Dans leur lutte pour obtenir de l'impérialisme un partage plus équitable des profits, ils se sont efforcés de mobi-

liser derrière eux les ouvriers et les paysans, et y ont réussi à différentes périodes. Peron a été le héros des peones, ouvriers agricoles à qui il a fait donner un salaire, et le chef des descamisados, à forte composition ouvrière. Paz Estensoro, aujourd'hui, est en train de reconstruire un état bourgeois bolivien, grâce à l'appui que lui apporte une bureaucratie ouvrière, celle de la centrale syndicale que dirige le chef des mineurs, Juan Lechin. Individuellement, de nombreux individus originaires des classes moyennes se sont tournés vers le prolétariat urbain ou rural sans chercher à l'utiliser en vue de leurs intérêts de classe : dans les secteurs les plus arriérés, **ce sont souvent des intellectuels qui**, devenus militants, ont organisé de façon « professionnelle » les syndicats ouvriers, fondé les premiers groupes socialistes. De façon plus générale encore, au cours des dernières années, ce sont à plusieurs reprises les manifestations d'étudiants qui ont été le signal des révolutions, et de l'entrée dans la lutte des masses ouvrières et paysannes.

L'état

Car l'Amérique latine, comme le reste du monde, est entrée dans l'ère des révolutions : celle des pronunciamientos est aujourd'hui en grande partie révolue. Les différents clans de l'oligarchie ont pu longtemps régler leurs comptes, indifféremment, par le recours à des coups d'état militaires ou par des élections truquées. Mais, avec l'éveil du mouvement ouvrier, l'apparition de mouvements paysans, les « colonels » sont contraints à plus de prudence s'ils ne veulent pas jouer les apprentis-sorciers. Plusieurs expériences ont en effet montré que les travailleurs peuvent saisir l'occasion d'une lutte armée entre leurs ennemis de classe pour intervenir pour leur propre compte. Aussi, la dernière période marque-t-elle une tendance au raidissement de la répression avec les féroces dictatures des Trujillo, Batista ou autres militaires soutenus par le dollar. Leur brutalité est à la mesure de leur parasitisme social, de leur faiblesse congénitale et de la peur que leur inspirent les masses. Il a fallu la victoire de la révolution cubaine pour que soient largement connues en Europe les méthodes de la police de Batista, ces tortures, mutilations, castrations qui sont là-bas monnaie courante, et constituent l'ultime défense de ces régimes oligarchiques menacés par la révolution.

La révolution mexicaine

C'est le Mexique qui a connu la première révolution véritable d'Amérique latine. Le mouvement ouvrier organisé y est apparu sous l'influence d'émigrés dans le dernier quart du XIXe siècle : un premier « Congrès Ouvrier », ayant été dissous, fut remplacé par des syndicats révolutionnaires clandestins, inspirés par l'exemple des I.W.W. américains. Il faudra attendre 1912 pour qu'après des années de luttes sévères, se constitue la première centrale ouvrière mexicaine, la Casa del Obrero Mundial.

A cette date, une fraction de l'armée se souleva, avec le soutien d'une partie des classes moyennes et de la « bourgeoisie nationale », contre la dictature de l'oligarque Porfirio Diaz. Cette guerre civile permit au mécontentement paysan de s'exprimer, puis de prendre une forme révolutionnaire avec les guerillas que menaient, au Nord, les hommes de Pancho Villa, au Sud ceux de Zapata. Villa et Zapata s'empareront même de Mexico en 1915. Fait remarquable, ces rudes paysans qui ont détruit les châteaux forts des hacendados, massacré les propriétaires dans une lutte sans merci et exploité collectivement les terres qu'ils ont saisies, respecteront, par discipline, une capitale que toute autre armée aurait pillée. Cela n'empêcha pourtant pas la Casa del Obrero Mundial de signer, contre l'armée paysanne, un véritable traité d'alliance avec le général nationaliste libéral Carranza : des « bataillons rouges », contrôlés par les chefs ouvriers, combattront aux côtés de l'armée contre les guerilleros de Zapata.

Ainsi, le mouvement ouvrier s'alliait à la bourgeoisie naissante et aux oligarques qui tempéraient leurs querelles intestines pour écraser ensemble la révolution des campesinos (paysans). Ses dirigeants espéraient obtenir en échange des concessions et des réformes. Pour faire accepter à leurs troupes cette politique, ils utilisèrent la méfiance, réelle, de l'ouvrier, évolué, devant le rural sauvage, l'hostilité du citadin anticlérical à l'égard des petits curés dont le rôle était si grand dans les rangs de l'armée zapatiste. Il fallut cependant de nombreuses années et bien des artifices pour battre les paysans révoltés. C'est en 1919 que Zapata fut tué, par traîtrise. C'est en 1923 que Pancho Villa fut assassiné, après avoir tenu en haleine les troupes américaines commandées par le général Pershing. Au lendemain de ces victoires, l'allié ouvrier fut remis à sa place : les bataillons rouges furent dissous.

Mais la révolution avait trop profondément secoué le Mexique, et pendant trop longtemps, pour qu'une restauration pure et simple fut possible. Dans le Sud, les hommes de Zapata avaient détruit la grande propriété féodale. L'oligarchie dut faire des concessions, payer le prix nécessaire pour éviter l'alliance entre ouvriers et paysans. L'enseignement fut laïcisé. Les ouvriers obtinrent l'égalité de salaires entre Mexicains et étrangers, leur plus ancienne revendication, la journée de huit heures, le droit d'association, le droit de grève. La Constitution de 1917 prévit une réforme agraire, la première du continent. Elle prévit l'expropriation et la distribution des terres des grands domaines au-dessus de 500 hectares. Cependant, une fois que les armes seront déposées, cette réforme ne se réalisera que très lentement. Sur 196 millions d'hectares, 3 millions, c'est-à-dire 1,8 % seront distribués à 300.000 familles en 1926 ; 9 millions, soit 5,4 %, à 900.000 familles en 1934, 17 ans après. En 1940, à la fin du gouvernement de Cardenas, 18 millions d'hectares, soit 11 %, auront été distribués à 1.800.000 familles.

Sous la présidence du général Lazaro Cardenas, en effet, le Mexique se transforma profondément, poursuivant en quelque sorte la révolution commencée en 1910. Le général, un Indien 100 %, homme politique remarquable, voulut

« moderniser » le Mexique. Pour réaliser cette révolution démocratique bourgeoise, il bénéficia de l'appui constant du mouvement ouvrier mexicain, entièrement contrôlé à cette époque par le parti communiste. Utilisant la tradition zapatiste, et pour éviter que le partage des terres n'aboutisse très vite à la ruine des petits paysans bénéficiaires, il poussa à la constitution de coopératives — les ejidos, nom des vieilles communautés paysannes — permettant l'utilisation en commun du matériel et du crédit gouvernementaux.

Le gouvernement Cardenas entreprit également la lutte pour soumettre à sa loi les grandes sociétés américaines. Contre les pétroliers, véritables états dans l'état, ayant leur propre police, leur propre armée sur leurs concessions et qui refusaient de se soumettre à la législation mexicaine en matière sociale et fiscale, il encouragea et protégea la constitution des syndicats. L'obstination des grandes sociétés, qui ne cédèrent ni devant des grèves pourtant violentes, ni devant leur condamnation par les tribunaux mexicains, contraignit finalement Cardenas à décréter, en 1938, la nationalisation des biens de 18 entreprises américaines et anglaises appartenant au cartel du pétrole. Mais ce n'est finalement que grâce à la guerre mondiale que le Mexique obtint la reconnaissance de cette mesure : le cartel du pétrole se résigna, dans l'intérêt général du capitalisme, à accepter l'indemnisation offerte par le gouvernement mexicain, plutôt que de courir le risque du maintien d'une agitation révolutionnaire dangereuse, en pleine guerre, aux frontières méridionales des Etats-Unis. D'ailleurs, par la volonté des dirigeants bourgeois, la révolution s'arrêta là : la bourgeoisie mexicaine profita de la guerre pour consolider ses conquêtes et industrialiser.

C'est donc à une transformation profonde qu'a abouti, à travers trente années de développement continu mais inégal la révolution mexicaine : il existe désormais une bourgeoisie industrielle et une bourgeoisie rurale solides. La société mexicaine, par bien des traits, rappelle celle des pays évolués. Les capitaux étrangers doivent se camoufler en « capitaux nationaux ». La classe ouvrière, organisée en syndicats de type nord-américain, débarrassés de toute influence stalinienne et étroitement liés à l'appareil d'état, ne remet pas en question le régime qu'elle a contribué à bâtir. Pourtant, l'impérialisme conserve de solides positions, tant économiques que politiques, et en conquiert de nouvelles, il existe dans le Nord de grands domaines d'élevage de plus de 200.000 hectares, et le paysan pauvre a faim de terre. Après 19 ans d'interruption, en 1959, l'application de la réforme agraire reprend. C'est que la révolution cubaine a éveillé bien des échos dans la patrie de la première révolution paysanne d'Amérique latine. Les classes possédantes mexicaines se rendent compte que la révolution n'était qu'interrompue : les problèmes essentiels demeurent.

La révolution du Guatemala

Le Guatemala, quatre fois plus grand que la Belgique, trois millions et demi d'habitants, est à l'autre bout de l'échelle de développement des états d'Amérique latine. En 1900, une mission officielle chilienne y cherchait en vain une seule

école. En fait, ce pays n'a qu'un seul grand propriétaire : la Frutera. Jusqu'en 1943, sous ses dictateurs successifs, le Guatemala a même ignoré le droit : ses tribunaux ne connaissaient que la peine de mort, appliquée aux opposants comme aux voleurs. C'est par une manifestation d'étudiants, transformée en insurrection par l'intervention de quelques militaires, qu'a commencé, en 1944, la révolution guatémaltèque. Pendant dix ans, sous le président Arevalo, le petit pays a connu la plus puissante montée révolutionnaire d'Amérique latine depuis le temps de Zapata. Les ouvriers s'organisèrent, luttèrent, remportèrent des succès revendicatifs. Les paysans formèrent des syndicats, les ouvriers agricoles luttèrent pour leurs salaires. Des terres en friche furent occupées et cultivées, de grands domaines menacés et attaqués. Le successeur d'Arevalo, le colonel Arbenz, promulgua une réforme agraire. Elle prévoyait l'expropriation des terres en friche — contre indemnité — et leur redistribution aux paysans pauvres ou sans terre. Mais les domaines de l'United Fruit, jugés « d'utilité industrielle », n'étaient pas touchés. Il s'agissait, comme l'écrit Alba, « d'une mesure de saine économie capitaliste destinée à donner la terre sans bras aux bras sans terre » (1).

Cependant les impérialistes s'inquiétaient. Les mots de « réforme agraire » à eux seuls sont révolutionnaires. Les luttes victorieuses des ouvriers et des paysans débordaient les frontières du Guatemala, et leur contagion pouvait être redoutable. L'ambassadeur américain Patterson se fit menaçant, son successeur Peurifoy organisa l'action armée de la contre-révolution, avec l'appui matériel du dictateur dominicain Trujillo.

Contre l'intervention qui se préparait ouvertement, le colonel Arbenz chercha des armes. Tous les pays capitalistes les lui refusèrent. Il en acheta en Tchécoslovaquie : l'U.R.S.S. l'appuya et, en échange, il s'appuya sur les communistes guatémaltèques dont le parti se développa rapidement et s'installa à de nombreux leviers de commande, notamment à la tête des organismes d'application de la réforme agraire. Ouvriers et paysans se mobilisèrent pour défendre leur révolution, formèrent des milices, réclamèrent des armes. Arbenz ne leur en donna pas : pour résister aux mercenaires de l'impérialisme, il comptait sur l'armée nationale, augmentait les soldes des officiers, multipliait les déclarations rassurantes sur le maintien de l'ordre et la défense de la propriété. Quand le commando impérialiste du colonel Castillo Armas, entièrement recruté et équipé en armes modernes, avions compris, par Washington, passa la frontière, les cadres de l'armée s'y rallièrent, Arbenz fut déposé par le chef d'état-major qu'il venait de nommer lui-même. Les milices ouvrières et paysannes désarmées se firent écraser, mitraillées sans pouvoir même se défendre. Une répression féroce s'abattit sur le pays. La presse stalinienne mondiale fit entendre un concert de protestations contre l'intervention américaine : même M. Jacques Soustelle, en France, y joignit sa voix. Mais le silence fut total sur les conditions ignominieuses de la chute du régime d'Arbenz : le mouvement ouvrier mondial identifia la révolution

(1) Alba, op. cit., p. 190.

guatémaltèque avec le président-colonel qui l'avait livrée les mains nues, avec la complicité du parti communiste, aux soldats de l'impérialisme. Seule, une avant-garde, en Amérique latine, médita la leçon.

Fidel Castro

C'est Cuba qui devait prendre le relais, avec le mouvement inspiré par l'action d'un tout jeune homme, aujourd'hui universellement connu, Fidel Castro. Né en 1926, fils de grand propriétaire, élevé par les Jésuites, Fidel Castro Ruz a fait des études de droit qu'il a menées de pair avec une activité politique précoce. Son mariage en fait le gendre et le beau-frère de ministres du dictateur Batista. Président des étudiants en droit, il milite d'abord dans les rangs du parti démocrate petit bourgeois, le Parti Authentique. Il n'a d'autre objectif à cette époque que d'obtenir à Cuba des élections libres, et de lutter contre la corruption de l'administration et des gouvernements successifs. Cependant, plusieurs échecs électoraux, puis le coup d'état préventif de Batista en 1952 l'amènent à penser que la violence est nécessaire, puisque les cartes sont truquées. Il décide alors de recourir à un acte terroriste, dans la ligne de conduite des anciens socialistes-révolutionnaires russes : l'assaut de la caserne de la Moncada, le 26 juillet, soigneusement préparé pendant presque un an, mené par un groupe de deux cents étudiants et intellectuels qu'il a gagnés et organisés, doit, dans son esprit, lui procurer des armes et les émetteurs-radio qui appelleront tous les Cubains à se soulever contre la dictature.

Mais l'aventure se termine mal : ceux qui ne sont pas tués dans l'assaut sont pris, torturés et abattus. Fidel Castro doit à son arrestation tardive, autant qu'aux interventions du clergé et de sa famille, de n'être pas torturé, mais jugé. A son procès, brillant orateur, parlant à la fois comme accusé et comme avocat, il a vite fait de trouver un auditoire, au-delà des murs du Palais, et le ministre de l'intérieur doit le déclarer « malade » pour l'exclure du procès public. C'est à huis clos, en présence des juges, de six journalistes tenus au secret, et de cent gardes armés qu'il prononce pendant cinq heures son célèbre réquisitoire en guise de défense : « L'Histoire m'absoudra et condamnera Batista ». Il est condamné à quinze ans de prison le 16 octobre 1953. Cependant il est désormais connu dans tout Cuba.

Il sortira du bagne des Pins deux ans après, amnistié avec les autres, le 15 mai 1955, ayant étudié et réfléchi. Dès juillet, il se réfugie au Mexique, puis entreprend aux Etats-Unis auprès de capitalistes « éclairés » et d'émigrés fortunés une tournée qui lui rapportera 50.000 dollars. Il prépare alors une nouvelle attaque. Sous la direction d'Alberto Bayo, ancien officier combattant d'Espagne, 80 émigrés cubains reçoivent une formation technique de guerilleros. Le plus brillant des élèves sera bientôt l'indispensable lieutenant de Fidel Castro : c'est l'Argentin Ernesto « Ché » Guevara, médecin, qui, après avoir fui la police péroniste, avait rejoint le Guatemala, vécu la révolution et assisté à sa déroute finale.

Le 5 décembre 1956, après avoir annoncé à tous les échos l'assaut qu'il prépare, Castro débarque à Cuba avec 82 compagnons, sommairement armés. Tempête et bombardement les ont contraints à abandonner leurs armes lourdes, leurs munitions et leur ravitaillement. Ils s'efforcent de gagner les montagnes, mais 12 hommes seulement atteindront la Sierra Maestra, 12 hommes armés de mitraillettes, sans liaisons avec la population et que vont bientôt traquer les 50.000 hommes de Batista, parfaitement équipés et armés.

La conquête

A peine deux années plus tard, les douze hommes l'ont emporté : leur armée, l' « Armée rebelle », pénètre dans la capitale. Ces hommes, qui sont désormais les « barbudos », ont beaucoup appris et pas mal changé. Guevara en témoigne : « Les hommes qui arrivèrent à La Havane après deux années de lutte âpre ne sont pas les mêmes, du point de vue idéologique, que ceux qui prirent part à la première phase de la lutte. Leur méfiance à l'égard du paysan (campesino) s'était transformée en affection et respect pour ses qualités. Leur complète ignorance de la vie rurale s'était transformée en connaissance des paysans pauvres (guajiros). »

Fidel Castro et ses compagnons auraient été voués à la mort s'ils n'avaient su gagner à eux les paysans de la sierra, puis ceux des campagnes cubaines tout entières. Ils y sont parvenus en luttant avec eux contre leurs ennemis, grands propriétaires, policiers privés ou d'état, en leur offrant un programme de réforme agraire et un début de réalisation dans les « territoires libérés ». Ainsi que l'écrivent Huberman et Sweezy, « au début, les campesinos cachaient simplement les rebelles ; avant que des mois aient passé, les campesinos, en tant que classe, soutenaient les rebelles : d'assistants passifs, ils devenaient participants actifs ». Les étudiants, techniciens, avocats, médecins, enseignants qui s'enfuient des villes encadrent la masse des paysans pauvres et d'ouvriers agricoles dont les premiers rebelles ont su gagner la confiance. On peut affirmer que l' « Armée rebelle » est une véritable armée paysanne. Ceux qui la dirigent sont, certes, comme Castro lui-même, des fils de familles de la classe moyenne ou de l'oligarchie, en général des apprentis intellectuels ou politiciens. Mais il faut noter, avec Théodore Draper, correspondant du Reporter, que « tandis que les intellectuels et révolutionnaires bolcheviks étaient étroitement liés politiquement et psychologiquement à la classe ouvrière russe, les intellectuels et politiciens révolutionnaires qui ont suivi Castro s'identifient émotionnellement aux guajiros ». Notons aussi que ce sont les détachements paysans dont les dirigeants exalteront le plus volontiers le rôle. Après la victoire, Castro les saluera comme « la fleur et le cœur des plus efficaces et des plus solides de notre armée révolutionnaire ».

Les campesinos soutiennent l' « Armée rebelle » parce qu'ils ont confiance en elle et en son programme. D'autres groupes sociaux, dans les villes, ne s'allieront à elle que parce que, très vite, sa victoire leur paraît le moyen le plus efficace

et le plus rapide pour se débarrasser de Batista : le programme ici compte moins qu'un résultat immédiat. Les ouvriers participent à la résistance dans des ateliers, des imprimeries, des arsenaux clandestins. Les classes moyennes, la bourgeoisie et même certains oligarques financent la résistance civile des partisans castristes, par peur souvent, certes, mais aussi par opportunisme à l'égard d'un mouvement qui progresse, et parce que la dictature de Batista, au fur et à mesure qu'elle perd du terrain, se fait toujours plus brutale, plus féroce. Le parti communiste cubain, étiqueté ici « Parti Socialiste Populaire », se tient presque seul à l'écart pendant de longs mois. Il ne pratique plus, certes, comme dans le passé, une politique de soutien ouvert de Batista, mais pense que « pour renverser Batista, il faut une coalition qui dépasse les limites de l'anti-impérialisme, qui inclue nécessairement des forces qui ne sont pas anti-impérialistes » (1). Critiquant Castro, qui n'associe pas à la direction de son mouvement les bourgeois et les oligarques bailleurs de fonds, le P.C. s'abstiendra de prendre part à la grève générale tentée par les castristes le 9 avril 1958, mais rejoindra le mouvement quelques mois après, quand il devient évident que les jours du régime Batista sont comptés, et que personne d'autre que Castro n'est susceptible d'hériter du pouvoir.

L'ultime campagne, dans les derniers mois de 1958, sera une marche triomphale : l'armée de Batista se décompose, les rats quittent le navire, les plus prudents se rallient avec enthousiasme. L'une après l'autre, les villes se rendent aux « barbus ». Le 1er janvier 1959, ils sont les maîtres du pays.

La première étape

Pour beaucoup d'observateurs, il ne fallait guère s'attendre à des développements bien nouveaux. Castro, vainqueur, maître de l'appareil d'état, allait organiser des élections dont il sortirait forcément victorieux, opérer quelques réformes mineures, faire payer, en somme, à l'impérialisme, un prix — limité — pour son soutien à Batista. Fondamentalement rien ne serait changé : Batista, lui aussi, avait commencé sa carrière avec le soutien populaire. Cependant, dès les premiers jours, la presse américaine déclenche contre le nouveau régime une violente campagne à propos de la répression antibatististe. Faut-il y voir, comme nombre de commentateurs n'ont pas manqué de le faire, le signe d'une irréductible hostilité de l'impérialisme manifestée ainsi dès la première heure ? Cette répression, qui ne frappait pourtant que les principaux tortionnaires et responsables, présentait la caractéristique inquiétante, aux yeux des impérialistes, de se dérouler au grand jour, de véritables meetings de masse accompagnant les séances des tribunaux militaires : 20.000 personnes assistent, et pas en silence, au procès télévisé du commandant Sosa Blanco dans le Palais des Sports de La Havane. Il semble pourtant que la campagne de presse ait surtout visé à intimider les dirigeants cubains et à les rappeler à une plus juste notion de leur état de dépen-

(1) Selon Rodriguez, dirigeant du P.C., cité par Julien. (**La révolution cubaine,** p. 84.)

dance. Au même moment, en effet, six grandes entreprises américaines accordent au nouveau grouvernement un crédit d'un million et demi de dollars : pour sa part, l'United Fruit, la maîtresse de l' « empire vert » qui vient d'abattre le régime d'Arbenz, en avance 500.000 à celui de Castro (1).

C'est que, finalement, les mesures qui suivent le succès des rebelles n'ont rien de vraiment révolutionnaire. Fidel, « commandant » de l' « Armée rebelle », se tient à l'écart du gouvernement. C'est un bourgeois modéré, un juge réputé pour son intégrité, Manuel Urrutia, qui devient le nouveau président de la république. Miro Cardona (2), président du conseil, Agramonte, ministre des affaires étrangères, sont des politiciens libéraux, le ministre de l'intérieur est le propriétaire d'un grand journal. Ainsi que l'écrivent Huberman et Sweezy : « L'aspect que la révolution cubaine présenta d'abord au monde était celui d'un régime tout à fait respectable de la classe moyenne ».

Bien sûr, il y a des mesures importantes. L'armée, quelque 50.000 officiers, sous-officiers et soldats, est dissoute officiellement : c'est assurément un coup décisif porté aux forces de l'oligarchie qui, dans tous les pays d'Amérique latine, a toujours utilisé l'armée comme une sorte de « super-police » à usage répressif. Quelques jours après, c'est le corps de la police qui est dissous à son tour. Là aussi, la mesure est d'importance. Il faut pourtant souligner que les nouveaux dirigeants cubains n'ont guère le choix, et que ces mesures législatives consacrent un état de fait. Armée et police ont été, en fait, dissoutes sans ménagements, dans les semaines précédentes, par l'action des masses : les faire renaître de leurs cendres serait tâche impossible, étant donné la haine accumulée contre elles sous le régime de Batista. Cependant, la marine, tenue plus à l'écart des tâches répressives, et qui s'est, en dernière minute, ralliée à Castro, n'est pas touchée. D'ailleurs, le nouveau gouvernement s'emploie aussitôt à reconstituer une police, avec des hommes de confiance de Castro : ainsi, il crée un corps spécialisé de répression, de type bourgeois comme le précédent, mais qui bénéficie du prestige « révolutionnaire » de ceux qui le dirigent et le composent. Par ailleurs, l'armée castriste, qui garde officiellement la dénomination d' « Armée rebelle », est ostensiblement utilisée à des tâches pacifiques, travaux publics, construction de routes et de logements. Les casernes sont transformées en cités scolaires.

Le reste de l'appareil d'état reste en place. De hauts fonctionnaires sont, bien entendu, épurés, quand ils se sont trop compromis avec la dictature. L'ensemble de l'édifice administratif demeure cependant intact, encore qu'une surveillance plus étroite aboutisse à quelques procès pour corruption, ce qui donne, évidemment, une impression de « neuf ». La vague d'épuration ne touchera même pas la justice, et un apologiste aussi zélé du régime castriste que Georges Soria

(1) Julien, op. cit., p. 107.
(2) Aujourd'hui l'un des chefs des exilés cubains aux U.S.A.

se voit contraint d'écrire : « Quant à l'appareil judiciaire, dont l'attitude n'avait pas été un modèle de courage durant les années noires, il fut assez curieusement d'ailleurs complètement épargné : les magistrats qui avaient jugé sous Batista continuèrent à juger sous Fidel Castro » (1). L'ensemble du personnel diplomatique reste en fonctions, ce qui facilitera considérablement les entreprises contre-révolutionnaires de l'impérialisme pendant toute une période. Enfin, la grande presse, émanation des entreprises étrangères et de l'oligarchie, continue de paraître librement.

Il n'y a, par conséquent, rien, dans les premières mesures du nouveau régime, même pas la diminution de 5 % des loyers, qui contribuera énormément à sa popularité, qui semble sortir du cadre d'une politique bourgeoise démocratique. D'ailleurs, dès le mois d'avril 1959, Fidel Castro se rend aux Etats-Unis, dans l'espoir d'obtenir leur soutien compréhensif, et y multiplie les déclarations rassurantes. Ainsi, le 25 avril : « Nous sommes contre toutes les formes de dictature... C'est pourquoi nous sommes contre le communisme... L'état communiste, avec sa conception totalitaire, sacrifie les droits de l'homme... Notre révolution applique le principe démocratique pour une révolution humaniste. »

La révolution cubaine, ainsi entamée sous le drapeau de l'idéologie petite-bourgeoise, anticapitaliste, et anticommuniste de la « révolution humaniste », bénie par l'église, puisque l'aumônier de l'Action catholique y voit la victoire de l' « esprit chrétien » sur le « matérialisme païen », allait-elle entreprendre seulement une « modernisation » limitée, canalisant les masses et rassurant l'impérialisme ? Beaucoup le pensaient encore. Pourtant, très vite, son rythme allait s'accélérer. Les premières mesures intérieures amènent des ripostes de l'impérialisme, et chaque coup porté par les Etats-Unis provoque en retour une nouvelle accélération. Aucun doute ici n'est permis sur la manière dont les dirigeants cubains se sont engagés dans cette voie, alors qu'ils ne dissimulaient pas, en 1959, le caractère modéré de leur programme. « Ché » Guevara, très honnêtement, reconnaît l'empirisme de la politique castriste, qui s'est laissée mener par les événements et a accepté de renoncer à son programme primitif, quand il écrit : « A l'exception de notre réforme agraire, que le peuple de Cuba désirait et mit sur pied lui-même, toutes nos mesures révolutionnaires ont été une réaction directe contre l'agression des monopolistes... La pression des Etats-Unis sur Cuba a rendu nécessaire la radicalisation de la révolution. »

La réforme agraire

La réforme agraire était effectivement le premier objectif de l'armée paysanne qui avait mené la guerilla contre Batista. L'Institut National de Réforme Agraire (I.N.R.A.), créé pour appliquer la réforme et encadrer le puissant mouvement

(1) G. Soria, **Cuba à l'heure Castro**, p. 178.

paysan qui s'était développé au cours de la lutte, était, en fait, l'émanation de l'armée qui, déjà, et sans attendre les dispositions légales, avait engagé la « réforme » en s'attaquant aux latifundia des chefs et amis du régime, ainsi qu'à d'autres, baptisées pour la circonstance « bien mal acquis ».

La loi proprement dite fut promulguée le 17 mai 1959. On ne peut qu'être d'accord avec l'analyse qu'en a faite René Dumont, qui la juge « dépourvue de tout caractère révolutionnaire, et rappelant souvent les lois italiennes de 1949-1950 d'inspiration démocrate-chrétienne » (1). Elle prévoyait l'expropriation des domaines supérieurs à 400 hectares, autorisant le maintien jusqu'à 1.340 hectares des exploitations « progressistes », les plantations de canne et celles dont le rendement est de 50 % supérieur à la moyenne nationale. Tous les domaines loués, sous quelque forme que ce soit, étaient également expropriés. Tous les propriétaires étaient en principe indemnisés. Les terres distribuées étaient inaliénables.

La réalité sera bien différente. Les paysans armés, nous l'avons vu, n'ont pas toujours attendu la promulgation de la loi. Même après, ils ne se conforment que de loin à ses stipulations. L'armée paysanne, directement ou par le canal de l'I.N.R.A., utilise des méthodes expéditives, ne s'embarrasse guère de formalités ni de mesures précises et, pour elle, les latifundia sont toutes, et à juste titre, des « biens mal acquis ». Au surplus, un article de la loi prévoit l' « intervención » — la mise sous séquestre — de quelque terre que ce soit, si c'est dans « l'intérêt de l'agriculture » : cet article servira très souvent à couvrir les initiatives prises au mépris de la loi, ou par une interprétation large d'un texte que ceux qui ont mission de l'appliquer n'ont pas toujours lu. Le résultat est qu'en moins de deux années, les 3/5 des terres agricoles de l'île sont passées sous le contrôle de l'I.N.R.A., et que moins d'un dixième des terres expropriées ont été payées, en argent ou en bons.

De plus, conformément à un article de la loi, imposé, dit-on, contre l'avis des experts, par Fidel Castro lui-même, l'I.N.R.A. a pour mission d'organiser, « chaque fois que cela est possible », l'exploitation collective des terres expropriées. Les vieilles traditions de l'ouvrier agricole, « d'abord un prolétaire, revendiquant de plus hauts salaires et un meilleur taux d'emploi, mais n'aspirant pas toujours à cultiver pour son propre compte » (2), telles qu'elles s'étaient exprimées dans le mouvement de Zapata, rejoignent ici la préoccupation économique qui avait été celle de Cardenas, d'éviter un morcellement préjudiciable au rendement, et, finalement, le retour au latifundisme. Ainsi, l'I.N.R.A. organise des coopératives qui bénéficient de l'aide de l'état en capitaux et en matériel, sont administrées par des fonctionnaires qu'il nomme, et qui se concurrencent entre elles. Car elles s'intègrent à un marché qui obéit toujours aux lois du capitalisme et coexistent, en outre, avec les paysans indépendants, 1/3 environ, propriétaires de terres

(1) Article sur la Réforme Agraire, **Esprit**, avril 1961, p. 590.
(2) Dumont, op. cit., p. 592.

inférieures à 400 hectares, et qui ont, par conséquent, été épargnées par la réforme. La nature du régime n'est en rien changée par une « collectivisation » qui introduit des coopératives dans un cadre capitaliste, ouvre la perspective de l'enrichissement des unes ou de la ruine des autres sous l'effet de la concurrence, et ne règle pas pour autant le problème des ouvriers agricoles qui n'ont pas reçu de terres à la suite de la réforme.

La « guerre économique », et les nationalisations

La loi de réforme agraire ne constitue pas une atteinte considérable aux intérêts financiers globaux de l'impérialisme. Les protestations ne commenceront aux Etats-Unis qu'à propos du non-paiement des indemnisations. Mais c'est sa portée politique qui inquiète ; le mot de « réforme agraire » a un immense pouvoir d'attraction sur les millions de paysans affamés de terre dans l'Amérique latine entière. La réforme cubaine est surtout dangereuse par ses risques de contagion, et c'est vraisemblablement pour cette raison que les dirigeants des Etats-Unis se décideront à donner le « coup d'arrêt » à la première occasion, après avoir, en principe, accepté la réforme agraire.

Batista avait pillé la trésorerie, et, malgré les prêts initiaux des grandes sociétés américaines, le gouvernement cubain doit faire face à une situation financière catastrophique. Ce sont ces nécessités qui expliquent des mesures comme la réduction autoritaire des tarifs d'électricité imposés jusque-là par les sociétés américaines, l'établissement de nouveaux barèmes des communications téléphoniques, la « loi minière » imposant aux sociétés le paiement d'un impôt égal à 25 % du montant de leurs exportations de minerai. Au printemps 1960, le conflit entre Cuba et les Etats-Unis permet l'intervention de l'U.R.S.S., qui place le problème cubain au cœur de la rivalité mondiale entre les deux « grands ». Le gouvernement américain prendra ouvertement parti pour « ses » capitalistes. C'est, en effet, pour réduire les sorties de devises et réaliser d'appréciables économies que le gouvernement cubain accepte d'acheter le pétrole offert par Moscou, moins cher que celui du Venezuela, et payable en livraisons de sucre au lieu de devises. Les maîtres du raffinage dans l'île, Texaco, Standard Oil, Shell, refusent de raffiner le pétrole russe, le raffinage étant, en soi, une opération déficitaire, que les compagnies n'ont intérêt à effectuer que lorsqu'il s'agit de traiter le pétrole extrait par elles, comme celui du Venezuela. Comme au Mexique, un peu plus de vingt ans auparavant, le gouvernement riposte par la seule mesure qui lui permette de conserver son autorité et d'assurer le fonctionnement de l'économie : en réponse à leur chantage, il nationalise les sociétés pétrolières. Les Etats-Unis répliquent par une diminution de 700.000 tonnes de leurs achats de sucre, coup direct porté à l'économie cubaine.

De fil en aiguille, d'attaque en riposte, la « guerre économique » s'aggrave : les capitaux s'enfuient, les entreprises ferment, et, comme il faut faire tourner la machine, les nationalisations se multiplient. A l'automne, toutes les grandes

entreprises américaines, en fait toutes les grandes entreprises de Cuba, quelque 80 % des entreprises industrielles, le pétrole, le café, le tabac, les mines, sont nationalisés. Le gouvernement américain met l'embargo sur les exportations à destination de Cuba. Pour combler le vide ainsi créé pour la fourniture de nombreux produits de première nécessité, jusque-là fournis par l'industrie américaine, les dirigeants cubains ont recours à des importations en provenance d'U.R.S.S. et des démocraties populaires. Pour l'année 1960, les importations en provenance de l'Est se montent à 40 % du total, alors qu'elles étaient insignifiantes avant la révolution. Le commerce extérieur cubain se transforme profondément, et, avec lui, le rapport des forces politiques à l'intérieur du pays.

La « radicalisation » de la révolution

Il n'est pas niable que la radicalisation du régime cubain a été partiellement le fait de sa direction. La décision de résister à l'impérialisme a contraint cette dernière à des mesures visant à élargir son soutien populaire. Il serait intéressant de posséder des informations précises sur ce qui s'est passé à ce moment-là dans les cercles dirigeants cubains. Vu de l'extérieur, le processus est relativement simple : les uns après les autres, des « barbus » de la première heure, après les politiciens petits-bourgeois installés au gouvernement en 1959, abandonnent Castro ; ils entendent rester fidèles à la « révolution humaniste et neutraliste » dont ils estiment que celui-ci s'éloigne. Cependant, comment cette différenciation s'est-elle opérée ? Y a-t-il eu de véritables discussions, au cours desquelles se seraient affrontées des thèses différentes, auraient été envisagées les possibilités de développement ouvertes par des options opposées : mobilisation limitée des masses pour « tenir », utilisation, contre la pression des Etats-Unis, de la contre-pression de l'U.R.S.S., ou chantage à l'alliance russe pour un compromis avec l'impérialisme ? Faute de renseignements précis, la connaissance que nous avons du comportement de Castro et de ses amis suggère une autre hypothèse : c'est sans doute empiriquement, comme lors des étapes précédentes, que les dirigeants cubains forts de leurs premiers succès, poussés par les masses qu'ils ont soulevées, sûrs de leur prestige et de leur ascendant, ont choisi une politique de résistance qui les entraînait plus loin qu'ils ne l'avaient voulu, et qu'on ne pouvait normalement attendre d'eux, étant donné leur origine sociale et leur idéologie. Il est également permis de penser que l'expérience Arbenz, telle que Guevara l'avait vécue, a contribué à ce choix, tout en soulignant qu'il n'était possible pour les dirigeants cubains que parce qu'ils avaient mené la lutte aux côtés des paysans pauvres à l'époque de la guerilla dans les sierras.

C'est à une marche en avant que correspond la loi sur la réforme urbaine : en fixant un plafond pour les loyers, en permettant à tout locataire de devenir propriétaire, elle porte un coup sérieux à certains éléments de l'oligarchie, comme ceux de La Havane qui possédaient et louaient 5.000 appartements, mais elle contribue surtout à lier au régime des masses urbaines restées jusque là à l'écart d'une révolution essentiellement paysanne. C'est au même souci que répond la

constitution dans les campagnes de fermes d'état, les Granjas del Pueblo, qui se substituent peu à peu aux coopératives. Les bénéfices des « Granjas » reviennent à l'état, et leur introduction limite les risques d'évolution vers un « capitalisme coopératif ».

Cependant, c'est dans les mesures de résistance directe que sont contenus les éléments de la radicalisation la plus profonde. La nationalisation des entreprises, en l'absence des cadres nécessaires, constitue inévitablement un appel à l'initiative des ouvriers, à leur responsabilité : ce sont des milices ouvrières qui prennent en charge la garde des entreprises. Leur extension, en quelques mois, sur la base du recrutement de volontaires, s'instruisant et servant en dehors de leurs horaires de travail, marque un tournant dans l'histoire de la révolution cubaine : la classe ouvrière, de bénéficiaire, devient participante. La menace américaine, la crainte de l'intervention, les agissements audacieux de la contre-révolution, accroîtront rapidement son rôle. Le gouvernement l'accepte : dans la perspective d'une offensive de grand style, les Cubains ne pourraient, après avoir résisté au débarquement de façon à le rendre le plus coûteux possible, que compter sur une action populaire de guerilla et de résistance civile pour laquelle les milices sont un instrument plus efficace qu'une armée régulière. Contre les guerillas organisées par les services secrets américains dans la sierra d'Escambray, contre les attentats et le sabotage, c'est la milice qui constitue la principale force d'intervention : c'est elle qu'on développe, et qu'on dote en armes modernes, au détriment même de l'armée.

Ainsi, le rapport des forces politiques se modifie-t-il en même temps que le cours de la révolution. L'oligarchie contre-révolutionnaire trouve de nombreux complices à tous les échelons de l'appareil d'état : ses agissements provoquent une répression qui porte à l'état traditionnel des coups mille fois plus sérieux que ceux qu'il avait reçus en 1959. La diplomatie est profondément épurée, la marine est touchée ; à tous les échelons, des fonctionnaires sont frappés, et le sacro-saint appareil judiciaire est démantelé, après avoir été décapité par la dissolution du Tribunal Suprême au milieu de 1960.

Cependant, l'importance des organismes liés directement aux masses grandit parallèlement : après le sabotage de l'usine de munitions de La Havane, c'est la milice ouvrière qui prend la riposte en mains, ce sont les comités de vigilance (1) qui se multiplient pendant les journées d'avril 1961, et se substituent à la police dans les tâches de répression tous les jours plus nombreuses. La révolution cubaine a cessé d'être seulement une révolution paysanne : elle devient une révolution ouvrière, et la croissance des milices ouvrières au détriment de l'armée — paysanne — est l'illustration la plus claire de ce changement dans le rapport des forces internes de la révolution.

---

(1) Selon Max Clos (« Figaro », 14 juin 1961), il y a, à La Havane, en mai 61, 10.000 comités, et, à Cuba, plus de 100.000, comptant de 10 à 30 personnes chacun et 500.000 « vigilants » sous leur contrôle.

Où en est la révolution cubaine ?

A plusieurs reprises, discutant dans ses discours publics les critiques de ses adversaires pro-impérialistes, Fidel Castro a férocement attaqué la démocratie parlementaire et prôné la « démocratie directe ». Mais l' « assemblée générale du peuple cubain » à La Havane est seulement une mobilisation grandiose des masses, qu'il faut beaucoup d'imagination pour assimiler à une démocratie directe où chaque travailleur serait associé à la direction de l'état. Le contact direct entre les ouvriers et les paysans cubains et leur « lider maximo » grâce à l'écran de télévision se fait à sens unique, et ne peut équivaloir à l'activité consciente des travailleurs réglant leur propre sort dans leurs propres organismes de classe.

L'état cubain d'aujourd'hui n'est pas la démocratie directe à l'antique que décrivent la propagande castriste et tels intellectuels européens. Il n'est pas non plus la démocratie directe des ouvriers et des paysans, celle des soviets de Russie, des comités en Espagne, des conseils ouvriers de Hongrie, tels que les construisirent les révolutions russe, espagnole, hongroise. Ce n'est cependant pas par hasard que l'on parle beaucoup de démocratie directe à Cuba : la révolution, activité consciente des masses les plus larges, met au jour leurs exigences les plus profondes et les plus fondamentales, celle notamment de l'exercice de leur pouvoir par la démocratie directe.

En réalité, l'île présente aujourd'hui une forme originale de dualité de pouvoirs. D'un côté, un état bourgeois épuré et rajeuni par la création d'organismes nouveaux, l' « Armée rebelle », l'I.N.R.A., destinés à encadrer les masses cubaines : directeurs et administrateurs des usines, des « granjas », des coopératives, sont nommés par en haut. Fonctionnaires, ils ne rendent pas compte à ceux qu'ils administrent, ouvriers et paysans. Mais, en même temps, se sont développées des formes d'organisation caractéristiques d'un pouvoir ouvrier, où l'initiative vient de la base : les 400.000 miliciens organisés sur la base de leur lieu de travail, les comités de vigilance, sont en concurrence avec les forces anciennes, rajeunies, d'armée et de police. Ils sont le véritable canal d'une mobilisation des masses vers une activité de plus en plus consciente. Tels qu'ils sont, ils représentent — comme l'ont démontré les événements de Pologne et de Hongrie en 1956 — le début de la prise de conscience par les ouvriers de leur propre aspiration au pouvoir. Dans les entreprises, l'institution des « Conseils techniques assesseurs » (Consejos Tecnicos Assessores, ou C.T.A.) reflète cette dualité. Organismes consultatifs désignés par la direction sur une liste de candidats ouvriers élus en assemblée générale, ils ne ont pas des organes de la volonté ouvrière, mais constituent en ce moment des concessions à cette volonté, que l'évolution ultérieure de la lutte des classes peut transformer, sous la poussée d'une avant-garde, en instruments du pouvoir et du contrôle ouvriers.

Aussi, pour définir correctement la nature du gouvernement et de l'état cubains, démarche indispensable à une compréhension de la situation et des perspectives, est-il nécessaire de se garder de termes rigides qui, en figeant une réalité mouvante, risquent d'empêcher de saisir le dynamisme et le caractère transitoire d'une situation.

Le gouvernement cubain est un gouvernement petit-bourgeois, par sa base sociale originelle, par sa composition sociale, par son idéologie. La fraction de la petite-bourgeoisie cubaine incarnée par Fidel Castro s'est trouvée, du fait, autant de son propre empirisme que de la carence d'une direction ouvrière, entraînée au-delà de ses propres objectifs de classe et a su, de façon réelle, quoique déformée, traduire la poussée révolutionnaire des ouvriers et des paysans. Mais elle n'a pas une orientation révolutionnaire véritable, et c'est encore Guevara qui le révèle quand il déclare : « Pour savoir jusqu'où Cuba ira, il vaudrait mieux demander au gouvernement des Etats-Unis jusqu'où il a l'intention d'aller ». Les deux pouvoirs qui se font face sont appelés à une confrontation qui peut, d'ailleurs, revêtir diverses formes, mais qui est, de toute façon, inévitable : ou bien l'état traditionnel rajeuni évoluera vers une bureaucratisation et une victoire bourgeoise, et il détruira les éléments de pouvoir ouvrier, milices, comités et C.T.A., ou bien milices et conseils deviendront les organes et la base d'un état ouvrier. Pour cet avenir proche, bien des facteurs joueront. Il nous manque, pour les apprécier, des éléments importants : quelle est la structure de la vie politique réelle à Cuba ? Comment et où se manifeste-t-elle dans les syndicats, la milice, l'armée, les coopératives ? Comment une avant-garde consciente peut-elle se dégager pour faire face aux dangers qui menacent la révolution, et, au premier chef, l'influence du P.C. ?

Une menace : le stalinisme

Le « Parti socialiste populaire », le parti stalinien cubain, n'a jamais, dans le passé, joué de véritable rôle, a fortiori de rôle d'avant-garde : depuis longtemps, les partis staliniens latino-américains ont abandonné toute ambition révolutionnaire et même réformiste, pour se contenter du rôle d'agences de la bureaucratie du Kremlin. Nous avons vu qu'ils ont longtemps soutenu Batista, et qu'à l'époque où le programme de Fidel Castro n'était qu'un programme démocratique bourgeois avancé, ils lui reprochaient à la fois son aventurisme et son radicalisme. Ralliés de la dernière heure, ils n'ont commencé à jouer un rôle réel qu'avec la guerre économique et la réorientation du commerce extérieur cubain.

Ainsi que l'écrit Claude Julien, « à chaque attaque des Etats-Unis, à chaque geste de solidarité de l'U.R.S.S., correspondaient des défections de modérés et un renforcement du P.C. cubain » (1). La propagande officielle sur l'amitié russe, les livraisons d'armes, dans ce pays menacé rehaussaient le prestige du parti. Son appareil bureaucratique, son organisation lui ont permis de retirer de cette popularité un bénéfice d'autant plus important que le mouvement créé par Fidel Castro, le « Mouvement du 26 juillet », ne s'est jamais donné de véritable structure, n'a jamais possédé de véritable appareil. En 1959 et en 1960, il était, ainsi que le souligne Claude Julien, « trop tard pour entrer dans le "Mouvement du 26 juillet", encore temps pour adhérer au parti communiste » (1). Aussi, ce dernier compte-t-il de nombreux « ralliés de la onzième heure », recrutés notamment dans la petite

(1) Julien, op. cit.

bourgeoisie : ces « militants » bien disciplinés et solidement tenus en mains ont été lancés à la conquête des postes-clés, dans les syndicats et les coopératives. Plus « fidélistes » que Fidel, forts du prestige du grand « allié », les staliniens reprennent à Cuba une méthode qui leur a si souvent réussi ailleurs, dénonçant comme « contre-révolutionnaires », au nom de l' « unité » tous ceux qui n'admettent pas leur jeu politique : « La peur et la suspicion ont fait leur réapparition sur la scène cubaine » (1).

L'interdiction du journal de l'organisation trotskyste cubaine, le Parti Ouvrier Révolutionnaire (P.O.R.), le silence qui s'est fait sur le sort de ses dirigeants, la destruction des presses sur lesquelles s'imprimait La Révolution permanente de Trotsky, prouvent l'emprise que détient aujourd'hui, à Cuba, l'appareil stalinien, et sa détermination de l'utiliser contre les révolutionnaires (2). Il est significatif que les dirigeants castristes, ces tenants de la « révolution humaniste et antitotalitaire », aient accepté la proscription d'une tendance ouvrière que la bureaucratie, devenue leur principal fournisseur, poursuit depuis des décennies de sa haine implacable. Ces mesures éclairent d'un jour cru les projets d'interdiction du droit de grève et de constitution d'un « Parti Unique » que les staliniens contrôleraient sans nul doute dès le départ, et qu'ils utiliseraient pour asservir le mouvement des masses.

Où va la révolution cubaine ?

Une discussion s'engage dans l'avant-garde sur la révolution cubaine. Certaines prises de position ne sont guère rassurantes quant à la cohésion de la pensée de camarades qui se réclament du marxisme révolutionnaire. Il est impossible de faire une analyse de ce qui se passe à Cuba en collationnant des faits pour les étiqueter. Il est impossible d'analyser l'évolution de Cuba en faisant abstraction de la politique mondiale de l'impérialisme américain et de celle de la bureaucratie russe, et, à moins de déclarer ouvertement que l'on considère désormais la bureaucratie du Kremlin comme une force révolutionnaire, de considérer que l'aide apportée par Moscou est désintéressée et sans contrepartie politique.

Dans des conditions semblables — à la lutte armée près — la bureaucratie stalinienne a étranglé la révolution espagnole. En 1936, le camp anti-Franco présentait des formes semblables de double pouvoir : un état bourgeois en miettes, avec un gouvernement à direction petite-bourgeoise, un pouvoir ouvrier local et régional avec des comités et des milices. L'état bourgeois espagnol était mille fois plus atteint que ne l'est l'état bourgeois cubain. Les organismes du pouvoir ouvrier étaient plus nombreux, plus différenciés, plus soutenus par une avant-garde consciente que ne l'ont été jusqu'à maintenant leurs équivalents cubains. L'état bourgeois républicain espagnol, une fois « rajeuni » et rebaptisé « populaire », les organes

(1) Julien, op. cit.

(2) Ils prouvent aussi, en passant, la naïveté de petits bourgeois comme Wright Mills (cf. son livre **Castro's Cuba**), selon lequel les révolutionnaires cubains (c'est-à-dire Castro et ses amis) **« n'ont peur d'aucune idée ».**

du pouvoir ouvrier ont été détruits, les comités dissous, les milices intégrées à l'armée bourgeoise et les masses jugulées. Ce sont, finalement, l'oligarchie et les troupes de Franco qui ont gagné la guerre, écrasant pour plus de vingt ans le mouvement ouvrier espagnol.

Si la débile bourgeoisie espagnole a pu, pendant la première étape, vaincre les ouvriers et les paysans et se les subordonner, c'est parce que le camp anti-Franco, face à la coalition de fait des impérialistes — intervention de Rome et de Berlin, non-intervention de Londres et Paris — a trouvé en U.R.S.S. les fournitures d'armes nécessaires à la guerre. L'aide russe a été le point de départ de l'influence du parti stalinien, mais ce parti, du fait de sa politique contre-révolutionnaire, a été en définitive l'expression de la petite-bourgeoisie espagnole, en même temps que la courroie de transmission, contre la révolution ouvrière et paysanne, de la double pression de l'impérialisme et de la bureaucratie. Les mêmes développements peuvent se renouveler à Cuba, naissant de rapports semblables entre les U.S.A., l'U.R.S.S. et la révolution.

Quelles perspectives s'ouvrent aujourd'hui pour Cuba ? Théoriquement, il y en a trois. D'abord celle que la propagande impérialiste affirme tous les jours réalisée, la transformation de Cuba en « démocratie populaire », pour les marxistes en « état ouvrier déformé ». Toutes les conditions internes existent : un état bourgeois sévèrement épuré, dans lequel les éléments staliniens, grâce à l'appui de l'U.R.S.S., détiennent des leviers de commande, une économie dans laquelle les gros capitalistes ont été expropriés, mais dont le retard, comme le niveau culturel, sont favorables à la constitution d'une bureaucratie d'état sur la base d'avantages en nature et de salaires plus élevés pour fonctionnaires et techniciens, enfin un mouvement de masses réel, mais susceptible d'être limité par le contrôle étroit d'un appareil. Il manque cependant la conjoncture internationale qui a permis la constitution des démocraties populaires d'Europe, qui ne sont ce qu'elles sont que parce que l'impérialisme a consenti à reconnaître à l'U.R.S.S. un « glacis ». Cuba fait géographiquement partie du « glacis » américain, et il faudrait, dans la situation internationale, un renversement de conjoncture, pour l'instant imprévisible, pour qu'une démocratie populaire s'installe à 150 km des côtes américaines.

La deuxième hypothèse est celle d'un Thermidor, de l'arrêt de la révolution cubaine, et de la négociation d'un compromis avec l'impérialisme. Khrouhctchev a montré, en avril 61, qu'il ne ferait pas la guerre pour Cuba. Par contre, Cuba est de plus en plus un otage entre ses mains, un objet de marchandage pour un éventuel accord au sommet. Que Khrouchtchev, traitant avec Kennedy, accepte de dicter à Cuba les conditions de Wall Street en refusant de poursuivre son « aide », ou que Castro, pour échapper au chantage de Moscou et à la menace des Etats-Unis, accepte de discuter avec Kennedy un « modus vivendi », dans les deux cas, cette capitulation de la révolution cubaine ne peut se produire qu'à travers la répression du mouvement des masses, c'est-à-dire que la voie en est préparée par la politique conjointe de Castro et des staliniens, la construction d'un état fort, qui passe

aujourd'hui par la constitution du Parti Unique et les projets de suppression du droit de grève. Cette orientation des dirigeants cubains impliquerait l'abandon de leur appel à faire « des Andes d'autres Sierra Maestra », de leur recherche d'appuis chez les ouvriers et les paysans d'Amérique latine, au bénéfice de l'alliance avec les états bourgeois du « tiers-monde », Brésil ou Argentine, en d'autres termes, la renonciation à une politique extérieure révolutionnaire, même purement verbale, en faveur d'une politique de coexistence pacifique.

Cette hypothèse, qui concorde parfaitement avec les données de la situation internationale, apparaît malheureusement aujourd'hui comme la plus vraisemblable, car elle répond aussi bien à l'empirisme des dirigeants castristes qu'aux objectifs de la politique russe. Elle est vraisemblablement envisagée avec sérieux par le département d'état, contraint à une révision de sa politique après l'échec du débarquement d'avril, et désireux de mettre fin, au besoin par un nouveau partage du gâteau, à l'incendie que Cuba risque de propager. Elle est enfin celle que prônent aujourd'hui les gouvernements bourgeois du Brésil et d'Argentine, désireux de faire « réintégrer à Cuba la communauté américaine », et conscients du prix qu'ils peuvent faire payer à l'impérialisme pour leur médiation.

Les travailleurs cubains savent tout cela, et « Ché » Guevara aussi, qui a dit : « On nous attaque certes pour ce que nous sommes, mais on nous attaque bien plus parce que nous montrons le chemin à suivre. Ce qui inquiète l'impérialisme, ce ne sont pas tant les mines de nickel ou les centrales sucrières qu'il vient de perdre à Cuba, mais le sort du pétrole vénézuélien, du coton mexicain, du cuivre chilien, des troupeaux argentins, du café brésilien qui font la richesse des monopoles américains ».

Car, ou bien Cuba sera ramenée dans la sphère d'influence de l'impérialisme nord-américain, ou bien elle ouvrira la voie à la révolution en Amérique latine. De toute façon, la clé de l'avenir de Cuba ne peut se trouver dans Cuba seule, et les défenseurs de la thèse « Cuba socialiste et indépendante » auront bien de la peine à édifier la théorie du « socialisme dans une île », qui représenterait pourtant le développement logique — et absurde — de celle du « socialisme dans un seul pays ». Seuls pourront se rallier à ce nouveau « dépassement » du marxisme quelques intellectuels de gauche à la recherche d'un sauveur, prêts à se cramponner à Castro après avoir été déçus par Mao ou Tito — ceux qui substituent la magie à la politique, et l'incantation à l'analyse.

La perspective que redoute aujourd'hui l'impérialisme de Washington, celle que la politique de la bureaucratie stalinienne, axée sur un accord au sommet, vise à barrer, c'est l'explosion révolutionnaire en Amérique latine, dans les pays où le prolétariat organisé joue d'ores et déjà un rôle de direction, l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique.

Si la révolution cubaine est d'une si grande importance, c'est que, par-delà la révolution en Amérique latine, elle ouvre, à plus longue échéance, la voie à la révolution décisive — celle sans laquelle nulle conquête ne sera définitive — celle du prolétariat des Etats-Unis. Le sort de l'humanité ne se réglera pas dans les

sierras, mais dans les métropoles industrielles. Il ne se réglera pas dans une île, même pas pour les seuls insulaires, mais pour tous et à l'échelle du monde. Les travailleurs, pour remporter cette longue bataille, ont besoin de savoir où ils vont et par quelles voies : ils ont besoin d'une avant-garde mondialement organisée dont le dénominateur commun sera d'être, entre autres, le parti des conseils ouvriers. L'oublier, dans une analyse, c'est oublier l'unité du marché mondial, l'unité de la lutte ouvrière contre le capitalisme, l'interdépendance de toutes les parties du monde. Faute de pouvoir affirmer que la révolution en Amérique du Nord pourrait commencer par l'action de douze fermiers du Minnesota prenant le maquis et se laissant pousser la barbe, il faudra bien admettre que la révolution, cantonnée à Cuba, serait inéluctablement vaincue, et qu'un état ouvrier ne peut naître sans l'action consciente des masses ouvrières et la constitution — à Cuba comme à Mexico, à Detroit ou à Essen — de ces Conseils Ouvriers que Polonais et Hongrois ont spontanément dressés en 1956. La révolution « cubaine » touchera à la victoire le jour où les ouvriers de Ford et d'ailleurs constitueront leurs conseils et leurs milices aux Etats-Unis. Plus que jamais, l'action révolutionnaire, dans quelque pays que ce soit, pose le problème de la construction du parti ouvrier révolutionnaire à l'échelle du monde. C'est là la grande leçon de Cuba où s'affrontent les masses et les forces contre-révolutionnaires mondiales, et dont l'avenir immédiat est largement conditionné par la possibilité de constitution d'une avant-garde révolutionnaire, dégagée de l'idéologie petite-bourgeoise castriste et stalinienne, et décidée à aller de l'avant pour étendre dans l'immédiat la révolution ouvrière et paysanne à l'Amérique latine.

F. RODRIGUEZ.

Août 1961.

*
**

P.-S. — Certains observateurs ont cru pouvoir déceler un « début de gouvernement prolétarien » dans les Juntas de Coordinacion, Ejecucion e Inspeccion (J.U.C.E.I.) instituées, après la province d'Oriente, dans plusieurs provinces, pour coordonner les activités des diverses autorités, et généralisées par décret le 23 juillet dernier. Ils voient un argument à l'appui de leur thèse dans le fait que Raul Castro, responsable des J.U.C.E.I., a annoncé qu'elles seraient dans l'avenir élues et révocables. Il ne faut pourtant pas prendre ses désirs pour des réalités. Les J.U.C.E.I. sont formées de représentants des organismes et organisations existantes, dont certains sont élus et d'autres nommés, et apparemment encore aucun révocable : représentants des Fermes d'Etat, des Directions de Coopératives, des syndicats ouvriers et paysans, de l'organisation des petits paysans (A.N.A.P.), des partis politiques, P.C. compris, des fonctionnaires des divers ministères, délégués de l'Armée, des milices, des comités de défense, etc. Il n'est pas exclu qu'un pouvoir prolétarien naisse à travers ces organismes, comme à travers d'autres, tels que les C.T.A. ou les Comités de défense, si les masses parviennent à en modifier profondément la nature, en y imposant leur contrôle. Pour l'instant, ils sont beaucoup plus des instruments du contrôle exercé par en haut, par le gouvernement castriste, pour prévenir des développements non souhaités.

F. R.

TROIS ANS DE GAULLISME

Il y a maintenant trois ans qu'un plébiscite consacrait la remise de tous les pouvoirs effectifs entre les mains du général de Gaulle. Trois ans de « gaullisme »... Et la vie politique semble s'être dissoute, réduite à une grisaille uniforme sans points de repère. Les mois passent, marqués seulement par l'accomplissement de rites dont le chef de l'état est l'officiant : voyage en province, conférence de presse, voyage en province, discours...

La mode est au symbole : le gouvernement a supprimé, pour les « paras », le port de la « tenue léopard », les rendant ainsi inoffensifs comme Samson sans sa chevelure... Ce qui n'empêche pas, bien sûr, les officiers condamnés pour complot de quitter leur prison quand bon leur semble...

Le syndicat des anciens de la IV° république, de son côté, se déclare prêt à assumer la succession, et l'un des candidats à la relève, Pierre Mendès-France, lance un vibrant appel à la formation d'un « gouvernement de transition »... en omettant de dire comment pareil gouvernement pourrait arriver au pouvoir. Ce qui autorise de Gaulle, dans son dernier discours, à traiter par le mépris ces prétentions.

Pourtant, la situation française ne se résume pas à ce croupissement et à ces jeux d'ombres. Ou, plus précisément, ces aspects ne font qu'exprimer les rapports noués entre les classes décisives de la société française, les problèmes posés au sein de ces classes. Ce n'est qu'en partant de là que l'on peut expliquer les difficultés du gaullisme, et ses chances de durée.

A quoi correspond le régime gaulliste ?

Pour bien des observateurs, les difficultés du régime tiennent à ses « méthodes » ; à son emploi permanent d'un machiavélisme assez grossier, à son manque de tact, à son caractère personnel. Il faut, à notre avis, inverser ces facteurs : les méthodes ne sont qu'une conséquence du caractère de ce régime.

En effet, à quoi correspond le régime gaulliste ? Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la bourgeoisie n'a pu, en dépit de l'aide que ne lui ont pas marchandé les directions bureaucratiques du mouvement

ouvrier, atteindre à une véritable stabilité dans sa domination. La démocratie parlementaire, rétablie à la hâte, dans le tumulte de la « Libération », ne devait jamais retrouver la solidité de la IIIe république.

Constamment, les divisions au sein des couches dominantes s'exprimaient par des crises politiques qui, à chaque fois, risquaient de permettre au prolétariat d'intervenir. L'appareil d'état, que se disputaient les différentes fractions de la classe dominante, se voyait contester son rôle de représentant des intérêts généraux de la bourgeoisie.

C'est à travers le processus de dislocation de l' « empire » que ce dernier phénomène révéla toute sa gravité, et, en particulier, lorsque la révolution algérienne, par les problèmes qu'elle soulevait, remit en question le maintien même du régime capitaliste en France.

La bourgeoisie comprit assez vite la politique nécessaire : la répression (qui tendait à décimer l'avant-garde combattante du peuple algérien), l'isolement de la révolution algérienne de la lutte des classes en France (obtenu avec la collaboration des partis ouvriers, abandonnant les rappelés de 1956 à leur sort et votant unanimement les pouvoirs spéciaux réclamés par Lacoste) ne constituaient que le prélude à la construction d'un état bourgeois algérien, indépendant à terme, mais préservant l'essentiel des positions impérialistes. Et la mise en place de cet état supposait la négociation, dans un cadre donné, avec les nationalistes algériens. Mais cette politique en resta au stade des intentions. Face à une droite qui s'appuyait sur les colons d'Algérie comme sur l'armée, il était impossible de l'imposer dans le cadre parlementaire. Sans cesse, les représentants politiques de la bourgeoisie reculèrent devant les couches qui tiraient leur puissance de la domination coloniale directe. Lorsque, en avril 1958, on chercha à nouveau à s'orienter, sous le patronage de l'impérialisme américain, vers une solution négociée, l'impuissance de la IVe république éclata, la « nation » se trouva menacée de dislocation.

A pareille situation, il n'y avait qu'une solution : un pouvoir « fort », c'est-à-dire un pouvoir capable de rétablir l'état dans sa fonction de représentant des intérêts généraux de la bourgeoisie, à même de les faire triompher contre les fractions particulières. Et, pour ce faire, il fallait que ce pouvoir élimine de la scène politique la classe ouvrière afin qu'elle ne puisse intervenir dans ce « règlement de comptes » entre fractions de la bourgeoisie, et ne risque pas, au travers de ce conflit, d'engager la lutte pour ses propres solutions.

Aucune formation politique n'étant à même de réaliser ces tâches, il fallut se tourner vers « l'homme providentiel », et le seul que la bourgeoisie française eut en réserve était de Gaulle.

Ainsi, la venue au pouvoir du général de Gaulle correspond aux besoins de la grande bourgeoisie française, incapable de régler par les méthodes de la démocratie parlementaire les périlleux problèmes de la « décoloni-

sation ». C'est la profondeur de cette crise, le déclin de l'impérialisme qui expliquent qu'il ait fallu avoir recours au sauveur suprême. Aujourd'hui Pierre Mendès-France peut bien se lamenter, et dire que le destin d'un peuple ne se joue pas par procuration, il n'empêche que c'est là — pour la bourgeoisie — la seule solution possible.

C'est la crise de l'impérialisme français qui a imposé le « gaullisme », mais c'est la faiblesse du mouvement ouvrier, démoralisé et conduit à la défaite par ses directions, qui explique que la bourgeoisie ait pu l'imposer. C'est sur la défaite sans combat du prolétariat en mai 1958 que s'installe l'état fort. C'est parce que la classe ouvrière n'est pas en mesure de remettre en question le régime capitaliste que les problèmes internes à la bourgeoisie peuvent être réglés avec brutalité.

Un bonapartisme sans « grandeur »

Dès les premiers jours de son existence, les marxistes ont caractérisé le régime gaulliste comme un « bonapartisme ». On entend par bonapartisme un régime où l'état, du fait de l'incapacité des classes en présence à réaliser leurs objectifs, s'élève au-dessus de la société, semble en devenir indépendant, alors qu'en réalité, il cherche à régler, par les seuls moyens de l'appareil d'état, les problèmes en suspens dans un sens favorable aux intérêts de la classe dominante. En d'autres termes, l'appareil d'état (l'exécutif) devient le seul régulateur de la société, se refusant à toute contestation de ses pouvoirs, y compris de la part de ceux qu'il sert, notamment en s'émancipant du contrôle parlementaire. Comme le disait Marx : « L'état est revenu à sa forme primitive, où l'épée règne sans honte, et où prévaut la loi du bâton ».

En dernière analyse, c'est de l'incapacité des forces vives de la société française à résoudre les problèmes qui se posaient à elle qu'est né ce régime ; de l'impossibilité où la bourgeoisie s'est trouvée de discipliner les intérêts particuliers de ses composantes au nom de son intérêt général ; de l'impuissance du prolétariat, encadré par ses directions bureaucratiques, à remettre en question le régime capitaliste...

Pourtant, cela ne fournit nullement une définition assez précise pour être correcte du régime gaulliste. On peut, certes, comme le répète le P.C.F., affirmer qu'il s'agit du « régime des monopoles ». *Il l'est, au même titre que n'importe quel gouvernement bourgeois à notre époque, indépendamment de sa constitution. Certes, le système gaulliste doit à divers traits spécifiques de permettre un contrôle plus direct de l'appareil administratif et politique (cabinets présidentiels, ministères « techniques »), par les grands monopoles, et par là, il se rattache à des tendances vers l'autoritarisme qui se manifestent dans tous les pays capitalistes avancés... Mais il faut souligner que le gaullisme, du fait des conditions dans lesquelles il est né, jouit d'une relative autonomie, y compris à l'égard du grand capital, quant au choix des moyens de sa politique.*

Comme tout bonapartisme, le gaullisme pratique une politique de bascule entre les forces politiques contradictoires du pays. Il s'aide de « la gauche » pour s'opposer à l'armée et au fascisme algérien ; il s'aide des forces les plus réactionnaires contre le mouvement ouvrier et contre le peuple algérien. Mais il n'est pas que le produit d'un fragile équilibre. Au contraire, les courants politiques sont faibles — la classe ouvrière, parce qu'elle est divisée, démoralisée, en plein désarroi, et livrée à des directions traitres ; l'armée et les « ultras », parce qu'il n'existe pas de base de masse qui leur permette de transférer leur puissance en France. Et l'état reste la seule force politique active en métropole. Aussi, le bonapartisme gaulliste est-il essentiellement policier (c'est-à-dire qu'il repose sur la haute administration et la police). C'est d'ailleurs l'un des éléments de sa faiblesse : il est incapable de susciter un mouvement capable d'encadrer la population, il ne s'impose qu'à travers les cadres traditionnels, déchirés par la crise qui a vu naître la Ve république...

« Régime de transition », né d'une convulsion et appelé à périr dans d'autres convulsions, son bilan immédiat, aux yeux du grand capital, n'est certes pas négatif. Loin de là. Il a fait payer à la classe ouvrière la poursuite de l'expansion dans des conditions optima de réalisation du profit ; il a été l'agent d'une surexploitation du prolétariat, d'une paupérisation croissante des couches moyennes, notamment rurales.

La dévaluation qui a suivi la venue de de Gaulle au pouvoir a permis de rétablir la situation du commerce extérieur. Le blocage de fait des salaires, les licenciements, l'accélération des cadences, tous ces aspects de la « rationalisation » qui permettent aux branches les plus concentrées de l'économie française de se développer rapidement, qui assurent encore mieux la domination du capital financier sur tous les terrains, tout cela s'est fait sous la protection de l' « état fort ». C'est beaucoup, mais à long terme, c'est peu. Les problèmes restent entiers, ceux de l'agriculture comme ceux d'un circuit de distribution hérité du passé. Dans une conjoncture économique favorable, et la classe ouvrière étant défaite, le capitalisme français n'a pu, en trois ans, même commencer à éliminer les obstacles que son passé a accumulés sur sa route. En cela aussi, se manifeste son déclin. Il sait que pour survivre, il doit ménager les couches les plus « dépassées » du point de vue de l'efficience économique, car elles constituent l'un des appuis de sa domination.

En un mot, le gaullisme se définit par les tâches qu'il a été mis en place pour accomplir : restaurer l'état, mettre fin à la guerre d'Algérie, réduire la domination impérialiste directe aux limites que lui assigne l'histoire, « l'hexagone », mais y consolider l'appareil de répression, voilà à quoi se limitent les ambitions d'un régime de déclin qui rappelle ces « césarismes » dont parlait Gramsci, ces régimes personnels qui ne pouvaient que se proposer des tâches conservatrices de survie, et même pas une refonte réactionnaire des institutions et de la vie sociale.

Or, en 1961, ces problèmes demeurent sans solution : l'état n'est pas reconstruit ; la guerre d'Algérie continue.

De la continuation de la guerre d'Algérie...

Bien que ses tactiques aient pu paraître déconcertantes, la politique algérienne du général de Gaulle a toujours été claire. Elle n'a d'ailleurs rien d'original. Elle s'inspire directement de celle de ses prédécesseurs, elle est simplement plus précise, car elle est plus étroitement déterminée par ce que le combat révolutionnaire du peuple algérien a définitivement rejeté, et par ce que le prolétariat français n'a pu imposer.

En Algérie, comme ailleurs, les temps de la domination directe sont révolus. Il faut préserver l'essentiel des positions impérialistes tout en concédant l'indépendance, c'est-à-dire se préparer à la construction d'un état bourgeois algérien. Il est donc nécessaire de sacrifier en partie à cet objectif certains des privilèges des Européens d'Algérie (particulièrement les intérêts des petits colons), et de faire renoncer l'armée à ce qui constitue la base de son importance sociale.

Cela signifie, pour de Gaulle, se heurter à ceux-là même qui l'ont hissé au pouvoir. Il ne faut pas oublier que, si la venue au pouvoir de de Gaulle, c'est l'installation, au compte du grand capital, d'un « pouvoir fort », *le 13 mai, c'est une insurrection réactionnaire sans perspectives, mais non sans chances de succès. Le tour de passe-passe qui remet le pouvoir entre les mains de de Gaulle ne l'émancipe pas des forces qui avaient été à la base du 13 mai, et il doit d'abord contourner l'obstacle. Il procédera donc lentement, se dégageant des « ultras » pour ensuite se retourner contre eux, tout en continuant, en fait, à les ménager, et, en même temps, progressivement, il précisera ce qu'il entend concéder au G.P.R.A., pour, finalement, lui offrir la négociation. Entre temps, la guerre continue, plus meurtrière que jamais, et elle s'accompagne d'un essai de sélection administrative, et de mise en place d'institutions qui préfigurent l'* « association », *qui, pour de Gaulle, signifie l'* « indépendance ».

Mais, jusqu'à maintenant, ce plan n'a pas réussi — et l'on peut même dire que, sous sa forme primitive, il a définitivement échoué. De Gaulle, en dépit de toutes ses habiletés, n'a pu faire coïncider ce qu'il pouvait imposer à l'armée avec les concessions qu'il entendait faire aux dirigeants nationalistes. Le poids des forces sociales qui ont déclenché et qui font la révolution algérienne a, jusqu'à présent, été plus fort, que tous les calculs. Il a fallu passer de la « paix des braves » *à l'* « autodétermination sous le contrôle de l'armée française », *pour en arriver finalement à la négociation directe avec un G.P.R.A., reconnu de fait comme le gouvernement algérien, mais à qui il est demandé de se convertir, d'organisme gouvernemental, en une organisation politique, participant de premier plan, non d'un gouver-*

nement algérien indépendant bénéficiant des attributs de la souveraineté interne et externe, mais d'un gouvernement mis en place en accord et avec l'appui du gouvernement français. On peut dire avec raison que de Gaulle entendait en arriver là finalement. C'est exact. Mais ce n'aurait pas été la même chose si ces étapes avaient été franchies « pacifiquement », dans le cadre d'un état algérien en formation, plutôt qu'abolies par les armes.

Aussi, au fur et à mesure que le temps passait, les contradictions de la situation algérienne s'aiguisaient. D'une part, la population européenne, désespérée, fanatisée, solidement encadrée, constituait une force politique autonome prête à lutter jusqu'au bout, soutenue par toute une fraction des cadres de l'armée qui ne reculaient pas devant la perspective d'une guerre civile. Le 13 mai, l'armée n'avait fait que donner sa caution à une opération politique qui se réclamait d'elle : en janvier 1960, comme en avril 1961, elle mettait en avant sa propre politique, et n'hésitait pas à réclamer le pouvoir.

D'autre part, une jeunesse ardente, dont la vie consciente commençait avec les camps de concentration, les massacres et les tortures prenait la tête, dans les villes, de mouvements de masse qui, par leur caractère, montraient la profondeur de la révolution algérienne et prouvaient que les succès militaires de l'armée française n'avaient pu briser la combativité de tout un peuple. De ce point de vue, les journées de décembre 1960 marquent un tournant : de Gaulle s'était rendu en Algérie pour en finir avec les ultras. Il dut avoir recours aux unités parachutistes pour écraser des manifestations qui rappelaient que le combat décisif se jouait entre l'impérialisme français et le peuple algérien.

... à la « dégradation » de l'état

La détérioration de la situation algérienne a conduit à une dégradation de l'état qui s'est manifestée, d'une manière dramatique, le 22 avril 1961.

Menacée par des éléments de sa propre armée, le régime ne pouvait, d'une manière sûre, compter, ni sur les cadres de la police, ni sur ceux de l'administration, piliers de son pouvoir. Les rouages de l'appareil d'état étaient détraqués, les ministres désarmés... Ainsi se traduisait dans les faits le bilan d'un régime qui se proposait de relever l'état. La Vérité *a suffisamment analysé ces faits pour qu'il ne soit pas utile d'y revenir (1). Soulignons simplement, une fois encore, que cette décomposition de l'appareil d'état traduit la profondeur de la crise de l'impérialisme.*

---

(1) Cf. le n° 521 de « La Vérité ». Ce numéro spécial peut être adressé à nos lecteurs contre 0,50 NF.

Sous la IVe république, les divergences de la bourgeoisie s'exprimaient au parlement, et « l'exécutif » (l'appareil d'état proprement dit) était effectivement contraint de n'être que l'exécutant des volontés de la fraction momentanément la plus forte. Sous la Ve république, l'appareil d'état est certes soustrait à la pression parlementaire, il concentre en son sein toutes les décisions d'importance. Mais la crise n'a fait que se déplacer, elle n'a pas été résolue : c'est au sein même de cet appareil que les luttes entre les différentes fractions de la bourgeoisie se poursuivent. Chaque composante de l'appareil d'état (armée, police, etc.) a sa propre politique dominante (qui correspond plus ou moins à celle d'un groupe capitaliste), et chacune de ces composantes est de plus divisée.

Le renforcement de l'état n'a été que négatif : ses capacités répressives ont été accrues, et la longue suite d'ordonnances et de décrets a réduit à de simples « tolérances » l'ensemble des libertés démocratiques. Face à la classe ouvrière, cet état est une arme efficace de la bourgeoisie. Mais pour la bourgeoisie elle-même, ce n'est qu'au stade des intentions qu'il a pu s'établir comme le représentant de ses intérêts généraux, face aux intérêts particuliers. Concrètement, au niveau des différentes branches de l'appareil d'état, il est toujours un enjeu que se disputent âprement des cliques rivales, et non un arbitre reconnu comme tel.

Ainsi, l'unité de l'armée — que le gaullisme avait justement à charge de préserver — a été publiquement remise en question le 22 avril. Le corps des officiers, devenu faction politique, s'est heurté à l'état, au lieu d'en être un instrument, et, contre lui, le pouvoir s'est vu contraint d'utiliser, dans une certaine mesure, l'antimilitarisme du contingent. Il est vrai qu'il a pu se risquer à ce jeu dangereux parce que la situation de la classe ouvrière et la politique des organisations ouvrières lui donnaient des garanties : il n'y avait pas, en France, un mouvement de masse pour le retour du contingent, et, dans le cours de la guerre, la discipline reprendrait ses droits...

Il reste que c'est un coup terrible à la stabilité de la domination bourgeoise que de Gaulle a été obligé de porter, et ce, paradoxalement, pour sauver le régime bourgeois d'une coûteuse aventure ! L'appareil militaire ne se remettra pas de sitôt de cette crise, que de Gaulle ne peut d'ailleurs clore. Il ne peut briser « son » armée, et il ne peut tolérer sa sédition. Aussi doit-il se contenter de demi-mesures, qui laissent les mains libres aux « comploteurs », tout en nourrissant la colère des cadres militaires.

Il n'est qu'un point où le gaullisme a réalisé son programme : il a, certes, soustrait l'autorité de l'état à tout contrôle parlementaire. Il a refusé entre cet état qu'il incarnait et la population quelque intermédiaire que ce soit, le personnel politique traditionnel ou l'U.N.R. La dépolitisation de la population, menée à coups de discours et de voyages qui ramenaient le rôle du « citoyen » à la seule proclamation de sa confiance dans le

« sauveur suprême », s'accompagnait d'une dépolitisation du gouvernement, confiné dans les affaires courantes tandis que la présidence de la république s'occupait, souverainement, des questions sérieuses.

Un « vide » politique sans précédent a gagné le pays, un vide dans lequel le pouvoir légifère, décrète, commande — parfois sans être obéi, il est vrai — tout à son aise.

Et maintenant ?

Mais ce vide a une contrepartie. Le caractère décoratif des institutions dites représentatives, l'inefficacité des discussions avec le gouvernement prouvaient amplement que ce n'était pas par des moyens « légaux » ou « pacifiques » que, dans la France de 1961, une catégorie quelconque de citoyens pouvait faire valoir une revendication. La violence devenait la seule voie, et les paysans, soudain, pris à la gorge par les conditions du marché capitaliste et par les exigences de la concentration, passaient à « l'action directe ».

De plus, la bourgeoisie s'était rendue compte, avec effroi, dans les journées troubles d'avril, que ses partis ne signifiaient plus rien, que le gaullisme n'avait rien établi qui puisse les remplacer, et que, seules, les organisations ouvrières, politiques et syndicales — en dépit de leur attitude, et de la démoralisation des travailleurs — pouvaient rassembler des dizaines de milliers d'hommes.

C'était là une menace mortelle pour l'avenir.

Et, dès la rentrée, après la conférence de presse hautaine et désabusée du 5 septembre, ce fut une pluie de suppliques. « Reprenez contact avec les intermédiaires, laissez le parlement jouer un rôle, même modeste, ne discréditez pas les partis et l'électoralisme. Pensez à l'avenir, car enfin, même sans l'O.A.S., vous êtes mortel, mon Général ». *Voilà ce que répétaient ceux qui expriment le point de vue de la bourgeoisie, du* Monde *au* Figaro, *craignant qu'un jour il n'advienne pire que le 22 avril, et qu'à travers une crise de ce type les masses ne se remettent en mouvement. La « Fronde » parlementaire relevait des mêmes préoccupations, et elle donna un regain aux critiques adressées au régime. Greffant leurs rêves sur la réalité, certains déclarent que le régime n'en a plus pour longtemps. La situation française se serait-elle brusquement modifiée ?*

Non. Fondamentalement, le cadre dans lequel évolue le régime gaulliste demeure inchangé. Le gaullisme a PU s'établir, parce que la classe ouvrière n'a pu s'opposer à l'instauration d'un état de type bonapartiste. Aujourd'hui encore, rien n'indique qu'elle soit en état de renverser la situation : sur tous

les terrains, elle est sur la défensive, sa situation ne cesse de se détériorer et ses organisations continuent à apporter, dans les faits, le plus sérieux appui à de Gaulle.

Le gaullisme a DU s'établir, parce que la crise de l'impérialisme français imposait ce type de régime. Cette crise est loin d'être terminée, et elle n'a pas, pour l'heure, donné naissance à une solution politique, autre que le gaullisme, capable d'assurer une relative stabilité à la domination capitaliste.

La faiblesse de l'impérialisme français a imposé le recours au pouvoir personnel. Aujourd'hui, les cercles dirigeants s'effrayent de la fragilité que comporte cette forme de pouvoir, des dangers qu'elle implique. Mais il reste qu'elle doit continuer à en passer par là...

Est-ce à dire que toute l'agitation politique de ces derniers jours, le tournant vers l'opposition du congrès de la S.F.I.O., les amertumes du M.R.P., les récriminations des radicaux et l'appel de Mendès-France ne constituent, comme le dit le général, qu'une « agitation de surface » *à laquelle s'oppose le* « calme des profondeurs françaises » ?

En fait, rien n'est moins calme que les « profondeurs françaises ». *Il y bouillonne au contraire des mélanges explosifs. Le trait le plus caractéristique de la société française en 1961, c'est qu'elle se trouve dans un état de décomposition tellement avancée qu'il est difficile d'en prévoir l'évolution. N'importe quoi peut arriver, et, dans cette mesure, on assiste à des événements en apparence insensés. Le très libéral directeur du* Monde *considère le général Salan, condamné à mort en fuite, comme un interlocuteur valable, et discute courtoisement d'une longue lettre adressée à son journal, où Salan se pose comme le défenseur des libertés...*

Ce n'est pas une mince affaire que de tirer toutes les conséquences de la liquidation de l'empire colonial français sans remettre en question la stabilité du régime capitaliste en France même. Et nul ne peut prédire que de Gaulle y parviendra, ni d'ailleurs qu'il succombera rapidement aux contradictions de la situation actuelle.

Il reste que le « regroupement de la gauche » *en une nouvelle mouture du* « Front Républicain » *de triste mémoire a un côté de mascarade fortement prononcé. Les partis n'ont repris un semblant d'importance qu'à partir du moment où le général de Gaulle a condescendu à recevoir leurs représentants, et non grâce à leur poids sur l'opinion publique. Dans toute cette affaire, le pouvoir a conservé l'initiative : abandonnant un article 16 sans utilité réelle, appelant à la cohésion nationale, il a voulu montrer qu'il n'en excluait pas les hommes politiques. Si au nom du règlement de la question algérienne, ils acceptaient ses propositions, ils avaient les mains liées ; s'ils les refusaient, ils n'étaient que des ennemis de l'unité nationale, par surcroît impuissants...*

On ne peut pourtant voir dans les « regroupements » *qui s'ébauchent le simple énervement d'un personnel politique, depuis trois ans en*

chômage, qui espère que la fin du conflit algérien le verra remplacer Debré dans une V^e république améliorée, bien que ce sentiment existe. Il y a autre chose de plus profond.

Tout d'abord, il est clair maintenant que l'opération « décolonisation » va coûter très cher à l'impérialisme français. Autant s'en laver les mains. A partir de novembre 1942, il n'était plus raisonnable d'être « vychissois ». Dès aujourd'hui, il est temps, pour préparer l'avenir, de manifester « vigoureusement » ses réserves quant au gaullisme. Dès maintenant, il faut préparer la relève.

Et cette « relève », c'est celle de la domination bourgeoise. Une fois encore, bien que pour l'instant il s'agisse plus d'un simulacre que d'une réalité, on prépare les moyens de canaliser une éventuelle remontée de la classe ouvrière dans les cadres de la démocratie bourgeoise. Le P.C.F. se saisit de cet aspect en assurant qu'il faut rassembler tous les démocrates, oublier tout ce qui divise et ne retenir que ce qui unit. Mais il ne prend nullement la chose au sérieux pour l'instant, et le manifeste en n'engageant nullement ses forces dans une bataille pour la construction d'un « Cartel d'opposition démocratique ».

Une perspective réaliste

Nous avons, dans cet article, à plusieurs reprises, souligné que les impuissances et les difficultés du régime gaulliste n'étaient, en définitive, que le produit de la crise de l'impérialisme français, de la décomposition de la société bourgeoise.

Ce n'est qu'à partir de la classe fondamentalement opposée à la bourgeoisie et à son régime, à partir de la classe ouvrière, que des solutions positives peuvent être apportées à la crise de la société française.

Mais le renversement du capitalisme n'est pas un processus automatique : tout dépend de l'activité de la classe ouvrière, c'est-à-dire de ses luttes, de son degré d'organisation et de conscience.

Nous avons écrit que « n'importe quoi pouvait arriver », n'importe quoi sauf la chute du capitalisme sans intervention consciente des travailleurs, faut-il préciser. On dit qu'un régime s'effondre quand « en haut on ne peut plus, et qu'en bas on ne veut plus ». Mais il faut souligner qu' « en haut », on pourra toujours, tant qu' « en bas », on voudra encore, ou que plus précisément on n'aura pas les moyens d'exprimer dans l'action la volonté d'en finir.

La bourgeoisie française, en se décomposant, peut donner naissance aux formes les plus inattendues et les plus monstrueuses de régression politique, mais la propriété capitaliste survivra tant que les travailleurs organisés pour renverser la dictature bourgeoise, pour édifier leur propre appareil d'état, celui des Conseils Ouvriers, ne lui porteront pas le coup final.

F. FORGUE.

L'ARISTOCRATIE OUVRIÈRE AUJOURD'HUI

L'OFFENSIVE que les réviseurs de tout poil mènent contre le marxisme n'a pas, depuis un demi siècle, d'autre signification que celle de la pénétration idéologique de l'ennemi de classe dans les rangs du mouvement ouvrier. Elle prend, cependant, des formes toujours nouvelles. Après avoir soutenu, avec Bernstein, que l'extension de la propriété capitaliste et l'élévation du niveau de vie formel des masses tendaient à abolir les frontières de classe, voici que l'on nous explique, en s'appuyant sur la notion léniniste d'aristocratie ouvrière, que des couches toujours plus importantes de la classe ouvrière s'alignent psychologiquement, économiquement, et socialement sur la fraction surpayée du prolétariat que Lénine décrivait en 1916 dans « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ». De Bernstein, Rosa Luxembourg disait que ce qu'il considérait comme l'avenir de la classe ouvrière n'en était que le passé. Mais les « lunettes anglaises » que chaussait Bernstein pour observer les ouvriers de son temps sont devenues, sur le nez des « sociologues » soi-disant « néo-marxistes » d'aujourd'hui, de véritables œillères.

Cependant, on aurait tort de sous-estimer le poids de ces vieilleries au nom de l'intelligence théorique, ou même du simple bon sens.

En effet, si les repenseurs du marxisme sont l'expression du découragement et de la lassitude dans le mouvement ouvrier dans les périodes où la perspective révolutionnaire semble s'estomper, il est également vrai que leurs conceptions liquidatrices sont, par elles-mêmes, un puissant facteur de démoralisation, d'autant plus que ceux qui les professent sont unis aux directions traditionnelles du mouvement ouvrier par les mille liens du carriérisme, de la prétention intellectuelle, et de la fraternisation avec la bourgeoisie. Les bureaucrates ouvriers sont d'autant plus enclins à accepter les thèses des « néo-marxistes » qu'elles tendent à justifier leur propre pratique d'adaptation au régime bourgeois, en la faisant apparaître comme le produit de facteurs historiques ou sociaux « objectifs ». Quant à nos auteurs, la politique de collaboration des classes poursuivie par les chefs ouvriers leur apparaît comme la confirmation de la justesse de leurs thèses. Pour ces raisons, dénoncer les coups bas portés au marxisme, ce n'est pas seulement défendre et enrichir l'édifice de la pensée révolutionnaire, c'est aussi et avant tout une tâche politique. Dans la période de réaction que subit actuellement la classe ouvrière française, c'est une tâche particulièrement impérieuse, pour l'avant-garde, de lutter contre toute tendance à l'équivoque et au clair-obscur sur les notions fondamentales du marxisme.

Les observations de Lénine sur « l'aristocratie ouvrière » sont l'un des paravents que les « repenseurs » utilisent le plus volontiers pour camoufler leur abandon de la notion marxiste de classe (1). Essayons, quant à nous, de voir jusqu'à quel point les thèses de Lénine sur l'aristocratie ouvrière correspondent encore à la structure de la société bourgeoise que nous connaissons aujourd'hui.

La trahison de la IIe Internationale, en août 1914, révèle aux révolutionnaires la profonde décomposition du mouvement ouvrier dans les pays de l'Europe impérialiste. Cette décomposition ne traduit pas seulement la décrépitude et la sénilité des chefs socialistes. L'unité du prolétariat européen, soudée autour des principes fondamentaux de la lutte des classes, était désormais brisée par l'apparition, au sein même de la classe de groupes prêts à la déserter, et à prendre fait et cause pour les intérêts de « leur » bourgeoisie, avec ses armes et sous son drapeau. Août 1914 ne fait que révéler l'état de décomposition avancée de ce qui était déjà un cadavre : une bureaucratie réformiste appuyée sur un membre mort de la classe ouvrière internationale.

Du moins est-ce ainsi que Lénine voit les choses : « Le caractère relativement pacifique de la période 1871-1914 », écrit-il, « a nourri l'opportunisme, état d'esprit d'abord, tendance ensuite, et enfin groupe ou couche, formée par la bureaucratie ouvrière et ses compagnons de route petits-bourgeois ». (« L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale. »)

Cette période de « coexistence pacifique » dans la guerre des classes (elle ne l'est d'ailleurs que par référence aux périodes antérieures et postérieures) favorise, dans les rangs du mouvement ouvrier, la tendance à la conciliation et à l'opportunisme. Elle coïncide, par ailleurs, avec l'expansion la plus impétueuse du capitalisme européen dans les colonies. Les hauts profits du pillage colonial permettent à la bourgeoisie d'acheter une fraction de la classe ouvrière, et d'appuyer ainsi sur la corruption d'une couche d'ouvriers privilégiés sa pénétration idéologique dans les rangs du prolétariat.

« Quelle est la nature économique du défensisme pendant la guerre de 1914 ? » demande Lénine. « La bourgeoisie de toutes les grandes puissances fait la guerre afin de partager et d'exploiter le monde, afin d'opprimer les peuples. Quelques miettes des gros profits réalisés par la bourgeoisie peuvent échoir à une petite minorité : bureaucratie ouvrière, aristocratie ouvrière, et compagnons de route petits-bourgeois. Les dessous de classe de l'opportunisme et du social-chauvinisme sont identiques : c'est l'alliance d'une faible couche d'ouvriers privilégiés avec « sa » bourgeoisie nationale contre la masse de la classe ouvrière ; alliance des valets de la bourgeoisie avec cette dernière, contre la classe qu'elle exploite. » (Idem.)

---

(1) Voir notamment les articles de Serge Mallet, publiés dans « France-Observateur », en 1958. Mallet explique que la classe ouvrière, dans son ensemble, s'aligne psychologiquement et socialement sur les groupes employés dans les branches en expansion (électronique, pétrochimie...), lesquels reproduisent l'aristocratie ouvrière de 1936, fraction la plus combative du prolétariat de l'époque. Il y a ici une confusion sur les mots, plus ou moins délibérée d'ailleurs, sur laquelle nous reviendrons par la suite.

Observant le mouvement ouvrier anglais au 19e siècle, Engels avait déjà aperçu à ses débuts le phénomène de l'aristocratie ouvrière. Lénine cite sa lettre à Marx du 7 octobre 1858 : « En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier, c'est, jusqu'à un certain point, logique ». Engels écrivait ailleurs, à propos « des pires trade-unions anglaises, qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés, ou du moins payés » : « Les ouvriers anglais jouissent en toute tranquillité du monopole colonial de l'Angleterre, et de son monopole sur le marché mondial » (Lettre à Kautsky, du 12 octobre 1862.) Et Lénine note que ces traits du développement de la classe ouvrière anglaise apparaissent au moment où le capitalisme britannique commence à récolter les fruits du pillage colonial.

Dans d'autres pays, où les bénéfices coloniaux ne sont pas encore assez importants pour offrir à la bourgeoisie la possibilité d'entretenir une clientèle d'aristocrates ouvriers, la tendance du capitalisme à diviser la classe ouvrière se manifeste autrement. Ainsi, aux Etats-Unis, observe Lénine : « Les immigrants de l'Europe orientale et méridionale occupent les emplois les plus mal payés, tandis que les ouvriers américains donnent la proportion la plus forte de surveillants et d'ouvriers exécutant les travaux les mieux rétribués. L'impérialisme tend à créer, parmi les ouvriers également, des catégories privilégiées, et à les détacher de la grande masse du prolétariat ». (L'impérialisme.)

C'est une tentative absurde que d'essayer de « définir » l'aristocratie ouvrière, de la classer formellement à l'intérieur d'un prétendu « schéma sociologique », dont toute l'œuvre de Marx nous apprend la fragilité. C'est pourtant à ce travail qu'ont voulu se livrer les « penseurs » néo-marxistes, en figeant hors du temps et des conditions concrètes de la lutte des classes les idées de Lénine. En se fondant sur des observations sommaires et des conditions hâtives, ils « découvrent » l'existence de cette nouvelle « catégorie », qu'ils nomment selon les cas (et selon leur degré de confusion mentale) classes moyennes, grand public, aristocratie ouvrière, etc. Tout devient alors simple. Il y a eu transvasement : le farouche prolétariat des années rouges s'est vidé progressivement au profit de la « nouvelle classe », aristocratie ouvrière apprivoisée, qui tend à absorber l'ensemble des travailleurs. Dans la guerre des classes, le front ouvrier s'est désagrégé. Il y a eu débordement par les ailes. Le combat ne se mène plus que ça et là, en ordre dispersé, presque par exception et, désormais, les groupes de salariés défendent leur part du revenu national contre les capitalistes, dans le cadre des institutions ad hoc de la société néo-capitaliste ; entendez les comités d'entreprise, les commissions d'arbitrage, le Conseil Economique, la Commission du Plan, etc. L'un des auteurs de la nouvelle école, R. Fossaert, tire les conclusions de ses propres idées avec une parfaite logique :

« Dès lors, le mouvement syndical et politique doit se mêler de toutes les questions que pose le développement économique, proposer à chaque occasion des solutions détaillées. Pour lever à sa manière les obstacles que l'indiscipline des initiatives privées fait renaître à chaque pas, pour assurer dans l'immédiat et

à terme une croissance régulière des revenus non capitalistes, pour réaliser sans déclassement ni chômage les incessantes reconversions qu'implique l'expansion économique, il doit mettre en œuvre un vaste programme économique, s'insérer dans les organismes actuels de planification, considérer comme siens, de l'entreprise à la branche industrielle et à l'ensemble national, tous les problèmes de salaires, de prix, d'investissements, de commerce extérieur, etc. » (1).

La liquidation des organisations de classe, tel est le but de nos « repenseurs » ! Malheureusement pour nos auteurs, les choses sont loin d'être aussi simples. Assurément, et Lénine le fait remarquer à plusieurs reprises, la classe ouvrière n'est pas séparée du reste de la société par une infranchissable muraille de Chine. C'est dire que ce qui se passe aux frontières de cette classe, dans ses secteurs les plus débiles, là où l'ennemi de classe s'infiltre lentement, n'est pas intelligible dans les seuls termes stratégiques qui servent à décrire le centre du front de la bataille de classe, là où la bourgeoisie et le prolétariat échangent les coups les plus rudes.

C'est donc dans les secteurs de la société où la mêlée des classes est confuse qu'il faut chercher l'aristocratie ouvrière. Mais si le combat de classe est indécis autour de l'aristocratie ouvrière, cette catégorie n'en est pas moins, au même titre que toutes les autres, l'une des couches du prolétariat. On dira : « Les aristocrates ouvriers, les opportunistes le sont parce qu'ils reçoivent de la bourgeoisie des miettes de la plus-value, parce que, comme le dit Lénine, ils sont de ce fait les alliés de la bourgeoisie contre la classe qu'elle exploite. Rétribués en partie sur la plus-value, donc bénéficiaires des fruits de l'exploitation ouvrière, les aristocrates ouvriers n'appartiennent plus au prolétariat ». A cet argument, il est facile de répondre que seule une infime minorité de ces ouvriers perçoit réellement une fraction de plus-value qui modifie sensiblement le niveau de leur rémunération. Pour le plus grand nombre, leur adhésion à l'opportunisme est le fait de la lassitude, ou encore des conditions particulières de leur travail. Autrement dit, l'opportunisme, en tant que phénomène politique, ne coïncide pas exactement avec l'aristocratie ouvrière, en tant que phénomène social. L'opportunisme a d'ailleurs existé dans le mouvement ouvrier bien avant le stade impérialiste du capitalisme. Mais c'est cependant l'apparition d'une aristocratie ouvrière surpayée, grâce aux surprofits de l'exploitation coloniale, qui viendra fournir une base matérielle, non plus seulement à l'existence de tendances politiques opportunistes au sein du mouvement ouvrier, mais à la bureaucratisation des organisations social-démocrates et des syndicats réformistes ; une base à la constitution d'appareils bureaucratiques qui sont une agence de la classe ennemie au sein même des organisations ouvrières.

L'apparition d'une aristocratie ouvrière surpayée, grâce aux surprofits de l'exploitation coloniale, est un phénomène provisoire lié à cet expédient qu'est le pillage impérialiste pour le capitalisme confronté à la crise de ses débouchés.

---

(1) R. Fossaert : **L'avenir du capitalisme (1961)**. L'auteur demande donc « **l'établissement de structures syndicales adaptées à celles des organismes étatiques de planification, et à la structure réelle des groupes d'entreprises...** » Et de donner ses références : « **Des premiers signes annoncent déjà une telle évolution, comme le rapport Declercq sur la planification économique, présenté au dernier congrès de la C.F.T.C.** ». (!)

Cela étant, on peut mesurer l'importance de l'aristocratie ouvrière à certains indices, tels que l'évolution de la hiérarchie des salaires ouvriers ou l'éventail des rémunérations de l'ensemble des salariés. Ces chiffres ne mesurent pas l'aristocratie ouvrière elle-même, mais seulement la capacité de l'impérialisme d'entretenir une aristocratie ouvrière.

A l'époque de Lénine, les chiffres du Bureau International du Travail permettent de dresser le tableau suivant, si l'on choisit comme indice de l'importance de l'aristocratie ouvrière l'ouverture de l'éventail des salaires ouvriers.

TAUX DES SALAIRES DES TRAVAILLEURS NON QUALIFIÉS EXPRIMÉS EN POURCENTAGE DE CEUX DES TRAVAILLEURS QUALIFIÉS

PAYS ET INDUSTRIES	1914	1920	1922	1923	1924
Grande-Bretagne					
Bâtiment	66	87	76	76	75
Construction mécanique	58	79	77	71	71
Allemagne					
toutes industries	69	89	91	75	75
Pologne					
Ind. des métaux	51	81	74	72	62

Si l'on compare ces chiffres à la situation de l'économie européenne pendant la même période, on s'aperçoit que les années au cours desquelles les salaires des travailleurs non-qualifiés se rapprochent de ceux des travailleurs qualifiés correspondent à la phase de prospérité du capitalisme européen, et les années où ils s'en écartent à la phase de dépression (1). En 1914, les salaires des manœuvres atteignaient 50 à 70 % environ de ceux des travailleurs qualifiés. En 1920, au plus haut de la reprise économique qui suivit la guerre, ce pourcentage s'élève à 80 ou 90 %. On remarque, par ailleurs, que les mouvements de l'éventail des salaires ouvriers sont d'autant plus importants selon les pays que les fluctuations de l'activité économique sont plus accentuées. Dans la plupart des pays depuis 1920, et en Allemagne depuis 1922, on s'achemine vers la crise, et les salaires des manœuvres et des travailleurs qualifiés s'écartent de nouveau (bien que ces mouvements s'insèrent dans une tendance générale à l'écrasement de la hiérarchie, comme le B.I.T. l'observait déjà à l'époque).

Naturellement, il n'est pas question d'identifier travailleurs qualifiés et aristocratie ouvrière. Ceci n'est qu'un indice qui permet de se faire une idée de la capacité de la bourgeoisie à faire varier le prix de la force de travail selon ses possibilités économiques. Mais, une fois encore, il ne faut pas voir dans ces chiffres (pas plus d'ailleurs que dans ceux que nous donnerons par la suite) une image exacte du

(1) Le phénomène comporte d'autres causes, et notamment le fait que la période de dépression se manifeste par une aggravation du chômage, lequel pèse plus sur les salaires des manœuvres que sur ceux des ouvriers qualifiés. Mais ceci n'est qu'un aspect du même phénomène, la sécurité de l'emploi étant l'un des plus importants privilèges de l'aristocratie ouvrière.

phénomène, mais seulement un ordre de grandeur de son évolution. Les choses semblent donc se passer ainsi : aux moments où la crise menace, la bourgeoisie essaie de s'attacher une fraction d'ouvriers privilégiés, de façon à diviser le prolétariat, et à renforcer sa position dans le combat de classe plus intense que le marasme économique ne manquera pas d'entraîner. Par ailleurs, dès cette époque, le caractère essentiellement provisoire et instable des privilèges de l'aristocratie ouvrière apparaît à l'évidence.

Après quarante années, alors que la putréfaction du capitalisme s'accentue sous toutes ses formes, comment les choses se présentent-elles ? Il faut se poser la question en examinant la situation de la classe dans son ensemble, et spécialement le sort qui a été fait aux catégories qui constituaient précisément l'aristocratie ouvrière à l'époque de Lénine.

Composition de la population active

A l'heure actuelle, on observe d'abord une augmentation régulière du nombre de salariés (1). En pourcentage de la population active, ils dépassent aujourd'hui 60 % dans tous les pays industrialisés. En France, de 60,9 % de la population active en 1936, ils passent à 65,2 % en 1954. Les salariés sont 72 % de la population active en Allemagne Occidentale (1953), 84 % aux Etats-Unis (1952) et 93 % en Grande-Bretagne (1951). L'économie bourgeoise répartit habituellement l'activité économique en trois grands secteurs, primaire, secondaire et tertiaire, qui correspondent, en très gros, à la division du travail entre l'agriculture, l'industrie et le commerce. Le secteur primaire comprend l'agriculture, la pêche et les forêts ; le secondaire : les mines, les industries de transformation, le bâtiment, l'eau, le gaz et l'électricité ; le tertiaire : le commerce, la banque, les assurances, les transports, l'administration et les professions libérales. Cette classification ne correspond que très grossièrement au but que nous poursuivons. En effet, les travailleurs du « secteur tertiaire » ne sont pas toujours, comme nous le verrons, surtout aujourd'hui, les mieux payés. Nous ne nous bornerons d'ailleurs pas à examiner le développement du « secteur tertiaire ». Mais comme nos « sociologues » ont particulièrement mis l'accent sur ce point, prenant argument du développement de ce secteur pour fonder leurs théories sur l'atténuation ou la disparition des contradictions de classe, l' « intégration des salariés à l'entreprise », etc., il vaut la peine d'y regarder de plus près, en examinant la composition interne de ce fameux « secteur tertiaire » — en prenant pour base les statistiques bourgeoises elles-mêmes, comme nous sommes bien obligés de le faire.

---

(1) La plupart des faits rapportés ci-dessous sont largement connus. Cependant, étant donné le travail de falsification et d'obscurcissement systématique réalisé sur une grande échelle par la propagande bourgeoise et par les **« sociologues »**, il n'est pas vain de les rapporter une fois de plus, en les chiffrant. Sauf indication contraire, les tableaux statistiques sont empruntés à **Marchal et Lecaillon** : « La répartition du revenu national ». Tome I : Les salariés (1958).

Le secteur primaire, qui occupe encore 11 % des salariés en France, n'en comprend plus que 7,5 % en Allemagne Occidentale (1950), et 3,7 % en Grande-Bretagne. Le secteur secondaire occupe respectivement 47 %, 51,6 % et 54 % des salariés en France, en Angleterre et en Allemagne. Pour ces mêmes pays, le secteur tertiaire occupe 42 %, 44,6 % et 38,5 % des salariés.

Aux Etats-Unis, les choses se présentent de la façon suivante :

Dates	Secteur primaire en %	Secteur secondaire en %	Secteur tertiaire en %
1820	72	13	15
1850	65	17	18
1880	50	24	26
1900	38	27	35
1920	28	32	40
1940	19	32	49
1953	11	35	54

Relevons que, dans le pays capitaliste le plus avancé, le secteur tertiaire occupe déjà plus de la moitié des salariés, tandis que, depuis quarante ans, le secteur secondaire n'a pas augmenté ses effectifs.

A l'intérieur de chaque secteur, le pourcentage de salariés employés par branches d'activité livre aussi des renseignements intéressants. Ainsi, dans le secteur secondaire on constate que trois grands groupes d'industries augmentent leurs effectifs. Le pourcentage de salariés occupés dans l'industrie chimique passe en France de 1 % à 4 % entre 1866 et 1952 ; aux Etats-Unis, de 2 % à 4 %, de 1910 à 1952 ; et en Angleterre, de 1 % à 4 %, de 1881 à 1951. Les industries de l'alimentation s'élèvent de 7 % à 9 %, en France, de 1866 à 1952, et, aux Etats-Unis, de 5 % à 7 % de 1910 à 1952. Mais le groupe des industries mécaniques et électriques et de la métallurgie fait un bond considérable dans tous les pays. En France, de 7 % à 23 % de 1866 à 1952 ; aux Etats-Unis, de 20 % à 33 % de 1910 à 1952 ; en Grande-Bretagne, de 19 % à 29 % de 1931 à 1951.

Trois autres groupes d'industries sont, au contraire, en perte de vitesse quant aux effectifs employés. Les industries extractives aux Etats-Unis se réduisent de 6 % en 1870 et 10 % en 1910 à 4 % en 1952 ; et, en Angleterre, de 7 % en 1881 et 13 % en 1931 à 8 % en 1951. En France, les effectifs employés dans les industries extractives se maintiennent à 6 % environ. Les industries textiles passent en France de 25 % en 1866 à 9 % en 1952 ; aux Etats-Unis, de 9 % en 1910 à 6 % en 1952 ; en Grande-Bretagne, de 19 % en 1881 à 9 % en 1951. Les industries du vêtement tombent en France de 25 % en 1906 à 10 % en 1952 ; en Grande-Bretagne, de 10 % à 6 % entre 1931 et 1952 ; elles se maintiennent aux Etats-Unis aux environs de 6 % depuis 1910.

Ces faits trouvent leur explication dans le caractère de plus en plus capitaliste de la technique de production dans les pays avancés, c'est-à-dire dans la modification de la composition organique du capital par l'importance croissante du capital constant, phénomène décrit par Marx il y a un siècle. La mise en œuvre d'une quantité de plus en plus grande d'outillage, de machines-outils, etc., explique les progrès extraordinaires des industries de construction mécanique et électrique. Comme le font remarquer Marchal et Lecaillon (ouvrage cité, p. 138), il en résulte des conséquences importantes quant à la composition de la classe ouvrière. « En France », expliquent ces auteurs, « 42 personnes sur 100, c'est-à-dire pas loin de la moitié, étaient, en 1866, occupées à fabriquer ou à travailler des étoffes ; il n'y en a plus maintenant que 19. Par contre, en 1866, 7 personnes seulement se consacraient au travail des métaux, alors qu'en 1952, il y en avait 23 en France, 29 en Grande-Bretagne et 33 aux Etats-Unis. Jadis, dans le secteur secondaire, le salarié type, c'était un fileur, un tisserand ou un tailleur. Maintenant, c'est un tourneur, un fraiseur ou un monteur ». Or cette évolution signifie que, au cours des dernières années, à un prolétariat dispersé, atomisé, employé bien souvent dans de petites unités de production où la loi du patron est plus lourde, son autorité plus directe et les conditions d'organisation des travailleurs difficiles, s'est substituée la classe ouvrière décrite par Marx, dense, concentrée, réunie en de vastes armées de travailleurs ; on conçoit l'importance du changement, et qu'il se soit traduit plus par le renforcement du front prolétarien que par celui de l'aristocratie ouvrière.

Cependant, si l'on regarde maintenant l'évolution du secteur tertiaire, on aperçoit que le gonflement de ce secteur est la résultante de deux mouvements opposés, dont les conséquences ne sont pas moins importantes.

Les transports et communications enregistrent une baisse sensible. En France, après avoir accusé une forte hausse de 1866 à 1896, leur pourcentage demeure à peu près stable jusqu'en 1946 (21 % des travailleurs du secteur tertiaire). Mais il baisse ensuite nettement jusqu'à 14 % en 1952. Aux Etats-Unis, leur pourcentage fléchit de 21 % en 1930 à 12 % en 1952.

Les « services domestiques et soins personnels » sont en très forte baisse dans tous les pays. En pourcentage des travailleurs du secteur tertiaire, les effectifs du groupe passent en France de 31 % en 1866 à 12 % en 1952 ; aux Etats-Unis de 38 % en 1870 à 10 % en 1952, en Grande-Bretagne de 29 % en 1931 à 20 % en 1951.

Par contre, l'administration et les professions libérales augmentent rapidement pendant la même période. Mais la croissance la plus pléthorique est celle de la branche « Commerce, banque, et assurances » dont le pourcentage passe en France de 29 % à 49 % entre 1866 et 1952, et aux Etats-Unis de 27 % à 39 % entre 1870 et 1952. En Angleterre, le groupe accuse une baisse légère (1931 : 33 % ; 1951 : 31 %). Mais, remarquent Marchal et Lecaillon, « il ne faut pas oublier que l'Angleterre a perdu son monopole mondial dans certaines opérations commerciales et bancaires ».

La disparition d'une grande partie des domestiques et la formation d'un véritable prolétariat dans les banques et les grandes compagnies d'assurances, concentré, et dont les conditions de travail, par suite de la mécanisation, tendent à se rapprocher de celles des ouvriers, est un fait d'une grande portée, sur lequel nous aurons à revenir par la suite.

Pour compléter ces chiffres, il faut préciser, dans chaque secteur, le pourcentage de travailleurs manuels et de travailleurs non-manuels. Dans le secteur primaire, la proportion de travailleurs manuels est écrasante : elle varie partout de 90 % à 95 % des effectifs. Dans le secteur secondaire, la proportion des non-manuels est encore peu importante. En France, où cette proportion est spécialement forte, elle atteint 21 %. Presque partout ailleurs, les pourcentages varient entre 11 % et 15 %.

Dans certaines branches, cependant, ce pourcentage est particulièrement élevé. Ainsi, en France, les carburants liquides (44 %), les industries chimiques (29 %), et l'industrie polygraphique (28 %). Dans le secteur tertiaire, le pourcentage des employés est au contraire très fort, et dépasse partout 40 %.

Il est intéressant d'observer l'évolution du pourcentage des ouvriers dans l'ensemble de la population salariale.

Pour la France, les chiffres sont les suivants (en % du total des salariés) :

Dates	Ouvriers	Employés	Domestiques
1851	90,1	2,2	7,6
1881	75,9	11,3	12,6
1901	76,5	15,5	7,8
1921	75,8	18,2	6,0
1931	73,5	20,4	5,9
1946	72,0	23,2	4,6
1953	59,0	37,5	3,5

L'examen du tableau fait ressortir une diminution constante du pourcentage des ouvriers dans la population salariale. De 90 % en 1851, ce pourcentage tombe à 72 % en 1946. Le pourcentage des employés a considérablement augmenté, tandis que celui des domestiques est en baisse constante depuis 1881.

Ces chiffres doivent être complétés par l'étude de l'évolution de la hiérarchie dans chaque groupe de travailleurs, pour pouvoir nous renseigner sur le sort de l' « aristocratie ouvrière ». Attachons-nous d'abord à la répartition des ouvriers en ouvriers qualifiés (P3, P2, P1), ouvriers spécialisés (OS2, OS1), et manœuvres (M2, M1). Si, selon la méthode de Marchal et Lecaillon, on examine la situation industrie par industrie, on découvre 4 groupes. Le groupe A (industries polygraphiques, carburants, bâtiment, travaux publics) comprend plus de 50 % de professionnels. Le groupe B (industries mécaniques et électriques, production des métaux) comprend une majorité de spécialisés, une très forte minorité de professionnels (40 %), et un petit nombre de manœuvres. Dans les groupes C et D, la très grande

majorité des ouvriers sont OS ou manœuvres. (Le groupe C comprend le verre, les cuirs et peaux, le textile, le vêtement, l'industrie chimique et l'extraction des minerais. Le groupe D comprend le papier et carton, le bois, l'ameublement, la céramique, les matériaux de construction, les industries agricoles et alimentaires.)

Les chiffres sont les suivants (France) :

Groupes	Effectifs en milliers	% O.P.	% O.S.	% M.
A	568,8	52	23	25
B	999	40	44	16
C	956,2	27	41	32
D	388,7	20	27	53

Bien que ces chiffres soient relativement incertains, en raison notamment de la fluidité des classifications (c'est ainsi, par exemple, qu'il est courant, en période de pénurie de main-d'œuvre, d'embaucher les ouvriers en les surclassant systématiquement), on peut cependant se demander comment les choses ont évolué de ce point de vue. C'est à ce travail que se livre Michel Collinet (1), qui conclut que, dans les pays industriels avancés, la catégorie des ouvriers spécialisés tend à gagner en importance relative, aux dépens de celle des manœuvres, tandis que le pourcentage des professionnels se maintient en général. Il convient cependant de noter que, de ce point de vue, l'évolution reste assez contradictoire selon les pays et les branches d'industries. La prépondérance des O.S. n'est qu'une loi de tendance. Néanmoins, du point de vue qui nous intéresse, les choses sont assez claires. Loin d'assister à un éclatement, à une particularisation du groupe des ouvriers (chacun assimilant un « métier » qui ferait de lui un « technicien ») on voit au contraire disparaître le manœuvre, survivance des temps préindustriels, et se multiplier les ouvriers spécialisés, formés à la hâte en quelques semaines, qui ne sont rien d'autre, en somme, que des manœuvres sur machine, des robots, le type même de l'ouvrier universel anticipé par Marx. Quant aux professionnels, ceux qui possèdent réellement un métier, et dont la formation exige de longs mois, ils reçoivent de plus en plus une éducation de masse dans les écoles d'apprentissage et les centres d'instruction techniques. Leur formation est de moins en moins confiée à un patron, qui, par le travail sur le tas et un long apprentissage plus ou moins artisanal transmet le métier à ses apprentis, en en faisant plus ou moins ses « clients ».

Aucun de ces facteurs n'est favorable à la survie d'une aristocratie ouvrière.

Considérons maintenant par secteurs le groupe des travailleurs non-manuels, qui se divisent en employés et cadres (agents de maîtrise et personnel de direction, cadres administratifs et commerciaux, parfois dessinateurs et techniciens).

On constate que, dans le secteur secondaire, les cadres représentent une part importante des salariés non-manuels (47 %), mais une faible part de l'ensemble des salariés (10 % environ). Comment se présente donc leur situation sur le plan

(1) M. Collinet : **« Essai sur la condition ouvrière 1900-1950. Structure des classes salariées en France depuis 50 ans »** (Revue internationale du travail, mars 1953).

de la défense de leurs positions face aux employeurs ? Marchal et Lecaillon répondent : « Du fait qu'ils sont un petit nombre par rapport à l'ensemble des salariés, il faut conclure, semble-t-il, que les cadres, s'ils veulent dépasser l'action individuelle, ne pourront songer à fonder des organisations de branche qui leur soient propres. Ils seront pratiquement contraints par leur faiblesse numérique, ou à opérer un regroupement sur le plan national, ou à s'adjoindre les autres salariés de la branche pour former des organisations communes... Les chiffres semblent donc indiquer que, du point de vue de l'action de masse, les cadres et les employés du secteur secondaire seront presque nécessairement dominés, soit par les ouvriers de la branche à laquelle ils appartiennent, soit par les cadres et les employés du tertiaire dans les organisations nationales de non-manuels... »

Dans le secteur tertiaire, les cadres sont plus nombreux par rapport à l'ensemble du personnel (8 % dans le commerce, mais de 20 % à 33 % dans les autres branches) ; en revanche, les employés constituent l'écrasante majorité de ce personnel. « On peut concevoir dès lors », écrivent les mêmes auteurs, « qu'au moins dans certaines branches où leur importance relative est particulièrement grande, les cadres fassent « bande à part ». C'est, toujours sur le plan des actions de masse, une possibilité qui ne leur est plus strictement refusée. Mais, même si les cadres s'engagent dans cette voie, les employés resteront assez nombreux pour s'organiser. Par ailleurs, il est certain que, si les cadres et les employés s'unissent, ils seront les plus nombreux dans la plupart des branches et pourront mener une action vigoureuse » (p. 186). Ces économistes bourgeois ont fort bien vu le problème ; de deux choses l'une : ou les cadres, travailleurs privilégiés, veulent défendre leurs conditions d'existence solidairement avec la masse des travailleurs de leur branche, ouvriers et employés, et ils peuvent dans ce cas recourir à l'action de masse ; ou ils renoncent à l'action de masse, et ils constituent alors de véritables groupes d'aristocrates agissant sur le patronat comme des « lobbies », par la pression indirecte et la mendicité.

A l'intérieur de la catégorie des cadres telle qu'ils la définissent et dont il faut évidemment exclure tous les pseudo-salariés, patrons, associés, gérants, administrateurs et membres de leurs familles, qui ne perçoivent un salaire que pour bénéficier du régime fiscal et de sécurité sociale des salariés, Marchal et Lecaillon distinguent de la masse des cadres petits et moyens les cadres « supérieurs ». Dans le secteur secondaire, les cadres supérieurs représentent de 1,2 % à 5,2 % du total des salariés (10 %, exceptionnellement, dans le pétrole et les carburants). Dans le secteur tertiaire, ils sont peu nombreux dans les transports et dans l'hygiène (respectivement 2,7 % et 2,2 %), mais ils représentent de 7 % à 9 % des salariés dans les autres branches. Dans l'ensemble de l'économie, les « cadres supérieurs » atteignent l'effectif de 307.000 Pour un peu plus du tiers (110.000), ces salariés sont des diplômés de l'enseignement supérieur ou des « grandes écoles », soit 80.000 ingénieurs et 30.000 licenciés et assimilés (Hautes études commerciales, Sciences politiques, etc.), instruments de sélection et d'assimilation des « élites » par la bourgeoisie. Les soi-disant « technocrates » qui en sortent « sont assimilés par la bourgeoisie à ses affaires, ses intérêts et ses familles ». « Ainsi les grandes écoles, et l'enseignement supérieur dans son ensemble, sont, pour une grande part,

une pépinière pour la classe dirigeante » (R. Fossaert). Une partie des autres cadres « supérieurs » a une formation technique secondaire (35.000) ; tous les autres (160.000) sont « formés sur le tas », c'est-à-dire « sélectionnés et éduqués par les entreprises en dehors de tout contrôle » (Marchal et Lecaillon). Il est donc difficile de voir dans cette catégorie de salariés une « aristocratie ouvrière ». Que ce soit par leur origine et leur formation intellectuelle (pour les diplômés), ou encore par la qualité de chiens de garde du capital que le patron leur a assignée (pour les autres), ils sont, à l'usine, à l'atelier ou au bureau les agents directs de la bourgeoisie, payés pour pratiquer la contrainte anti-ouvrière et la répression.

Pour résumer, que révèle l'étude de la composition de la population active et de son évolution ? D'abord, la faiblesse croissante du groupe des salariés agricoles et de celui des domestiques. Ensuite la montée à l'intérieur du groupe des ouvriers de la catégorie des « ouvriers spécialisés ». Pour les Etats-Unis (selon Colin Clark), les ouvriers semi-qualifiés augmentent de 36 % en 1910 à 52 % en 1947, tandis que les manœuvres tombent de 36 % à 16 %, les ouvriers qualifiés passant eux-mêmes de 28 % à 32 %. Comme le notent Marchal et Lecaillon, il est probable que cette évolution va de pair avec un renforcement du potentiel du prolétariat dans la lutte de classe : « Des professionnels, détenteurs d'un métier qu'ils ont mis des années à acquérir, marqués par des années d'apprentissage et par l'exercice du métier lui-même, ne doivent pas, en principe, réagir de la même façon que des O.S., dégrossis en quelques semaines ou en quelques mois, serviteurs d'une machine spécialisée, plutôt que spécialisés eux-mêmes... On peut penser que les premiers seront facilement attirés par un syndicalisme professionnel, tandis que les autres se rallieront à des mouvements de masse, souvent politisés » (p. 198). Enfin la montée du groupe des travailleurs non-manuels est un trait caractéristique de l'évolution de la composition de la population active dans les pays industriels. Dans ces pays, la norme est que ces travailleurs constituent 25 à 30 % de l'ensemble des salariés. Si l'on exclut les cadres « supérieurs », à la botte du patronat, et les cadres moyens, dont nous avons montré qu'ils sont liés aux travailleurs de leur branche par des phénomènes de « satellitisme », il reste les employés du rang. De par leur nombre ils occupent une position stratégique dans la lutte des classes. Leur comportement sera déterminé par le sort que leur fait l'impérialisme par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière. C'est ce point décisif que nous allons examiner maintenant.

Les couches traditionnelles de l'aristocratie ouvrière

La situation en France, à l'heure actuelle, est la suivante :

SALAIRE NET ANNUEL MOYEN EN FRANCE, EN 1952
(salariés à temps complet, en milliers de francs)

Ouvriers	305
Employés	374
Cadres moyens	656
Cadres supérieurs	1.200

La décomposition par tranches de salaire donne les résultats suivants :

RÉPARTITION DES SALARIÉS A TEMPS COMPLET D'APRÈS LE SALAIRE NET ANNUEL

(Ces chiffres, tirés de l'officiel « Bulletin mensuel de statistique », datent de 1954, et devraient donc être quelque peu modifiés. Mais cela ne change rien à la situation relative des ouvriers et des employés. O = Ouvriers ; E = Employés ; C.M. = Cadres moyens ; C.S. = Cadres supérieurs.)

MILLIERS D'A.F.	O.	E.	C. M.	C. S.
		HOMMES		
Moins de 250	28,2	17,7	2,2	2,2
Moins de 300	46,6	29,1	4,7	3,7
Moins de 350	63,7	43,4	8,7	5,7
Moins de 400	77	56,8	14	8,1
Moins de 500	91,3	76	28,6	13,5
Moins de 600	97	85,7	46	20,1
Moins de 800	99,5	94	76,2	33,5
Moins de 1.000	99,8	96,6	90,2	48,7
Moins de 1.500	100	98,6	97,8	75,5
Moins de 2.000	100	99,3	99,3	87
Moins de 5.000	100	100	100	98,5
		FEMMES		
Moins de 250	70,8	37,7	19,8	19,3
Moins de 300	87,1	54,9	30,4	28,5
Moins de 350	94,4	70,6	41,2	39,8
Moins de 400	97,6	82	60,5	47
Moins de 500	99,5	93,4	75,3	59,5
Moins de 600	99,8	97,2	91,6	68,3
Moins de 800	100	100	97	80,4
Moins de 1.000	100	100	99,4	87,6
Moins de 1.500	100	100	99,8	96
Moins de 2.000	100	100	100	98,4
Moins de 5.000	100	100	100	99,6

On constate donc que les salaires des employés et des ouvriers sont du même ordre de grandeur. Il y a, au contraire, une nette cassure avec les cadres moyens et les cadres supérieurs. Ainsi, près de la moitié des ouvriers (46,6 %) et une importante minorité d'employés (29,1 %) gagnent moins de 300.000 francs par an, alors que le pourcentage est très faible pour les cadres moyens et supérieurs (4,7 % et 3,7 %). La quasi-totalité des ouvriers (97 %) et une très forte majorité d'employés (85,7 %) gagnent moins de 600.000 francs par an, alors que la moitié seulement des cadres moyens (46 %) et un cinquième des cadres supérieurs (20,1 %) restent au-dessous de ce chiffre.

Pour rendre les choses plus concrètes, on peut établir le tableau suivant (en milliers d'anciens francs) :

HOMMES

Ouvriers		Employés	
M. 1	286		
O. S. 1	322		
M. 2	329		
O. S. 2	346		
		Employé aux écritures	349
		Aide comptable	372
O. P. 1	380		
O. P. 2	405		
		Employé qualifié	437
		Comptable	508
		Caissier	519
O. P. 3	538		
		Employé principal	582

FEMMES

Manœuvre	215		
O. S.	227		
O. P. 1	247		
		Dactylo	275
		Caissière	306
		Employée aux écritures	309
		Sténo-dactylo	317
		Aide comptable	324
O. P. 2	370		
		Secrétaire dactylo	373
		Comptable	391
		Employée qualifiée	400
O. P. 3	530		

Même si le phénomène est moins net pour les femmes, car le nombre des femmes P 2 et P 3 est relativement peu élevé, on voit que la condition des employés n'est guère supérieure à celle des ouvriers. Lorsque l'on considère les salaires de famine que ces chiffres représentent, on comprend que l'on est loin de l'aristocratie ouvrière d'autrefois ! C'est ainsi que de 1924 à 1938, le coefficient de majoration des salaires des employés d'une grande banque de Paris varie de 1,9 % à 2,5 %, selon les catégories. Pendant la même période, le coefficient de majoration du salaire d'un manœuvre de l'industrie des métaux à Paris est de 3,4 %, celui d'un O. S. de 3,4 % également et celui d'un O. P. de 3 %. Pendant cette période, la liquidation des avantages des employés a donc été particulièrement brutale. Nous n'avons certes pas les moyens de nous lancer dans une recherche « psycho-sociologique » sur la catégorie des employés. Au demeurant, l'expérience montre que l'issue du combat

de classe ne dépend que fort peu des états d'âme de ceux qui y participent. Il s'agit en fait d'un véritable prolétariat, concentré, brutalement exploité, mécanisé, subissant durement la loi du patron, qui s'est constitué dans les grandes banques, les compagnies d'assurances, etc., un prolétariat qui compte des dizaines de milliers de travailleurs. Il est vrai que l'union des deux armées de travailleurs, ceux des usines et ceux des bureaux n'a pas encore été faite. Il est également vrai qu'il suffira qu'elle se fasse une seule fois, dans la grève générale révolutionnaire, pour que la classe ouvrière puisse emporter la victoire.

On conçoit, dans ces conditions, toute l'absurdité de la position de nos nouveaux « socialistes de la chaire » qui prétendent reléguer définitivement les employés et les petits cadres dans le marais des « classes moyennes ». Tel J.-P. Sartre, qui déclare, par exemple : « Ils (les employés) ne peuvent que singer leurs patrons, et ce que leurs attitudes dissimulent, c'est leur refus entêté d'être assimilés aux salariés productifs ». Ou encore : « Le technicien est bourgeois jusqu'à l'os » (« Les communistes et la paix »).

Les cadres

Passons maintenant à la situation des cadres. Dans la métallurgie parisienne, depuis 1914, la situation a évolué de la façon suivante :

INDICES DE RÉMUNÉRATION
(Manœuvre = 100)

Dates	Manœuvres	Professionnels	Ingénieurs débutants	Après 12 ans	Après 18 ans	Ingénieurs en chef
1914	100	188	200	300	4 à 600	9 à 12.000
1920	—	150	138	170	244	—
1921	—	168	187	210	350	480 à 660
1927	—	159				
1936	—	147	174	209	274	—
1938	—	141	160	189	247	—
1943	—	148	147	176	248	—
1945	—	170	185	230	330	4 à 600
Juillet 1946 ..	—	143	155	193	316	—
Décembre 1947	—	142	153	184	291	—
Septembre 1948	—	140	150	181	282	—
Mars 1951 ..	—		200	240	360	400 à 800

On constate que les rémunérations des ingénieurs sont soumises à de violentes fluctuations par rapport à celles des ouvriers. La situation des cadres se fait plus instable. La sécurité dont ils bénéficiaient est moins assurée. Les méthodes dont use le patronat à leur égard sont de plus en plus brutales. Un exemple : le cas des ingénieurs de l'Office national d'Etudes et de Recherches Aéronautiques de la Région Parisienne, frappant de ce point de vue : une centaine d'ingénieurs travaillent dans un immeuble à Châtillon. Leurs petits bureaux sont répartis le long d'un couloir ;

ils sont vitrés à mi-hauteur, ce qui permet au gardien circulant dans le couloir de les surveiller. Il leur est interdit de mettre une armoire, ou même de coller un plan sur la partie vitrée : cela gênerait la surveillance. (Fait rapporté aux journées d'études sur « La productivité et la classe ouvrière » organisées par le P.C.F. en mai 1955.) La mise en question des taux de profit oblige la bourgeoisie à se retourner même contre ceux qui étaient traditionnellement ses plus intimes collaborateurs.

Il faut comprendre, enfin, que la catégorie des cadres est, dans une large mesure le produit du progrès technique et de la concentration industrielle. Au XIXe siècle, le patron assurait généralement lui-même la direction de son entreprise. La complexité croissante de l'organisation de la production entraîna inévitablement l'apparition d'une catégorie de travailleurs spécialisés dans les tâches de surveillance et de contrôle. Ces travailleurs qui, dans une mesure importante constituaient l'aristocratie ouvrière d'antan, voient, dans les conditions du déclin de l'impérialisme, leur situation se dégrader comme celle de tous les autres salariés.

De ce point de vue, les progrès de la syndicalisation des cadres, bien que fort inégaux sont un fait extrêmement positif. De plus en plus, les cadres sont amenés à défendre leurs positions en employant les méthodes qui ont fait leurs preuves dans la lutte de classe. En sens inverse, il ne faut pas se dissimuler que les cas se font de plus en plus nombreux où la participation des cadres est indispensable au succès des luttes ouvrières. Ainsi, en Belgique, la grève générale de 1960-1961 n'aurait certainement pas été ce qu'elle a été si, dès les premiers jours, les ingénieurs électriciens de la centrale de Gand (qui suffisaient à assurer le fonctionnement de la centrale) n'avaient pas rejoint les ouvriers en grève.

On ne saurait examiner le sort des anciennes couches de l'aristocratie ouvrière sans parler des fonctionnaires qui constituaient autrefois la clientèle la plus fidèle de l'Etat bourgeois. Voici comment les choses se présentent aujourd'hui pour cette catégorie de travailleurs. Pour deux séries de salariés (dactylographes et rédacteurs ayant dix ans de service), on a fait le rapport des salaires dans la fonction publique et des salaires dans une compagnie d'assurances privée.

POURCENTAGE DES SALAIRES $\frac{\text{SECTEUR PUBLIC}}{\text{SECTEUR PRIVÉ}}$

Dates	Dactylo débutants	Rédacteurs 10 ans
1930	97,9	135,7
1936	85,6	118,5
1938	91,0	104,1
1945	91,1	103,8
1951	83,4	98,9
1953	79,5	90,6

Les fonctionnaires, dont la situation était égale ou supérieure à celle des salariés du secteur privé en 1930, voient actuellement leurs avantages gravement réduits. Cette réduction est particulièrement brutale depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les avantages traditionnels des fonctionnaires (retraite, etc.) se sont

aujourd'hui largement répandus et ne suffisent plus à privilégier sensiblement ces travailleurs ; ils en conservent cependant quant à leur carrière, qui les favorisent par rapport au reste de la classe ouvrière. Leur prolétarisation s'accompagne d'un écrasement considérable de la hiérarchie dans la fonction publique, comme le montre le tableau suivant, qui indique la rémunération des fonctionnaires à différents indices, rapportée à celle du fonctionnaire à l'indice 100 :

Dates	Indice 130	Indice 185	Indice 300	Indice 500	Indice 800
1-7-1914 ..	1,25	2,08	4,16	10,	20,83
1-7-1956 ..	1,16	1,44	2,38	4,33	7,93

Rien, dans ces chiffres, qui indique que les privilèges d'antan se soient maintenus !

Quelques indications, pour en terminer, sur l'évolution de la hiérarchie à l'intérieur du groupe des ouvriers. Le rapport entre le salaire horaire du manœuvre ordinaire de l'industrie des métaux et le salaire horaire moyen de l'ensemble des travailleurs de cette industrie, toutes qualifications comprises, évolue, suivant les années, de la façon suivante :

1896	69 %	1938	80 %
1911	72 %	1944	82 %
1929	77 %	1950	88 %
1935	76 %		

(Ces chiffres se rapportent aux salaires dans les villes françaises de province. A Paris, l'évolution est plus incertaine.)

Ici encore, la tendance est nettement à l'écrasement de la hiérarchie. Cette tendance masque, malgré tout des disparités qui restent encore importantes : ainsi, le rapport du salaire de chaque catégorie d'ouvriers au salaire du manœuvre ordinaire s'établit comme suit pour toutes les industries et toutes les zones (1er octobre 1954) :

Manœuvre ordinaire	100	O. P. 1	128
M. 2	105	O. P. 3	153
O. S. 1	114		

Les disparités sont également très accusées d'une branche à l'autre, comme le montre le tableau du taux des salaires horaires moyens selon les branches et les qualifications (zone 0 %) au 1er septembre 1960 (source : ministère du travail) (tous les chiffres sont en nouveaux francs) :

Branches	M. 1	M. 2	O. S.	P. 1	P. 3
I. mécaniques et électricité	2,165	2,309	2,505	2,947	3,639
Verre, Céram., Mat. de construction	1,961	2,144	2,334	2,671	3,061
Bâtiments, Travaux Publics .	2,065	2,240	2,478	2,837	3,211
I. agricoles et alimentaires .	2,001	2,126	2,360	2,631	3,082
Papier carton	2,168	2,309	2,595	3,063	3,600
I. polygraphique	2,500	2,754	3,286	3,780	4,538
Transports privés	2,083	2,233	2,512	2,703	3,004
Toutes activités	2,106	2,262	2,524	2,944	3,503

Il semble donc que, malgré sa tendance irrépressible à niveler le sort des travailleurs qu'elle exploite, la bourgeoisie réussit encore à maintenir à l'intérieur du prolétariat des situations relativement différenciées. (C'est à cette même constatation qu'aurait amené l'étude, que nous ne pouvons pas entreprendre ici, des disparités régionales de salaires, qui vont s'aggravant, au détriment des travailleurs de province.) Dans ces conditions, on conçoit ce qu'a de criminel la politique des organisations ouvrières traditionnelles, qui s'efforcent par tous les moyens de défendre la hiérarchie des salaires.

*
**

En écrivant « L'impérialisme », Lénine insistait sur le fait que l'aristocratie ouvrière constitue la base sociale de la bureaucratie réformiste, carcan du mouvement ouvrier. On pourrait, dès lors, s'imaginer que le laminage des couches ouvrières privilégiées puisse entraîner, avec la liquidation de la tendance opportuniste dans le prolétariat, un affaiblissement considérable de la bourgeoisie, privée désormais de ses bastions les plus solides dans la classe ouvrière. Face à ce danger, qu'elle a fort bien perçu, la société bourgeoise a réagi avec des moyens de fortune, certes, mais qui n'en prolongent pas moins les conditions de son existence. Comment se présentent donc les choses, du point de vue de la bourgeoisie ? Le développement de la lutte révolutionnaire dans le domaine colonial autrefois réservé à l'impérialisme a entraîné la réduction brutale des surprofits coloniaux, qui ne représenteraient plus aujourd'hui que de 1 à 2 % du revenu national des pays capitalistes avancés (selon Fossaert). En admettant même que ces surprofits n'aient pas entièrement disparu, ils sont aujourd'hui beaucoup plus incertains, puisqu'ils résultent de la non-équivalence des échanges, c'est-à-dire du surprix à l'exportation et du sous-prix à l'importation pratiqué entre la métropole et ses dépendances. La bourgeoisie n'a plus les moyens d'entretenir au-dessus et en marge de l'appareil de production une aristocratie ouvrière coûteuse. Mais la fragilité de ses positions sociales lui commande une attitude différente. Toutefois, ses efforts pour maintenir ou élargir la hiérarchie des salaires ne parviennent pas toujours, nous l'avons vu, à leur but.

En tout cas, la tendance générale est à une homogénéité croissante de la classe des travailleurs salariés, ouvriers, techniciens, employés, fonctionnaires, et non à une différenciation croissante dans son sein ; encore moins à la dissolution de cette classe dans la société bourgeoise, malgré les dernières théories révisionnistes.

H. CARIER.

Quelques enseignements de la GRÈVE GÉNÉRALE BELGE

I

L'AVANT-GARDE révolutionnaire se doit d'étudier avec le plus grand soin les leçons de la grève générale belge de décembre 1960-janvier 1961. Durant un mois, les travailleurs belges ont recherché avec ténacité les moyens de renverser la domination de classe de la bourgeoisie. Spontanément, au fur et à mesure que le combat de classe se développait, des mots d'ordre ont jailli, des objectifs ont été définis, qui tendaient à poser directement le problème du pouvoir. Mais une nouvelle fois a été vérifiée en Belgique — comme six mois auparavant au Japon — cette leçon fondamentale de toute l'expérience historique des luttes ouvrières : si haut que puisse s'élever, par ses méthodes de lutte et les objectifs qu'il s'assigne, le combat spontané des masses, il ne peut, à lui seul, arracher la victoire dans la lutte pour le pouvoir ouvrier. Pour mener à bonne fin leur mission historique, la destruction révolutionnaire de l'état bourgeois et l'instauration du pouvoir des conseils ouvriers, les masses travailleuses ont besoin d'avoir à leur tête une avant-garde rassemblée sur la base du programme marxiste, c'est-à-dire, à notre époque, du programme de transition de la Quatrième Internationale.

Il est naturellement indispensable d'apprécier correctement les limites de la responsabilité de l'avant-garde révolutionnaire en Belgique. Il serait absurde d'accuser les révolutionnaires de n'avoir pas su conduire les ouvriers belges à la victoire de la révolution socialiste. Ce sont les appareils traîtres, en Belgique principalement la social-démocratie, toutes tendances réunies (gauche et droite), accessoirement le parti stalinien, qui, là comme ailleurs, portent l'écrasante responsabilité d'avoir conduit les travailleurs à l'échec. Que l'avant-garde n'ait pas eu la force de substituer dans l'action une nouvelle direction révolutionnaire à la direction contre-révolutionnaire des appareils, personne ne pourrait le lui reprocher — à condition toutefois qu'elle ait tenté de le faire. La construction du parti révolutionnaire est une tâche longue et difficile. Ce ne sera, nous en sommes bien persuadés, qu'à travers un bon nombre de dures batailles de classe que les masses, se heurtant directement aux appareils, les détruiront. Encore faut-il qu'à chaque étape, l'avant-garde insère correctement sa politique et son action dans la lutte des masses. Car le processus de construction du parti révolutionnaire — inséparable du processus de destruction des appareils contre-révolutionnaires — n'est pas ni ne sera jamais un processus spontané.

Bien des leçons devront être tirées de la grève générale belge. Mais il n'en est pas de plus importane que celle-ci, parce que son assimilation est indispensable au réarmement politique du mouvement trotskyste inter-

national : celui-ci ne pourra mener ce réarmement à bonne fin que s'il extirpe de ses rangs, jusqu'à leur dernier vestige, les conceptions théoriques, politiques et organisationnelles du pablisme, cette entreprise de liquidation du programme et de l'organisation trotskystes.

Que les sociaux-démocrates de droite, Van Acker, Major et Cie, se soient révélés une nouvelle fois les chiens de garde du capital, cela n'a surpris personne. Que le leader social-démocrate de gauche André Renard ait, à sa façon, torpillé la grève générale, ne devrait étonner personne non plus. Tout cela est la conséquence naturelle des fonctions qu'assument ces hommes dans la société bourgeoise ; mais là où, par contre, à première vue du moins, l'on peut s'étonner, c'est lorsque l'on constate que le « leader » de la « gauche » belge, le soi-disant marxiste Mandel a suivi, avec une constance digne d'une meilleure cause, une orientation d'adaptation aux appareils. L'épreuve de la grève générale belge confirme le sens véritable d'une politique de liquidation, tel qu'il s'est manifesté par exemple en France, où, au lendemain de la grève générale d'août 1953, les liquidateurs ont diffusé un tract condamnant les trotskystes pour avoir appelé au renversement du gouvernement bourgeois et se solidarisant avec la direction stalinienne contre la critique trotskyste — ou encore en Angleterre, où ils n'hésitèrent pas à s'abstenir quand la bureaucratie travailliste procéda à l'exclusion de militants trotskystes.

C'est une politique semblable qu'incarne, en Belgique, un protagoniste à plusieurs visages. Dans l'hebdomadaire belge *La Gauche*, il écrit sous le nom d'Ernest Mandel ou rédige des éditoriaux anonymes. Il collabore aussi à *France-Observateur*, organe petit bourgeois du progressisme pro-stalinien, sous le pseudonyme de Pierre Gousset. Il est vrai que, lorsqu'il écrit dans *Tribune Socialiste*, organe du Parti Socialiste Unifié, le parti de Mendès-France, l'ancien président du conseil radical-socialiste, qui a déclenché la guerre d'Algérie le 1er novembre 1954, d'Edouard Depreux (social-démocrate) et de Gilles Martinet (antitrotskyste pro-stalinien), Gousset redevient Mandel. Mais ces diverses dénominations, que nul ne saurait lui reprocher en elles-mêmes, ont une signification politique. Selon le public et le moment, Mandel met l'accent sur tel ou tel aspect d'une personnalité politique complexe, qui évolue, la même semaine, du marxisme « le plus conséquent » à l'exposé des thèses social-démocrates les plus éculées — le dénominateur commun restant toujours, il est vrai, le centrisme liquidateur. Un poste avancé du liquidationnisme opère dans le mouvement marxiste international, où sévit, sous le nom d'Ernest Germain, un satellite artificiel, bénéficiant de l'autonomie interne — d'ailleurs éminent théoricien marxiste *de omni re scibili*. « Mandel » peut bien percer sous « Gousset », ou vice versa, le capitulard est toujours présent. C'est ce que nous allons montrer (1).

---

(1) Le présent article n'a pas pour objet de faire l'historique de la grève belge (à cet égard, on consultera utilement la brochure de Serge Simon : « **La grève générale belge** », éditée par « **Correspondances socialistes** ») ; le déroulement de la grève n'y sera rappelé que dans la mesure où cela sera utile à notre démonstration. Celle-ci nous obligera, par contre, à faire de très nombreuses citations ; d'où la longueur de cet article, dont nous nous excusons auprès de nos lecteurs : c'est seulement avec les textes sous les yeux qu'ils auront la possibilité de se former une opinion par eux-mêmes.

REFORME OU REVOLUTION : LA QUESTION DU PROGRAMME

Il ne fallait pas être génial pour apprécier correctement la signification révolutionnaire de la grève générale des ouvriers belges, ni pour comprendre qu'elle faisait du renversement du pouvoir bourgeois un objectif immédiatement accessible. C'est d'ailleurs ce que Pierre Gousset semblait penser lorsqu'il écrivit, dans *France-Observateur* du 29 décembre 1960, sous le titre « *Un nouveau juin 36* » :

> « *Comment s'explique cette explosion formidable, qui fait revivre aujourd'hui à la Belgique les journées exaltantes de 1936 et de 1950, et qui est sans doute l'équivalent de juin 36 en France ?... Ces digues* (Gousset entend par là, il le précise plus haut, les « *forces conservatrices au sein même du mouvement ouvrier* ») *se rompant, ce sont essentiellement les structures de la société bourgeoise belge qui sont brusquement menacées.* »

De même, le 14 janvier 1961, sous la signature d'Ernest Mandel, on pouvait lire, dans *Tribune Socialiste* :

> « *La bourgeoisie craint (que l'explosion de colère qui a produit sept heures d'insurrection à Liège se généralise à la Wallonie)... Si malgré tout elle ne se décide pas à faire la concession nécessaire, à retirer sa « loi unique »... c'est avant tout parce qu'*elle craint les conséquences politiques et sociales d'un nouveau recul (1). *Elle connaît la profonde radicalisation, l'importante prise de conscience que la grève a déjà provoquée au sein de la classe ouvrière. Une victoire même partielle donnerait aux travailleurs une puissance capable de remettre en question le régime capitaliste lui-même...* »

Cela est bel et bon, et tout trotskyste ne peut que souscrire à ces lignes. Mais le marxisme ne saurait se contenter d'affirmations générales ; ces affirmations ont des implications concrètes dans la lutte des classes, et c'est selon leur attitude devant ces implications qu'on doit juger leurs auteurs. Si la grève générale est susceptible, même en cas de victoire partielle, de « *remettre en question le régime capitaliste* » — et cela est vrai — le rôle de l'avant-garde révolutionnaire est alors de proposer aux travailleurs un programme qui, précisément, « *remette en question le régime capitaliste* », et de se battre pour que les masses le fassent leur. Le programme, c'est la chair et le sang de la révolution prolétarienne, l'incarnation vivante de toute l'expérience historique de la lutte de classe du prolétariat international. Tous les mots d'ordre d'un programme marxiste sont liés les uns aux autres, comme nous l'a enseigné Trotsky, et se combinent dans un système de revendications qui a pour but d'amener, à partir de leurs aspirations les plus élémentaires, les masses travailleuses à prendre pleinement conscience de leurs tâches historiques. Toutes les revendications, y compris les plus simples, doivent prendre ainsi un caractère transitoire et tendre à la destruction de l'ordre et de l'état bourgeois. Chaque mot d'ordre, y compris le plus élémentaire, renferme donc déjà

(1) Souligné par Mandel.

toute la succession naturelle des revendications, jusqu'à celle du pouvoir. C'est là l'essence du programme de transition, et c'est précisément ce qui le met en opposition absolue avec les conceptions réformistes et staliniennes d'un programme minimum, fût-il baptisé « *réformes de structures* » (le mot est de Léon Blum).

Sur quel programme ont combattu *La Gauche* et son inspirateur ? En caractères d'affiche, *La Gauche* du 24 décembre, en première page, définit le programme qu'elle propose à la grève générale (alors déjà commencée depuis quatre jours) :

> *« LES TRAVAILLEURS REFUSENT DE PAYER A LA PLACE DES FRAUDEURS DU FISC.*
>
> *TOUS DANS LA GRÈVE DANS TOUS LES SECTEURS, TOUTES LES RÉGIONS, JUSQU'AU RETRAIT PUR ET SIMPLE DU PROJET CAPITALISTE DE « LOI UNIQUE ».*
>
> *A SA PLACE, LES TRAVAILLEURS IMPOSERONT DES SOLUTIONS SOCIALISTES :*
>
> — *10 MILLIARDS DE RÉDUCTION DES DÉPENSES MILITAIRES ;*
>
> — *RÉCUPÉRATION DE 10 MILLIARDS D'IMPOTS FRAUDES PAR UNE RÉFORME FISCALE IMMÉDIATE ET RADICALE ;*
>
> — *LE CONTROLE DES HOLDINGS ;*
>
> — *SERVICE NATIONAL DE LA SANTÉ : GRATUITÉ DES SOINS MÉDICAUX ET DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES ;*
>
> — *NATIONALISATION DE L'ÉNERGIE ;*
>
> — *PLANIFICATION DE L'ÉCONOMIE POUR GARANTIR LE PLEIN EMPLOI ;*
>
> — *CONSTITUTION D'UNE SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENTS PUREMENT PUBLIQUE AVEC UNE DOTATION IMMÉDIATE DE CINQ MILLIARDS. »*

Est-ce donc là un programme « socialiste » ? Pas pour un iota. Nous allons le voir en le reprenant point par point.

— « *La réduction des dépenses militaires.* » Cette revendication est le bien commun des sociaux-démocrates et des staliniens (lorsqu'ils sont dans l'opposition). Réclamer la réduction du budget de la défense nationale implique évidemment que l'on accepte le principe de ladite « *défense nationale* », et que l'on est prêt, le cas échéant, à voter les crédits militaires « *réduits* » (ou non réduits !). Le seul mot d'ordre socialiste, dans ce domaine, reste le transfert de la totalité des budgets militaires à des œuvres de paix. Sous cette forme, pouvait-il être compris par les ouvriers belges ? Sans aucun doute. Dès les tout premiers jours de la grève, les travailleurs avaient fait l'expérience du rôle joué par les paras et la gendarmerie. Revendiquer, à ce moment, la dissolution de la police et la suppression de l'armée permanente s'inscrivait tout naturellement dans

une campagne pour la suppression des budgets militaires. La preuve en est que, à la pointe ultime de son radicalisme, le social-démocrate de gauche André Renard a lancé un appel à la fraternisation qui, si elle s'était développée, aurait inévitablement tendu à la désagrégation et à la dissolution de l'armée bourgeoise, et partant de la « *défense nationale* ».

— « *Récupération de 10 milliards d'impôts fraudés par une réforme fiscale immédiate et radicale.* » Voici le contenu « *socialiste* » donné à cette revendication par un rédacteur de *La Gauche*, H. Van Antwerpen, dans le numéro du 10 décembre (avant la grève) :

> « *Néanmoins, à côté de quelques innovations contestables et de plusieurs petits monstres juridiques, le projet du gouvernement* » (il s'agit, notons-le bien, de la "loi unique" !) « *comporte un aspect positif, qu'il convient de mettre en valeur. Il constitue en effet un "précompte" sur l'impôt complémentaire personnel. Cette réforme a pour but de mettre fin à la fraude qui consiste à ne pas déclarer les revenus publics... Le taux du précompte a été fixé par le gouvernement à 10 %. Ce taux est insuffisant... Le taux du précompte eût dû être fixé à 35 %... Si le gouvernement s'est montré trop timide, la mesure qu'il propose constitue un progrès important... L'instauration d'un précompte de 30 à 35 %... ne constituerait nullement une mesure révolutionnaire... Elle aurait simplement pour effet de moderniser notre régime fiscal et de l'aligner sur ce qui se fait dans les pays dont la structure économique et financière est comparable au nôtre... En d'autres termes, les capitalistes belges sont allés trouver à l'étranger (en investissant à l'étranger) ce qu'ils ne trouvaient pas toujours chez nous : des entreprises dynamiques... La réforme de la fiscalité belge... est inconcevable sans le rétablissement de l'équilibre des finances publiques — qui permettra seul à l'Etat de jouer le rôle moteur et de stimulant qui doit être le sien... et plus généralement un assainissement du climat fiscal, par la répression de la fraude et une amélioration de la moralité commerciale qui va aujourd'hui en se détériorant... Il ne convient ni de minimiser, ni d'exagérer les dangers éventuels (constitués par les possibilités qu'ont les détenteurs de capitaux de s'opposer à la réforme fiscale en organisant l'évasion des capitaux). Il faut y faire face... Dans la bataille qui devra être livrée, la droite dispose d'atouts considérables. Mais elle n'osera ni sortir de la légalité ni recourir à des manœuvres contre la stabilité financière du pays, si elle sait qu'elle se heurtera à une opposition déterminée* ».

Ainsi donc, *La Gauche* prétendait lutter pour une réforme fiscale dans le cadre d'une « *légalité* » qui, puisque cette revendication « *ne constituerait nullement une mesure révolutionnaire* » (c'est-à-dire ne sortirait pas du cadre du régime capitaliste), n'était autre que la légalité bourgeoise. Une telle réforme fiscale permettrait à l'état bourgeois de « *jouer son rôle de moteur et de stimulant* ». Entre autres vertus bénéfiques, elle aurait celles d'améliorer la « *moralité commerciale* », qui — la pauvre ! — va en se détériorant, et de permettre aux capitalistes belges

de trouver « *chez nous* » des « *entreprises dynamiques* » pour y investir leurs capitaux. Nous nous excusons d'avoir si longuement cité cet article, mais nous nous sommes frottés les yeux en lisant cette prose, que signerait sans hésiter en France un Guy Mollet ou un Mendès-France. Or, ne l'oublions pas, cette réforme fiscale constitue le second point du programme des « *solutions socialistes* » préconisées par *La Gauche*, journal qui se définit lui-même comme un « *organe de combat socialiste* », et comme « *le symbole du courant le plus radical de notre mouvement ouvrier* » !

— « *Le contrôle des holdings.* » Lesquels ? Par qui ? Comment ? Sans relier cette revendication à celle de l'expropriation des trusts, et avant tout du contrôle ouvrier sur les entreprises nationalisées, autrement dit sans mettre en cause, à travers elle, la nature de classe de l'état, on la transforme en un vulgaire mot d'ordre réformiste.

— « *Le Service national de Santé et la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques.* » Ils existent, au moins pour l'essentiel, dans l'Angleterre bourgeoise et monarchique. Ce fut le prix payé par l'impérialisme britannique pour, avec l'aide des travaillistes, liquider la crise sociale qui risquait, au lendemain de la guerre, d'ouvrir une période révolutionnaire.

— « *La nationalisation de l'énergie.* » Elle existe en France depuis 1945. C'est un gouvernement de collaboration des classes, présidé par ce grand socialiste qu'est le général Charles de Gaulle, qui l'a instituée. Craignant de tout perdre en 1944, l'impérialisme français dut concéder « des réformes » qui, sociaux-démocrates et staliniens aidant, « apaisèrent » les aspirations révolutionnaires des masses.

> « *La différence entre ces revendications (celles qui ont trait à l'expropriation de certains groupes de capitalistes)* », lit-on dans le programme de transition de la 4e Internationale, « *et le mot d'ordre réformiste bien vague de "nationalisations" consiste en ce que :*
>
> « 1° *Nous repoussons le* rachat.
>
> . . . . . .
>
> « 4° *Nous relions le problème de l'expropriation à la question du pouvoir ouvrier et paysan.*
>
> « *La nécessité de lancer le mot d'ordre de l'expropriation dans* l'agitation *quotidienne, par conséquent d'une manière fractionnée, et non pas seulement d'un point de vue* propagandiste, *sous sa forme générale, est provoquée par le fait que les diverses branches de l'industrie se trouvent à divers niveaux de développement, occupent des places différentes dans la vie de la société et passent par divers stades de la lutte des classes. Seule, la montée révolutionnaire générale du prolétariat peut mettre l'expropriation générale de la bourgeoisie à l'ordre du jour. L'objet des revendications transitoires est de préparer le prolétariat à la résolution de cette tâche* ».

En évitant de revendiquer l'expropriation, c'est-à-dire la nationalisation sans indemnité ni rachat, plus encore en refusant de rattacher ce mot

d'ordre à la question du pouvoir ouvrier et paysan, les mandellistes de *La Gauche* se sont refusés à poser le problème du renversement de l'état bourgeois. De ce fait, ils vidaient le mot d'ordre de la nationalisation de l'énergie de tout contenu révolutionnaire, et transformaient une revendication transitoire en un mot d'ordre réformiste, tiré du catalogue de la social-démocratie et du stalinisme, et réalisable dans le cadre du capitalisme.

— « *La planification de l'économie pour garantir le plein emploi.* » Cette formule est devenue la tarte à la crème des réformistes dans le mouvement syndical. Comparons à ce point du programme de *La Gauche* la manière dont Léon Trotsky, dans notre programme, pose le même problème :

> « *La nécessité d'un "contrôle" sur l'économie, d'une "direction" étatique, d'une "planification", est maintenant reconnue — au moins en paroles — par presque tous les courants de la pensée bourgeoise et petite-bourgeoise, du fascisme à la social-démocratie... Les social-démocrates cherchent à vider l'océan de l'anarchie avec la cuiller d'une "planification" bureaucratique...*
>
> « *Le véritable rapport entre exploiteurs et "contrôleurs" démocratiques est caractérisé de la meilleure façon par le fait que messieurs les "réformateurs", saisis d'une sainte émotion, s'arrêtent au seuil des trusts, avec leurs "secrets" industriels et commerciaux... L'abolition du "secret commercial" est le premier pas vers un véritable contrôle de l'industrie...*
>
> « *L'élaboration d'un plan économique, même le plus élémentaire — au point de vue des intérêts des travailleurs et non de ceux des exploiteurs — est inconcevable sans contrôle ouvrier, sans l'intervention du regard ouvrier dans tous les ressorts apparents et cachés de l'économie capitaliste... Si l'abolition du secret commercial est la condition nécessaire du contrôle ouvrier, ce contrôle est le premier pas dans la voie de la direction socialiste de l'économie.* »

Ces lignes suffisent, car l'on peut lire et relire la collection de *La Gauche*, les articles de Mandel écrits à la veille de la grève générale ou pendant son déroulement ne contiennent pas l'ombre d'une propagande pour le contrôle ouvrier sur la production, exercé par les comités, propagande sans laquelle la revendication de la planification apparaît comme une recette social-démocrate sans la moindre portée. On trouve, par contre, dans *La Gauche*, nombre d'homélies réformistes sur le « *retour à la moralité commerciale* »...

— « *Constitution d'une société nationale d'investissements purement publique avec une dotation immédiate de 5 milliards.* » *La Gauche* se veut réaliste. Elle chiffre même le montant de l'apport de capital dont l'état bourgeois — la formule « *société purement publique* » permettant d'éviter de caractériser l'état bourgeois — dotera la société nationale d'investissements. Il suffisait de parcourir la Belgique durant la grève générale pour constater à quel point les travailleurs étaient conscients du « complot » des banques, et particulièrement de la Société Générale de Belgique,

contre leur niveau de vie. Il n'était pas trop tôt, loin de là, pour lancer le mot d'ordre transitoire de l'expropriation des banques privées, tout particulièrement de ladite Société Générale de Belgique, et de leur fusion dans une banque d'état unique, « *afin de réaliser un système unique d'investissements et de crédit selon un plan rationnel qui corresponde aux intérêts de toute la nation* » (programme de transition).

A une telle agitation, répondant très exactement à la portée révolutionnaire de la grève générale, *La Gauche* a substitué de vagues projets, lamentables par leur timidité, même en se plaçant sur le strict plan réformiste.

LES CABRIOLES DE MANDEL SUR LA QUESTION DU PROGRAMME

Avant le déclenchement de la grève générale, on pouvait lire dans l'éditorial anonyme de *La Gauche* du 10 décembre (la plupart des éditoriaux sont écrits par Mandel) :

> « *Le 14 décembre, dans tous les bassins industriels de Wallonie, les travailleurs débrayeront et manifesteront contre la loi inique, pour les réformes de structure.* »

« *Contre la loi inique* », bien, mais donner à la grève l'objectif de « *réformes de structure* », qui ne sont que des réformes de la structure capitaliste, c'est préparer le nœud coulant avec lequel la bureaucratie réformiste entend étrangler les aspirations spontanées des masses à la révolution.

Dans ce même édito, le lecteur ouvrier apprenait que :

> « *... l'action engagée doit poursuivre deux buts fondamentaux :*
>
> « *— le retrait de la loi inique...*
>
> « *— son remplacement par une "loi-cadre" instaurant les réformes de structure, qui permettent d'assainir l'économie en assurant une nouvelle tranche de progrès social.* »

L'adaptation au réformisme est ici complète : soumission à la démocratie bourgeoise ; pour but de la grève... le vote d'une « *loi-cadre* » par le parlement ; enfin, la perspective de la révolution socialiste est remplacée par celle d'une succession de « *tranches de progrès social* ».

Le 24 décembre, E. Mandel confirme d'ailleurs dans *La Gauche* qu'il est devenu un adepte de la théorie khrouchtchevienne des « *voies nouvelles* » (parlementaires) vers le socialisme :

> « *Pourquoi* », écrit-il sous le titre *"Heures décisives"*, et il souligne cette phrase remarquable, « *DES DÉPUTÉS SOCIALISTES NE DÉPOSERAIENT-ILS PAS D'URGENCE PAREILLE LOI-CADRE ("sur la réforme fiscale et les réformes de structure") ? POURQUOI NE REPRENDRAIENT-ILS PAS A CETTE FIN L'ESSENTIEL DU PROJET DE RÉFORME FISCALE ÉLABORÉ EN COMMUN PAR LA*

F.G.T.B. » (socialiste) « *ET LA C.S.C. ?* » (la centrale chrétienne des briseurs de grève). « *La grève acquerrait ainsi un but positif* (sic) *à côté de son but oppositionnel : l'adoption de ces projets socialistes* (sic), *à la place de la loi de malheur.* »

Le projet de « *réformes de structure* » est donc bien qualifié, par Ernest Mandel, écrivant en Belgique, le 24 décembre, de « *socialiste* ». Ce qui n'empêche nullement, avec un sens incontestable de l'humour noir, Pierre Gousset de noter, le 29 décembre, dans l'article déjà cité de l'hebdomadaire français *France-Observateur* :

« *... Depuis cinq ans, la F.G.T.B. a entretenu une propagande inlassable en faveur des "réformes de structure", c'est-à-dire de revendications transitoires qui, sans renverser le capitalisme, lui arracheraient cependant certains des principaux leviers de commande de l'économie.* »

Le qualificatif « transitoire » a ici pour but de faire croire au lecteur naïf que Gousset se tient vraiment sur la base du programme marxiste. Or, comme nous l'avons vu, et comme Gousset le constate lui-même, lesdites revendications n'ont absolument rien de *transitoire,* puisqu'elles ne visent nullement à « *renverser le capitalisme* ». On aimerait d'ailleurs savoir comment les travailleurs peuvent, « *sans renverser le capitalisme* », « *lui arracher cependant certains des principaux leviers de commande de l'économie* » (!). De telles conceptions sortent tout droit de l'arsenal de MM. Gaitskell ou Guy Mollet, mais certainement pas de celui du marxisme.

Mais le plus digne de remarque, c'est que, au moment même où Mandel, opérant en Belgique, baptise « *socialistes* » les « *réformes de structure* », Gousset constate en France que ces mêmes « *réformes de structure* » ne visent nullement à « *renverser le capitalisme* ». — Et qu'en pensait, au même moment, le satellite Germain ? Hélas, nous l'ignorons, car il semble avoir subi une éclipse totale pendant cette période. Peut-être, après un puissant effort mental, cet éminent théoricien marxiste serait-il arrivé aux mêmes conclusions que le correspondant de l'hebdomadaire français *L'Express* (organe du mendessisme) qui, le 29 décembre précisément, note que le programme des réformes de structure, tel que *La Gauche* le défend, est « *remarquablement modéré pour un Français ou même pour un Italien* », que « *la France l'a réalisé depuis quinze ans* » (bien qu'à notre connaissance aucun levier de commande de l'économie n'y soit entre les mains des travailleurs), et que « *M. Baumgartner pourrait approuver ce programme* » (M. Baumgartner est l'ancien gouverneur de la Banque de France, et l'actuel ministre des Finances de de Gaulle).

Mais qui la très peu sainte famille Germain et Mandel-Gousset veut-elle donc duper ? Mandel joue son rôle de politicien réformiste « de gauche » en trompant les travailleurs belges. Gousset œuvre, assez maladroitement, à dédouaner Mandel. Quant à Germain, une fois la grève terminée, il réapparaîtra pour tenter de tromper le mouvement trotskyste international quant au véritable caractère de l'activité des liquidateurs en Belgique pendant la grève générale.

Ce jeu apparaît encore plus clairement, comme nous allons le voir, dans la question du gouvernement.

GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN OU GOUVERNEMENT BOURGEOIS DE COLLABORATION DES CLASSES ?

L'étude de la collection de *La Gauche* durant la dernière période est riche d'enseignements sur la psychologie politique de ce centriste social-démocrate qu'est devenue l'ex-marxiste Mandel. Au-delà du cas personnel, nous voyons ici s'affirmer le caractère profondément capitulard du liquidationnisme, étranger au marxisme. C'est ce que confirment les positions prises par le représentant du liquidationnisme en Belgique.

En lisant les articles de Mandel, il nous faut toujours avoir à l'esprit la duplicité, ou plutôt la « n-plicité » dans laquelle il vit. Il y a, répétons-le, Ernest Mandel, Pierre Gousset ; il y a, par ailleurs, Ernest Germain. L'adaptation aux appareils constitue le dénominateur commun de leurs diverses positions, mais ces dernières sont souvent en partie contradictoires. Tout est affaire de moment et de public.

Avant le déclenchement de la grève générale, dans son éditorial anonyme de *La Gauche* du 10 décembre, c'est, sur la question du gouvernement, le « marxiste » qui parle :

> « *Les travailleurs... disent qu'ils ne sont pas prêts à faire grève pour remplacer un gouvernement par un autre (plus ou moins de même acabit). Ils ont cent fois raison.* »

Le 17 décembre, dans un nouvel édito anonyme, c'est toujours le « marxiste » qui s'exprime :

> « *Et sans aucun doute, le gouvernement actuel devra-t-il céder la place à un GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS APPUYÉ SUR LES SYNDICATS, pour que ces objectifs soient finalement réalisés.* »

Ne revenons pas ici sur les « objectifs » assignés par *La Gauche* au mouvement, et constatons que le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, objectif central indispensable de la grève générale, est ici correctement posé. Mais ensuite l'affaire se corse.

La grève générale se déchaîne spontanément le 20 décembre. Dans *La Gauche* du 24 décembre, Ernest Mandel, sous sa signature, assigne des perspectives gouvernementales à la grève. Il commence par exposer cette thèse marxiste :

> « *La grève se dirige davantage contre le gouvernement en tant que représentant collectif de la classe capitaliste que contre tel ou tel secteur du patronat. Incontestablement, le mouvement vise ainsi au renversement du gouvernement. Mais la question se pose : par quoi le remplacer ?*
>
> « *Nous avons, dans "La Gauche" proposé une formule claire :* gouvernement des travailleurs appuyé sur les syndicats. *La situation est-elle mûre ? Si elle ne l'est pas encore, elle peut le devenir dans quelques jours.* »

Brièvement tracée, c'est là une perspective correcte. Malheureusement, elle n'est là que pour rassurer les révolutionnaires qui lisent Mandel. Celui-ci va maintenant passer aux choses sérieuses. Il poursuit en effet :

> « *Plutôt que de nous perdre en vaines spéculations, précisons franchement ce qui est permis et ce qui ne l'est pas.*
>
> « *Les travailleurs craignent que si le gouvernement tombe à l'occasion de la crise sociale actuelle, le Parti Socialiste Belge entrerait* » (sic — si Mandel a oublié le marxisme, il faut lui rendre justice : il n'a jamais su le français), « *dans une nouvelle coalition pour que le pays ne devienne pas ingouvernable* ».

Les travailleurs, apparemment, n'ont pas tort d'être inquiets et c'est pourquoi l'ineffable Ernest, très sérieusement, va leur proposer et proposer aux dirigeants social-démocrates un objectif « *réaliste* » :

> « *L'immense majorité des grévistes réclame que pareil renversement des alliances ne se produise que si deux conditions sont remplies.* »

Si l'on comprend bien, et la suite nous éclairera, l'objectif gouvernemental de la grève générale est le gouvernement des travailleurs appuyé sur les syndicats, qui peut devenir une réalité immédiatement accessible (« *dans quelques jours* »). Les travailleurs craignent que le P.S.B., actuellement dans l'opposition, n'accepte de collaborer avec le parti social-chrétien dans un gouvernement de collaboration des classes. Ernest Mandel, lui, n'est pas hostile à un tel renversement des alliances, c'est-à-dire à la participation du P.S.B. au gouvernement bourgeois « *si deux conditions sont remplies* » :

> « 1° *Que le nouveau gouvernement abandonne la "loi unique" ;*
>
> « 2° *Que l'essentiel des réformes de structure soit retenu en tant que plate-forme ministérielle.*
>
> « *SI CES DEUX CONDITIONS* » (souligné dans le texte), « *NE SONT PAS REMPLIES, IL FAUT ÊTRE RÉSOLUMENT OPPOSÉ A TOUTE PARTICIPATION SOCIALISTE POUR METTRE FIN A LA GRÈVE* ».

Le gouvernement des travailleurs s'est évanoui dans les cieux du réalisme. Mandel l'a abandonné sans hésiter au bénéfice de la « *participation socialiste pour mettre fin à la grève* » à un gouvernement bourgeois... à condition... à condition... bien sûr ! Et à quelles conditions ? L'adoption d'un programme « *acceptable pour M. Baumgartner* » !

Mais le terrain est brûlant, et Ernest préférerait ne pas avoir eu à s'y engager :

> « *Néanmoins* », écrit-il, « *il n'est nullement indispensable de participer au gouvernement pour obtenir satisfaction sur l'essentiel. Sous la pression de la grève, le parlement peut être amené à refuser la loi unique et à prendre en considération d'autres projets de loi* ».

Malheureusement, le P.S.B. n'a pas de majorité au parlement. Qu'à cela ne tienne ! Le « réaliste » Mandel a trouvé une autre combine (à défaut de la combinaison gouvernementale proposée en premier lieu par lui) :

« Il suffirait que les députés démocrates-chrétiens écoutent la voix de leurs propres électeurs, qu'ils s'alignent, sous la pression de la grève, sur les aspirations de leurs propres mandants, pour qu'une nouvelle majorité parlementaire se dégage au moins sur ces deux questions : retrait de la loi unique, vote d'une loi-cadre sur la réforme fiscale et les réformes de structure. »

Et voilà ! Le tour est joué. Au mot d'ordre de classe qui jaillissait spontanément dans les meetings et défilés : *« A bas le gouvernement Eyskens ! »*, *« A bas le P.S.C. ! »*, et que les révolutionnaires se devaient de concrétiser en appelant les travailleurs à imposer par la grève générale un gouvernement P.S.B. appuyé sur les syndicats, Mandel a substitué une alternative dont les deux termes sont, l'un comme l'autre, vulgairement réformistes, vulgairement parlementaristes, à savoir : soit que le P.S.B. participe au gouvernement bourgeois *« pour mettre fin à la grève »* (Maurice Thorez, le leader stalinien français, ne déclarait-il pas en juin 36 : *« Il faut savoir terminer une grève »* ?), soit que les députés démocrates-chrétiens, soutiens d'Eyskens, *« écoutent la voix de leurs propres électeurs »*, c'est-à-dire que le gouvernement Eyskens (ou tout autre gouvernement à présidence démocrate-chrétienne) applique lui-même le programme *« socialiste »* défini par *La Gauche* et Mandel !

Mais la grève se termine enfin. Le « marxiste » va pouvoir réapparaître en Mandel, et se livrer de nouveau à des spéculations révolutionnaires, assuré qu'il est désormais de leur gratuité.

Dans une étude signée Mandel, prétentieusement présentée sous le titre *« Bilan et perspectives »* (l'auteur a lu Trotsky, c'est incontestable !) et que publie *La Gauche* du 28 janvier 1961, on lit :

« Toute grève générale est par la force des choses une grève politique... Elle est, en effet, dirigée contre la classe bourgeoise en tant que telle, c'est-à-dire la classe bourgeoise constituée en classe dominante, c'est-à-dire son gouvernement. Voilà pourquoi, inévitablement, à travers toute grève réussie se profile la trame d'un pouvoir nouveau, de la démocratie directe des travailleurs. Dans les bassins industriels wallons, la grève fut générale au-delà de tout espoir. Ce pouvoir nouveau y est nettement apparu en puissance, plus nettement encore qu'en 1936 ou qu'en 1950... C'est ce pouvoir nouveau embryonnaire qui a fait trembler de rage la bourgeoisie, qui l'a frappée de frayeur, qui l'a incitée à s'accrocher et à résister désespérément, sacrifiant, la mort dans l'âme, des milliards de revenus et de commandes. »

Mandel peut donc maintenant renouer le fil de ses *« analyses révolutionnaires »*. (Et, comme nous le verrons, le satellite Germain ne va pas tarder à sortir de l'ombre où l'éclipse inopportune de la grève générale l'avait plongé.) Durant tout le déroulement de la grève générale, du 20 décembre 1960 au 20 janvier 1961, Mandel s'est prudemment tenu sur le terrain *« solide »* et *« réaliste »* du réformisme. L'alerte a été chaude. Tout est néanmoins rentré dans l'ordre (bourgeois). Les ouvriers sont retournés à leurs conditions habituelles d'exploitation. Leur grève générale

a échoué. Si élevé qu'ait été le niveau atteint par leur mouvement spontané dans ce mois de grandes batailles de classes, ils n'ont pu briser l'étreinte bourgeoise des appareils « ouvriers ». Mandel, pendant ce mois, a tenu les positions qui sont les siennes, sur le flanc gauche des appareils. Avant d'examiner cette question capitale des rapports entre appareils et masses dans la grève générale belge, il nous faut brièvement analyser les positions du leader syndical réformiste de gauche, André Renard, et l'attitude de *La Gauche* à son égard.

ANDRE RENARD DANS LA GREVE GENERALE

Le 16 décembre 1960, au comité national de la F.G.T.B., André Renard déposait une résolution proposant le principe de la grève générale illimitée, en tant qu'objectif d'un plan qui prévoyait comme étapes successives des débrayages régionaux, une grève générale de 24 heures, et un référendum organisé dans toutes les entreprises. La résolution Renard recueillit 475.823 mandats contre 496.487 et 53.000 abstentions. Ce vote montrait le niveau de combativité atteint par la classe ouvrière belge, car, ne l'oublions pas, les participants au comité national élargi appartiennent, dans leur grande majorité, à l'appareil de la F.G.T.B. La faible majorité obtenue par l'aile droite de l'appareil démontrait que, derrière l'aile gauche dirigée par André Renard, s'était regroupée l'immense majorité des travailleurs. Car, dans une situation révolutionnaire, toute représentation des travailleurs, et à fortiori dans une organisation bureaucratisée comme le sont toutes les centrales syndicales, est toujours une représentation déformée, en retard sur le niveau de combativité des masses. La pression des masses était si intense que la représentation bureaucratique de la classe ouvrière n'avait pu éviter d'y répondre.

Le 20 décembre 1960, à la suite de l'annonce de la grève illimitée décidée par la Centrale Générale des Services Publics, toutes les corporations, spontanément, dépassant même les prévisions du plan élaboré par André Renard, vont s'engager dans la grève générale. Il en est ainsi de la totalité des ouvriers wallons, des secteurs flamands décisifs d'Anvers et de Gand, etc. Les 27 et 28, le mouvement est à son plus haut point. Le gouvernement est impuissant et paralysé. La grève générale est maîtresse du pays. Il faut bien s'entendre sur la notion de grève générale. L'expérience le démontre, une grève peut mériter le qualificatif de « générale » bien qu'elle n'entraîne pas la totalité de la classe ouvrière. Ainsi, en France, en juin 1936, d'importants secteurs ouvriers sont restés en dehors de la grève générale : postiers, fonctionnaires, cheminots, usines métallurgiques de certaines régions, etc. La signification révolutionnaire de juin 1936 n'en était pas moins claire : bien que la totalité des travailleurs n'ait pas participé à l'action, les secteurs ouvriers décisifs à ce moment de la lutte des classes, en s'engageant dans la lutte, posaient le problème du pouvoir.

En Belgique, particulièrement en Flandre, la grève générale ne fut pas non plus totale ; Anvers, Gand et d'autres grands centres ouvriers

n'en participèrent pas moins au mouvement ; la signification révolutionnaire du mouvement résultait de ce que les secteurs décisifs étaient engagés dans une action qui mettait en question l'existence même du régime capitaliste.

A partir des 27 et 28 décembre, la grève générale piétine. Spontanément, les travailleurs, dans les meetings et les démonstrations de rues, fixent le prochain objectif à atteindre : la *marche sur Bruxelles,* c'est-à-dire l'affrontement direct avec l'appareil d'état bourgeois, dont les organes dirigeants, gouvernement, parlement, trône, sont concentrés à Bruxelles. A Mons, par exemple, des travailleurs disent, le 28 décembre : « *Cette fois-ci, ils* » (c'est-à-dire les dirigeants réformistes) « *ne nous referont pas le coup de 1950, lorsque nous sommes montés à Bruxelles. Ils nous ont dit :* "Le roi a abdiqué, rentrez chez vous." *Léopold avait effectivement abdiqué, mais nous avons eu Baudouin.* »

Que va faire le leader de l'aile gauche, André Renard ? Le 3 janvier, dans un meeting, il s'élèvera contre l'exigence formulée par les manifestants qui crient : « *Marche sur Bruxelles !* » Renard y opposera l'*abandon éventuel de l'outil de travail,* mot d'ordre d'apparence radicale, mais qui ne faisait qu'exprimer l'orientation profondément capitularde de ce réformiste de gauche. En effet la bourgeoisie belge n'a pas hésité à perdre plusieurs milliards, sinon plus d'une dizaine de milliards, de francs belges, pour éviter qu'une victoire, même partielle, du prolétariat n'ouvre une période révolutionnaire, où le problème du pouvoir se serait directement posé. Dans ces conditions, même si André Renard avait effectivement décidé de passer à l'exécution de son mot d'ordre, l'abandon de l'outil de travail — des hauts fourneaux — aurait, certes, coûté à la bourgeoisie belge bien plus cher encore ; mais elle était prête à payer ce prix pour empêcher que sa situation de classe dominante ne soit directement menacée. Dans tous les pays et en toutes circonstances, la classe dominante est prête à payer très cher pour conserver intact son appareil d'état face à la menace révolutionnaire. Thiers, en 1871, n'avait-il pas préféré verser à Bismarck cinq milliards de francs de l'époque plutôt que d'armer le Paris communard ? De plus, Renard a choisi, pour envisager l'application de ce mot d'ordre désespéré qu'est « l'abandon de l'outil », un moment où la situation était loin d'être désespérée, et bien au contraire ; la vague montante de la grève générale venait d'atteindre son point culminant et l'assassinat d'un ouvrier bruxellois par les forces de répression remplissait le cœur de chaque gréviste d'une haine farouche contre la bourgeoisie et son état. Enfin — et ceci n'est pas la moindre charge contre le bavard réformiste de gauche — brandissant la menace, Renard n'a même pas eu le courage de l'exécuter. Ainsi, ce mot d'ordre d'« abandon de l'outil de travail » apparaît essentiellement comme ayant servi au secrétaire général adjoint de la F.G.T.B. pour détourner les masses de l'objectif qu'elles s'étaient spontanément assigné : marche sur Bruxelles pour affronter directement le pouvoir d'état bourgeois.

Au moment même où il formulait ce mot d'ordre démobilisateur, A. Renard se préparait à nuire d'une manière encore plus grave à la combativité des masses, avec le fédéralisme wallon. Qu'il y ait, en Wal-

lonie, un sentiment régionaliste, cela ne fait aucun doute. Mais, dans la grève générale, les ouvriers flamands avaient à faire face aux plus grandes difficultés ; cependant, les secteurs ouvriers essentiels, à Anvers, à Gand, à Bruges, etc., étaient entrés dans la lutte. Toute la Wallonie ouvrière était suspendue aux nouvelles de l'extension de la grève générale en pays flamand. Le secrétaire général de la centrale des métallurgistes (organisation à laquelle appartient Renard), Raymond Latin, au cours d'un meeting à Bruxelles, venait de déclarer, follement applaudi, si l'on en croit le compte rendu de *La Gauche* du 1er janvier : « *Toute la Wallonie est décidée à vaincre. La Flandre bouge !* » C'est alors que Renard entreprit de dévier la grève générale de son objectif : marche sur Bruxelles, en divisant le front prolétarien par la mise en avant de revendications spécifiquement wallones. Tous les efforts du réformiste de gauche capitulard tendirent désormais à régionaliser la grève générale nationale. Van Acker, le leader social-démocrate, a eu au moins, lui, le mérite de prendre ses responsabilités en condamnant publiquement, avec le gouvernement, les « violences ouvrières ». Au moins, cela était clair, net, précis ; chaque travailleur en lutte savait à quoi s'en tenir. Mais André Renard, cet hypocrite gauchiste verbal, a, lui aussi, bien servi la bourgeoisie belge.

L'indignation qui saisit tout militant ouvrier honnête devant les palinodies d'un Renard doit être malgré tout tempérée. Après tout, le leader de l'aile gauche des syndicats belges ne s'est jamais prononcé pour la révolution socialiste et la destruction de l'ordre bourgeois. Bien au contraire. Il suffit de lire l'interview qu'il a donnée à l'hebdomadaire *France-Observateur,* pendant la troisième semaine de grève, interview publiée le 19 janvier 1961, pour s'en rendre compte :

> « *Le programme de réformes de structure de la F.G.T.B. réclamait* », déclarait Renard :
>
> « a) *La nationalisation ou la mise sous contrôle public de l'énergie ;*
>
> « b) *La création d'un organisme central de planification ;*
>
> « c) *La création d'organismes de financement public palliant la déficience du capitalisme ;*
>
> « d) *Le contrôle populaire des holdings en vue d'assurer l'orientation sélective des investissements privés.* »

Il se prononçait pour « *les techniques d'orientation des investissements de contrôle du crédit, de planification indicative* » (qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ?), en vue de passer du stade du capitalisme libéral à celui du capitalisme dirigiste. Pour lui, la grève générale était une « *grève économique qui fait peser une pression sur le capitalisme et l'état* ». Ce n'était donc certes pas une grève politique visant à la subversion révolutionnaire du capitalisme et de l'état ! D'ailleurs, l'objectif que Renard s'était assigné, c'était :

> « *la constitution en Wallonie d'un gouvernement socialiste majoritaire* » (donc un gouvernement parlementaire de collaboration des classes avec la minorité bourgeoise), qui « *permettrait d'expérimenter l'application ici de notre programme de réformes de*

structure » (programme bourgeois qui, comme nous l'avons vu, ne remet pas en cause le régime capitaliste, selon l'une des variantes de Mandel lui-même), « *et, par là même, de créer en Wallonie une atmosphère d'expansion économique qui ne pourra pas ne pas être suivie avec intérêt par tous les travailleurs belges* ».

Autrement dit, Renard se proposait de constituer un gouvernement social-démocrate de « land », de province, tel qu'il en existe dans l'Allemagne d'Adenauer !

Le 23 janvier 1961, dans une interview au quotidien français *Combat*, André Renard déclarait :

« *NOS OBJECTIFS IMMÉDIATS SONT ATTEINTS.*

« *NOTRE CALME EFFRAIE L'EXTRÊME DROITE.*

« *LA GRÈVE EST INTERROMPUE MAIS LE COMBAT CONTINUE.* »

Cet homme se contentait décidément de peu. Après tout, c'est normal. Tenter de travestir l'échec en victoire était une nécessité pour lui, sinon il aurait été dans l'obligation de dénoncer ses propres responsabilités. Thorez et Mollet, chacun à sa façon, ne font pas autre chose en France depuis le 1er juin 1958.

« LA GAUCHE » ET MANDEL A LA REMORQUE DE RENARD

On doit à la vérité de signaler que *La Gauche* et Mandel se sont sentis mal à l'aise face aux positions de Renard. Mais quelques cabrioles, quelques critiques feutrées leur ont suffi pour soulager leur conscience et rester à la remorque du leader capitulard de la gauche réformiste. Seul, l'éditeur de *La Gauche*, Jacques Yerna, s'efforça, dans la première partie de la grève générale, de conserver quelque peu son indépendance Hélas ! Comme nous le verrons plus loin, il ne tarda pas à se réaligner.

Dans l'éditorial anonyme de *La Gauche* du 17 décembre, on lit :

« *André Renard a déclaré son accord de principe avec ce mot d'ordre* » (grève générale au finish) « *lors de son discours du 14 décembre. Voilà donc l'objectif à atteindre au cours des semaines qui viennent* ».

A cette date (17 décembre), c'est-à-dire avant le déclenchement de la grève générale spontanée, il apparaît correct d'appuyer Renard, bien qu'il soit faux d'épouser totalement, et sa tactique de grève, sur laquelle nous reviendrons, et, avant tout, son programme bourgeois de réformes de structure.

Le 5 janvier 1961, dans *France-Observateur* (notons que la plupart des critiques adressées par Mandel à Renard seront formulées sous la signature de Pierre Gousset, dans cet hebdomadaire petit-bourgeois *parais-*

sant en France), Gousset donc se délimite avec une prudence extrême de la « *revendication... partie... de l'aile Renard de la F.G.T.B. de l'"abandon de l'outil de travail"* », à laquelle il oppose celle, « *partie surtout de la base, de la "marche sur Bruxelles"* ».

Jusque-là, peu de choses à dire. Mais, avec l'édito anonyme de *La Gauche* du 7 janvier 1961, commence à se manifester cette duplicité fondamentale, fruit de mœurs politiques sans principe, dont les liquidateurs usent en maîtres :

> « *Les dirigeants wallons de la F.G.T.B. ont décidé d'abandonner en temps voulu l'outil. C'est une arme terrible et efficace, mais c'est une arme du dernier ressort. Avant de l'appliquer sur grande échelle, il faut pousser l'action.* »

Il n'est donc plus question de condamner cette arme de l'abandon de l'outil : elle est « *terrible et efficace* ». Il faut en soutenir l'emploi !

Cependant, parlant des initiatives de caractère fédéraliste qui viennent d'être prises en Wallonie, Pierre Gousset, dans *France-Observateur* du 5 janvier 1961, affirme que :

> « *si elles accentuent incontestablement la pression sur le gouvernement, elles n'en introduisent pas moins un élément de trouble et de division dans les entreprises. Elles ne sont pas faites pour cimenter l'union entre travailleurs flamands et wallons, absolument indispensable à la réussite du combat* ».

Mais, dans cet éditorial anonyme de *La Gauche* du 7 janvier, donc paru deux jours plus tard, que nous venons de citer, Mandel atténue sa critique, affirmant, contrairement à la vérité (et à ce qu'il a écrit dans *France-Observateur* du 5), que :

> « *le fédéralisme n'est pas le but de cette grève, comme André Renard vient encore de le préciser nettement* ».

Dans *France-Observateur* du 5 janvier, il se gardait bien de nommer Renard à propos du fédéralisme, écrivant textuellement :

> « *... Il se vérifie chaque jour davantage que certains dirigeants syndicalistes et socialistes wallons introduisirent dans la grève l'objectif du fédéralisme et la constitution d'un gouvernement wallon autonome...* »

« *Certains dirigeants...* » « Ces méchants, qui sont-ils ? », pouvait, à bon droit, demander le lecteur. Mais ce n'est pas chez Pierre Gousset qu'il l'aurait appris. Par contre, si ce lecteur inquiet avait eu connaissance du numéro de *La Gauche* de la même semaine, il aurait été réconforté en y apprenant d'Ernest Mandel que, s'il est sur cette terre belge d'anonymes méchants, il est aussi des justes, ou au moins un : André Renard, lequel « *vient encore de préciser...* etc. ». Plus Renard avancera dans la voie de la trahison du mouvement, plus *La Gauche* le portera aux nues, et plus elle s'identifiera avec lui. Prenons le numéro suivant de *La Gauche* (14 janvier). Sous la plume de Gaston Dobbeleer, nous y lisons :

« *Vendredi dernier* » (c'est-à-dire le 7, après la formulation, par Renard, des revendications démobilisatrices de l'abandon de l'outil et du fédéralisme wallon), « *les 40.000 travailleurs concentrés place Saint-Paul, à Liège, écoutèrent calmement la magnifique harangue d'André Renard...* ».

Et, dans un autre article de la même page, intitulé « *Au pays noir* », et signé Glinne :

« *... Un peu partout on réclame et acclame Renard,* La Gauche, *et les hommes qui symbolisent les tendances radicales de notre mouvement.* »

Mais ce qu'aucun marxiste ne pourra lire sans avoir le cœur serré, ce sont ces lignes d'Emile Van Ceulen qui, en 1950 — il était encore marxiste à cette époque — s'est conduit magnifiquement lors de la marche sur Bruxelles. Dans ce même numéro de *La Gauche*, Van Ceulen se porte garant de la fermeté de Renard :

« *Le discours de Renard* » (à la manifestation de La Louvière) « *a été ferme. Il a dit qu'il n'y aura pas de compromis, il faut retirer la loi unique. Et je crois que nous devons, avec Renard, tenir jusqu'au bout pour le retrait de cette loi de malheur* ».

Au même moment, Pierre Gousset, dans *France-Observateur* daté du 12 janvier, atteint le plus haut degré de son audace dans la critique contre Renard :

« *La volonté de lutte de centaines de milliers de grévistes est plus manifeste que jamais. Si M. Renard s'appuie sur elle, le geste de M. Van Acker* » (dénonçant les violences des grévistes) « *peut avoir des conséquences très graves sur l'unité du mouvement socialiste. Si les dirigeants de la grève acceptent la nouvelle orientation des dirigeants socialistes, la grève par contre entrera dans sa phase de liquidation* ».

Passons sur le fait que Pierre Gousset n'a, une fois encore, pas osé désigner nommément A. Renard (« *les dirigeants de la grève* ») quand il le critique. C'est un fait que la grève générale est entrée, à ce moment, dans sa phase de liquidation. Elle se terminera le 20 janvier, parce que les dirigeants de la grève (dont Renard) auront refusé de s'appuyer sur la « *volonté de lutte de centaines de milliers de grévistes* », préférant « *accepter la nouvelle orientation des dirigeants socialistes* » à la Van Acker.

Or, dans l'éditorial anonyme de *La Gauche* du 14 janvier, Mandel écrira :

« *Ce que la bourgeoisie cherche à atteindre grâce à une obstination désespérée qui lui coûte des milliards... c'est de briser cette pointe d'acier de notre mouvement ouvrier, incarnée par le camarade André Renard, qu'elle considère comme une menace permanente pour son système.* »

André Renard n'était, hélas, qu'une vulgaire pointe en fer blanc pliant devant la bourgeoisie.

Nous posons de nouveau la question : est-il possible de tolérer plus longtemps qu'un homme qui, avec une infinie duplicité, critique en France André Renard, au moment même où il l'encense et le fait encenser en Belgique, que cet homme puisse prétendre à la qualité de marxiste révolutionnaire ?

LA MARCHE SUR BRUXELLES

Un des traits caractéristiques du courant liquidateur consiste à camoufler constamment sa politique véritable. Il y a de tout dans les articles écrits par Mandel dans *La Gauche* : le pour et le contre, le correct et l'incorrect, le faux et le vrai. Cependant, ce qui est positif n'y joue que le rôle d'un rideau de fumée visant à masquer la capitulation la plus éhontée devant l'appareil. Car toute cette logomachie avait un objectif précis. Mandel était parfaitement conscient du contenu révolutionnaire de la grève générale et des problèmes qu'elle posait. Seulement, il n'était pas moins conscient de l'impossibilité d'une conciliation entre la politique marxiste révolutionnaire et celle du réformiste de gauche André Renard, avec qui il ne voulait rompre à aucun prix. Le prix qu'il a payé, c'est l'abandon de la ligne révolutionnaire. Cela est particulièrement clair à propos de la marche sur Bruxelles, où les tours de passe-passe de notre éminent Ernest prennent un aspect grotesque.

C'est dans *La Gauche* du 1er janvier 1961 qu'on peut lire pour la première fois, en titre et en rouge : « *ORGANISONS LA MARCHE SUR BRUXELLES* », mais sans que cet appel soit relié au mot d'ordre organisationnel qui pourrait seul lui donner un contenu immédiatement accessible : « *Congrès des Comités de grève* ». De ce mot d'ordre, il ne sera pas question. Nous y reviendrons.

Le 7 janvier, en première page, *La Gauche* commence à expliquer comment, à son sens, la marche sur Bruxelles devrait être organisée :

> « *AU GOUVERNEMENT DES GENDARMES, OPPOSONS LA DÉMOCRATIE DES TRAVAILLEURS.*
>
> « *MARCHE SUR BRUXELLES.*
>
> « *WALLONS, FLAMANDS : ENVOYEZ DÈS MAINTENANT DE GROSSES DÉLÉGATIONS DANS LA CAPITALE !*
>
> « *BRUXELLOIS : PRÉPAREZ DES COMITÉS D'ACCUEIL ! ! !* »

La marche sur Bruxelles, selon *La Gauche*, ce n'est donc pas la mobilisation générale des centaines de milliers de grévistes investissant la capitale, c'est la concentration de « *grosses* » délégations, reçues par des « *comités d'accueil* » *bruxellois*. Qu'est-ce à dire ?

L'éditorial va quelque peu nous renseigner :

> « *Il faut pousser l'action. L'objectif le plus populaire, à ce propos, c'est la marche sur Bruxelles. Les clameurs de milliers de manifestants... l'ont prouvé cette semaine... Pris de panique devant la perspective de cette marche sur Bruxelles, le gouvernement des*

gendarmes a transformé Bruxelles en un camp retranché... Mais tous ces préparatifs sont parfaitement inefficaces. Toute marche qui voudrait se concentrer sur un seul jour et se heurter à cette concentration de forces répressives serait naturellement une folie. Par contre, toute marche qui s'échelonnerait sur plusieurs jours, c'est-à-dire qui amènerait tout de suite, et dans les jours qui suivent, quotidiennement, des milliers de Wallons et de Flamands à Bruxelles, placerait le gouvernement devant un dilemme terrible. Ou bien il laisse passer, et alors 200 à 300.000 travailleurs se trouveraient bien vite dans la capitale et y pèseraient de tout leur poids sur le Parlement. Ou bien il installe ses barrages, et alors il désorganise et arrête lui-même tout le trafic dans le pays pendant plusieurs jours, sinon pendant une semaine, contribuant ainsi à sa manière à l'arrêt total de toute l'activité économique, au triomphe de la grève générale.

« Notre proposition n'a rien d'insurrectionnel. Elle est parfaitement légale. »

O combien légale, et combien peu insurrectionnelle, en effet !

Si l'on comprend bien l'expert ès-stratégie révolutionnaire Ernest Mandel, 200 à 300.000 travailleurs, après s'être « *infiltrés* » dans Bruxelles, avec l'accord des gendarmes qui les « *laisseraient passer* », se garderaient bien d'avoir pour objectif autre chose que de faire pression sur le parlement, c'est-à-dire d'aboutir, comme il nous l'a expliqué par ailleurs, à un renversement de la majorité parlementaire, avec ou sans participation socialiste au gouvernement. Après quoi, tout rentrerait dans l'ordre. Mais le sage Mandel a tout prévu : si le gouvernement et ses gendarmes interdisent l'entrée à Bruxelles de « *grosses délégations* » s'échelonnant sur plusieurs jours, alors... c'est le « *triomphe de la grève générale* ». Mais le triomphe de la grève générale, n'est-ce pas là le vœu le plus cher de l'éminent Ernest et de *La Gauche* ? Ils doivent donc — la logique de Mandel ne leur laisse pas d'autre issue — souhaiter que les gendarmes barrent la route aux grévistes, et les contraignent à retourner chez eux !

Toutefois, là où notre Machiavel de sous-préfecture se surpasse, c'est lorsqu'il propose d'organiser une marche sur Bruxelles en cachette du gouvernement, incognito en quelque sorte. Des « *comités d'accueil* », vêtus de manteaux couleur de muraille, recevront, à la barbe des gendarmes d'Eyskens, les « *grosses délégations* » déguisées en touristes, et qui marcheront sur Bruxelles, non ! qui s'y « *infiltreront* » (sic). L'insurrection, selon Marx, est un art. Selon Mandel, c'est la commedia dell'arte. Pablo avait trouvé *l'entrisme sui generis*. Mandel, lui, a inventé la *révolution sui generis* (les réformes de structure), et *l'insurrection sui generis* (celle qui se fait sans que les gendarmes s'en aperçoivent). Il est vrai qu'elle laisse en place les institutions bourgeoises.

Ni vu, ni connu, rien dans les mains, rien dans les poches, « *rien d'insurrectionnel* » en tout cas, et le prestidigitateur Mandel a organisé... l'infiltration dans Bruxelles.

Le prestidigitateur sait pourtant très bien de quoi il parle. N'écrit-il pas, dans ce même article où il dévoile tout son génie stratégique :

> « *Avec ses 18.000 misérables gendarmes, Eyskens est impuissant devant un million de grévistes.* »

Alors ? Pourquoi toutes ces jongleries verbales, qui ne peuvent que désorienter les centaines de milliers de manifestants qui entendent marcher sur Bruxelles ? C'est que le clairvoyant Ernest s'efforce de minimiser autant qu'il le peut ce mot d'ordre, expression du développement rapide de la conscience révolutionnaire des grévistes, de le réduire à celui d'une marche « *pacifique, non violente* » (*La Gauche* du 28 janvier 1961), et limitée à des « *délégations* ».

Ce qu'entend faire Mandel est clair. Il lui faut bien un faux nez de révolutionnaire, pour pouvoir jouer le rôle qui est le sien dans la démobilisation de la classe ouvrière belge. *La Gauche* n'est-elle pas le « *symbole du courant le plus radical* », etc. ? Et les grévistes, eux, veulent la marche sur Bruxelles — ils semblent même avoir beaucoup moins peur que Mandel des gendarmes d'Eyskens, si l'on en croit un reportage au Borinage paru dans ce même numéro de *La Gauche* du 7 janvier, où le subtil Ernest expose par ailleurs son infiltrante stratégie :

> « *...La marche sur Bruxelles n'est pas exclue et l'on s'y prépare. Ce ne sont pas les mitrailleuses postées à Zuen qui empêcheront l'affaire... Les Borains n'excluent pas non plus l'insurrection totale.* »

« *De la folie* » — comme le dit Mandel en quatrième page du même journal. Mais le directeur du « *symbole* » sent néanmoins la nécessité de donner aux grévistes quelques satisfactions verbales. C'est pourquoi *La Gauche* titre sur la « *Marche sur Bruxelles* »... et propose d'organiser « *l'infiltration* ». Mot d'ordre qui, pense le prudent Ernest, ne peut porter ombrage aux dirigeants sociaux-démocrates, farouchement hostiles, Renard tout le premier, à la marche sur Bruxelles.

Sur ce point, pourtant, l'habile homme s'est trompé. Les dirigeants de l'appareil réformiste ont, de l'art d'empêcher les masses de sortir des cadres du parlementarisme bourgeois, une expérience beaucoup plus longue que le néophyte Mandel. Ils savent combien, à ce moment précis de la grève, la situation est tendue. Le 6 janvier, cinquante mille grévistes ont manifesté à Liège, puis se sont heurtés violemment aux forces de répression pendant plusieurs heures. La combativité des travailleurs est à son plus haut point, mais ils ne savent quelle issue lui donner. Et les dirigeants n'ignorent pas que la grande majorité des grévistes veut la marche sur Bruxelles. Aussi craignent-ils que même le mot d'ordre édulcoré de *La Gauche* ne puisse résonner, aux oreilles des grévistes, comme une incitation à les déborder. Les bureaucrates décident donc que *La Gauche* doit se taire. Ils le lui font savoir sans ambage.

Et *La Gauche* se taira. Le numéro suivant (14 janvier) ne dit plus un mot de la marche sur Bruxelles. Renard commande, Mandel obéit. Et c'est Jacques Yerna — probablement parce que, comme nous l'avons

dit, il avait eu, jusque-là, une attitude plus ferme que Mandel — qui est chargé de l'agréable besogne d'expliquer la capitulation du « *symbole du courant le plus radical* » devant l'accusation d' « *irresponsabilité* » lancée contre lui par les appareils.

Sous le titre « *A propos des irresponsables* », voici ce qu'écrit Yerna :

> « *Nous ne pouvons... rester indifférent devant l'avis publié dans* Le Monde du Travail *et* La Wallonie » (le quotidien de Renard). « *Il nous est reproché d'avoir lancé le mot d'ordre d'une marche sur Bruxelles, alors qu'unanimement les dirigeants du Mouvement s'y étaient opposés...*
>
> « *Il nous paraît tout d'abord qu'aucun reproche ne peut être adressé à* La Gauche. *Si nous avons lancé le mot d'ordre de la marche sur Bruxelles, c'est avant que le Congrès national de l'Action Commune de Liège du jeudi 5 janvier ne l'ait rejeté pour se prononcer sur l'abandon de l'outil.*
>
> « *...Nous l'avons fait avec la certitude... que les conditions dans lesquelles il fallait l'organiser étaient de nature à écarter des risques trop grands...*
>
> « *Il nous plaît de souligner que notre journal a fait écho aux aspirations de nombreux travailleurs. Les communaux à Anvers et à Liège qui ont été à la base du mouvement, les cheminots à Liège, les nombreux comités de grève de Charleroi et du centre, les grévistes réunis en assemblée générale à Haine-Saint-Pierre, s'étaient en effet prononcés dans le même sens.*
>
> *Comme nous constatons aujourd'hui que cette revendication n'a pas été reprise par les dirigeants, nous nous inclinons, mais nous rappelons qu'au moment où notre annonce de la semaine passée a paru, aucune indication n'était encore connue à ce sujet.* »

Ce texte mérite qu'on s'y arrête ; avec lui c'est, en effet, un problème fondamental, concernant l'attitude des révolutionnaires qui militent au sein d'une organisation de masse contrôlée par un appareil bureaucratique — un problème fondamental dans toute tactique « entriste », autrement dit — qui se trouve posé. *La Gauche*, en ce qui la concerne, le résout d'une certaine manière. Mais comme la solution à apporter à ce même problème a été, par ailleurs, l'une des causes de rupture essentielles entre les trotskystes et les liquidateurs pablistes, il nous faut l'examiner plus à fond.

Lorsque, au début de 1952, Pablo et ses partisans décidèrent d'imposer aux militants trotskystes la tactique baptisée par eux « *entrisme sui generis* », nous lui avons objecté en bref ceci : — La question fondamentale n'est pas de savoir s'il convient ou non d'adopter une tactique d'entrisme, ou encore de travail de fraction, vis-à-vis de telle ou telle organisation de masse. C'est là une question qui doit être résolue suivant les circonstances concrètes, la période, le pays, la nature de l'organisation dans laquelle on prétend entrer, la force ou la faiblesse des révolutionnaires, etc. Cette discussion concrète ne porte que sur la tactique, et ne met pas en jeu de divergences de principe. Ce qui, par contre, est décisif, c'est la perspective du travail entriste éventuel. S'agit-il de s'adapter aux

appareils avec l'espoir de parvenir un jour à les redresser, sous « *la pression des masses* », des « *conditions objectives* », etc. — ou bien s'agit-il d'œuvrer au débordement et à la destruction des appareils par les masses ? *L'entrisme sui generis*, c'est l'adaptation aux appareils, c'est la liquidation des fractions marxistes révolutionnaires au sein des organisations staliniennes ou réformistes.

C'est là une alternative qui ne comporte ni échappatoire ni atermoiement. Dans le développement d'un travail entriste (et même de tout travail de masse), un peu plus tôt ou un peu plus tard, la lutte des classes finit toujours par la poser — et toujours sur le tranchant du couteau. De grands combats sont livrés par la classe ouvrière ; et, au cours de ces combats, les aspirations des masses et les besoins de leur lutte entrent en conflit avec les exigences de la politique de collaboration des classes de l'appareil. Que doivent faire alors les révolutionnaires ? Donner une expression claire et cohérente aux aspirations profondes des masses, au risque de subir les attaques et la répression de l'appareil ? ou s'aligner sur l'appareil en contribuant pour leur part à duper les masses ? L'histoire ne tolère jamais de réponse équivoque à cette question-là. Toujours, elle impose le choix sans réserve.

Toute discipline a un contenu social précis. A qui *La Gauche* s'est-elle montrée disciplinée ? Aux communaux, aux cheminots, aux comités de grève, aux assemblées générales de grévistes qui — du propre aveu de *La Gauche* — exigeaient la marche sur Bruxelles ?

Non. Vis-à-vis des organes de la démocratie ouvrière, les liquidateurs ne se sentent nulle obligation. Mais à l'Action Commune, expression suprême des appareils réformiste et syndical (1), Mandel obéit sans hésitation, ni murmure, ni délai. Il ne regrette qu'une chose : n'avoir pu obéir d'avance ! Quel dommage si « *aucune indication n'était encore connue* », quant aux ukases de l'appareil, la semaine précédente !

AUX HEURES DÉCISIVES DE LA LUTTE DES CLASSES, LES LIQUIDATEURS SONT *AVEC LES APPAREILS — CONTRE LES MASSES*.

Pendant l'hiver 1958-1959, les marxistes révolutionnaires anglais se sont trouvés devant un dilemme semblable. Une vague de grève se développait dans l'industrie anglaise — grèves officielles menacées de subir un échec du fait de la tactique dilatoire des bureaucrates, ou grèves « sauvages », contre lesquelles l'appareil des syndicats était solidaire du patronat. Là aussi, il fallait choisir. Les marxistes anglais ne pouvaient hésiter. Ils firent de leur presse (l'hebdomadaire *The Newsletter*, et leurs divers organes d'industrie) l'expression des aspirations des grévistes, conquérant ainsi des positions précieuses dans les masses. La réaction de l'appareil ne se fit pas attendre. Transport House, siège de la direction droitière du Labour Party, interdit la diffusion des *Newsletter* dans les rangs travaillistes, et entreprit une procédure d'exclusion du Labour contre certains militants marxistes. Les révolutionnaires anglais répondirent à la

(1) L' « **Action Commune** » comprend les représentants du P.S.B., de la F.G.T.B., des Coopératives et des Mutuelles.

« chasse aux sorcières » en déployant leur drapeau et leur programme. Ils fondèrent la *Socialist Labour League,* qui aujourd'hui, n'est pas seulement l'organisation marxiste révolutionnaire la plus puissante d'Europe, mais encore, en dépit de la « chasse aux sorcières », occupe dans les rangs du Labour Party des positions considérablement plus fortes qu'à cette époque.

Il va de soi que la fondation de la S.L.L. et l'attitude des révolutionnaires anglais dans les grèves leur ont valu de violentes attaques des pablistes, qui ne perdirent pas une si bonne occasion de montrer une fois de plus leur solidarité avec l'appareil. Tout le mal, d'après eux, venait de l' « aventurisme » des marxistes anglais. Que n'imitaient-ils la sage tactique de Mandel ? Ils n'auraient certes pas risqué la répression de la bureaucratie.

AUX HEURES DÉCISIVES DE LA LUTTE DES CLASSES, LES REVOLUTIONNAIRES SONT *AVEC LES MASSES — CONTRE LES APPAREILS.*

Pablo, qui a ses heures de franchise cynique, répéta plusieurs fois en 1951-1952 qu'à son sens, le programme de transition de la Quatrième Internationale était périmé. Le programme a, en effet, quelque chose à dire de la tactique de Mandel :

> *« C'est pourquoi les sections de la IVe Internationale doivent constamment s'efforcer, non seulement de renouveler l'appareil des syndicats en proposant hardiment et résolument dans les moments critiques de nouveaux leaders prêts à la lutte au lieu des fonctionnaires routiniers carriéristes, mais encore de créer dans tous les cas où c'est possible des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise, sans même s'arrêter, si c'est nécessaire, devant une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats. S'il est criminel de tourner le dos aux organisations de masse pour se contenter de fictions sectaires, il n'est pas moins criminel de tolérer passivement la subordination du mouvement révolutionnaire des masses au contrôle de cliques bureaucratiques ouvertement réactionnaires ou conservatrices masquées (« progressistes »).*

Combien actuelles sont ces lignes, lorsqu'on les lit après la « déclaration de capitulation » de *La Gauche,* citée plus haut !

Les liquidateurs peuvent bien ne pas reconnaître le programme. Le programme n'en connaît pas moins fort bien les liquidateurs.

APPAREILS BUREAUCRATIQUES ET MASSES

Dans son article « *Bilan et perspectives* », publié par *La Gauche* le 28 janvier 1961, Ernest Mandel écrit :

> *« Des aspects nouveaux et imprévus de la guerre de classe sont aussi apparus à tous ceux qui cherchent à préparer les batailles à venir. »*

Aspect nouveau et imprévu, la trahison de l'aile réformiste de droite ?

Aspect nouveau et imprévu, la couardise petite-bourgeoise de l'aile gauche réformiste ?

Les problèmes de stratégie et de tactique soulevés par la grève générale ne peuvent être résolus que si l'on a une compréhension claire des rapports entre les appareils et les masses.

L'expérience prouve que les réformistes et les staliniens peuvent camoufler derrière les mots d'ordre apparemment les plus extrêmes une politique contre-révolutionnaire. Tout est question de situation. Ainsi, en Belgique, le parti stalinien n'a pas hésité à faire campagne pour la grève générale (sans jamais oublier, pourtant, de préciser que la grève générale n'aurait d'autre but que d'exercer une pression sur le parlement). Mais en France, de 1945 à 1958, le parti stalinien qualifiait de provocation la campagne menée par les trotskystes pour la grève générale. En Belgique, où le P.C. est faible, compte tenu du rapport des forces internes à la classe ouvrière, une telle campagne de sa part ne tirait pas à conséquence. En France, c'était une autre affaire. En Espagne, en 1936-1938, staliniens et réformistes ont étranglé la révolution espagnole, tout en appelant les ouvriers au combat armé ; mais ils n'oubliaient jamais de donner pour seul objectif à ce combat la défense de la république bourgeoise. Durant la Résistance aussi, en 1941-1944, les directions réformiste et stalinienne n'ont pas hésité à appeler les ouvriers aux armes... pour soutenir le gouvernement de Gaulle, conformément à la tactique chauvine du « Front National » (alliance de la classe ouvrière et des patrons « patriotes »).

Sur le terrain brûlant de la lutte des classes, les appareils peuvent atteindre le rouge le plus vif : en 1944, en France, ils exigeaient que les ouvriers conservent leurs armes dans des milices ouvrières, préconisaient la constitution de « comités de libération », qui, dans certains endroits, se substituaient à l'appareil d'état bourgeois, appelaient même les travailleurs à prendre eux-mêmes, dans les comités techniques issus des comités de grève, toutes initiatives pour la remise en marche de la production. Ce radicalisme « révolutionnaire » visait à garder le contrôle sur le mouvement des masses. Dès que ce contrôle fut assuré, les appareils passèrent au démantèlement des organes embryonnaires du pouvoir ouvrier, et s'attelèrent à la reconstruction de l'appareil d'état bourgeois, leurs dirigeants devenant ministres de de Gaulle.

Le fait que les appareils contre-révolutionnaires soient contraints de répondre positivement, bien que seulement en apparence et pour un temps il est vrai, aux aspirations des masses en lutte, a évidemment une énorme importance. Sur le plan stratégique et tactique, ce fait est l'expression d'une loi vérifiée par toutes les situations révolutionnaires : à la première étape de la révolution, qui entraîne dans son sillage des centaines de milliers, des millions d'hommes et de femmes se hissant pour la première fois, par la lutte, au niveau des tâches historiques qui sont les leurs, les masses tentent d'exprimer leurs aspirations révolutionnaires par le canal des organisations traditionnelles vers lesquelles elles affluent. Ce n'est qu'au travers de la lutte des classes vivante que les masses, par leur

propre expérience, peuvent apprendre et comprendre le caractère de trahison de la politique des appareils contre-révolutionnaires de la social-démocratie et du stalinisme. Encore faut-il, pour que cette expérience soit assimilée, que l'avant-garde formule les mots d'ordre clairs et les objectifs précis qui permettent aux masses de déborder les appareils, puis de s'y opposer et enfin de les briser.

⁂

> « *La tâche centrale de la IVe Internationale* », écrit le programme de transition, « *consiste à affranchir le prolétariat de la vieille direction, dont le conservatisme se trouve en contradiction complète avec la situation catastrophique du capitalisme à son déclin, et est le principal frein du progrès historique. L'accusation capitale que la IVe Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie* ».

Nous avons vu comment, lors de la grande grève générale des ouvriers belges, les organisations traditionnelles, y compris les dirigeants de l'aile gauche réformiste, n'ont pas voulu se séparer du « *demi-cadavre politique de la bourgeoisie* ». Il nous faut encore préciser comment Mandel et son journal *La Gauche,* dans une période de lutte des classes intense, bien loin de chercher à « *affranchir le prolétariat de la vieille direction* », ont agi exactement en sens inverse.

Dans *La Gauche* du 10 décembre, nous lisons :

> « *Il est vrai que l'appel national de l'Action Commune relie correctement la lutte pour les réformes de structure à la lutte contre la "loi inique". Mais dans les meetings locaux de l'Action Commune, dans la presse, dans les tracts, cette liaison est souvent très insuffisante.* »

Oh ! combien correct est l'appel national ! L'objectif bourgeois des réformes de structure n'était qu'un nœud coulant pour étrangler la grève générale. Or, la seule chose que Mandel reproche aux réformistes, c'est de ne pas les défendre suffisamment ! M. Spaak lui-même n'a pourtant pas hésité à faire sien le programme des réformes de structure. Il faut souligner aussi que, dès le 10 décembre, *La Gauche* s'identifie ainsi à l'« Action Commune », dominée par les appareils du P.S.B. et de la F.G.T.B. Or *La Gauche* du 17 décembre notera, à propos d'un des principaux points du programme de ladite « Action Commune » : la réforme fiscale, qu'il

> « *ne constitue nullement une réforme* socialiste » (souligné dans le texte), « *mais est une condition indispensable au succès de toutes les réformes de structure* ».

⁂

Le 1er janvier, la grève est entrée en son 11e jour. Déjà, les travailleurs en lutte sentent que les dirigeants sociaux-démocrates n'ont aucunement l'intention d'adopter une orientation conforme aux besoins du mouvement. Mais, dans son éditorial de *La Gauche,* Ernest Mandel fait une

fois de plus l'éloge du programme bourgeois imposé à la grève par l'appareil réformiste, et se garde bien d'inviter les militants socialistes à déborder les objectifs parlementaires de celui-ci, et à sortir des cadres de la démocratie bourgeoise. Bien au contraire :

> « *Les fédérations du P.S.B.* », écrit-il, « *doivent exercer le maximum de pression sur le groupe parlementaire socialiste, pour que celui-ci dépose IMMÉDIATEMENT* » (Les capitales sont dans le texte. Ah ! mais ! On est le "symbole le plus radical", ou on ne l'est pas !) « *une proposition de loi incorporant les principales réformes de structure* ».

Il n'est nullement question pour notre Ernest, c'est assez clair, de « *lancer les mots d'ordre qui appuient la tendance des ouvriers à une politique indépendante, approfondissent le caractère de classe de cette politique, détruisent les illusions réformistes et pacifiques* », comme le recommande le programme de transition. Non. Ledit Ernest, bien loin d'utiliser son journal pour renforcer la tendance des ouvriers en lutte à adopter une politique indépendante des appareils, partage au contraire la préoccupation majeure de ces derniers : empêcher les grévistes de mettre en cause la démocratie parlementaire. C'est ainsi que, le 11 janvier, le social-traître Van Acker s'étant publiquement solidarisé, au nom de la défense de l'« *ordre* », avec la répression anti-ouvrière déchaînée par le gouvernement Eyskens, l'éditorial de *La Gauche* du 14 janvier fait avec courtoisie cette constatation :

> « *L'intervention du citoyen Van Acker, le mardi après-midi à la Chambre, risque de jeter un certain désarroi parmi les grévistes.* »

Comme c'est gentiment dit ! Et pourtant, dans ce même édito, le « *symbole le plus radical* »... du révisionnisme fait le serment :

> « *devant le cercueil de Laurent Rodder, devant les dizaines d'ouvriers blessés, devant les centaines de grévistes en prison, devant les usines et centrales électriques occupées de force par les gendarmes et les paras...* » (nous en passons, et des meilleurs) « *de nous rappeler toujours que le capital nous fait une guerre de classe implacable, de ne plus être dupe de ses sourires et de ses poignées de main cauteleuses...* ».

Autant en emporte le vent. Mais quoi ! Il s'agissait sans doute d'un serment aussi « *symbolique* » que « *radical* » — d'un serment *sui generis*, en quelque sorte. Et puis, après tout, le symbolique Mandel ne pourrait-il objecter à bon droit qu'il n'a point fait le serment de ne plus être dupe des sourires, des poignées de main cauteleuses et des mensonges des dirigeants réformistes, laquais du grand capital, ni d'aider les ouvriers à voir en Van Acker ce qu'il est : un complice cynique des assassins bourgeois ; en un mot, de « *déclarer une guerre implacable à la bureaucratie de la IIe et de la IIIe Internationale* » (Programme de transition). Non, certes, ce serment-là, le directeur de *La Gauche* ne l'a jamais fait. Quant au satellite Germain... Mais nous oublions que la grève dure toujours, et que l'éclipse du satellite n'est donc point terminée.

D'ailleurs, le même éditorial s'empresse de nous rassurer ; il n'y a pas que des citoyens Van Acker à la tête du P.S.B. et de la F.G.T.B. :

« *Alors qu'André Renard, dans ses nombreux meetings, que Léon Collard, devant la télévision, ont solennellement promis qu'on ne négociera pas dans le cadre de la "loi unique", il* (Van Acker) *a brusquement créé l'impression que tout pourrait s'arranger avec quelques amendements.* »

Un impressionniste, quoi, ce citoyen Van Acker. Mais heureusement qu'il y a d'autres dirigeants en qui les ouvriers peuvent avoir confiance. Ainsi, André Renard — qui, depuis neuf jours déjà, a lancé, pour empêcher la marche sur Bruxelles et l'extension de la grève générale en Flandre, les mots d'ordre démobilisateurs de l'abandon de l'outil et de la revendication du fédéralisme wallon. Ainsi Léo Collard, président du P.S.B., qui a présenté une supplique au roi !

Venons-en au 28 janvier. La grève générale, trahie par Renard et Collard comme par Van Acker, a reflué, les ouvriers ont repris le travail après un mois de grève. La démocratie bourgeoise, quoique ébranlée, est toujours debout. Sa solidité ne tient pas aux racines qu'elle plongerait dans les masses ; c'est le rempart dressé devant elle, avec une énergie farouche, par la « *bureaucratie de la IIe et de la IIIe Internationale* », qui l'a sauvée. Ernest Mandel va tirer les enseignements de la grève générale :

« *La grande grève de 1960-1961... a complètement confirmé la thèse que nous ne cessons de défendre dans* La Gauche *depuis quatre ans, à savoir que la classe ouvrière d'aujourd'hui est capable de se battre... fortement, avec... acharnement et... élan,* à condition qu'elle soit éduquée et préparée à ce combat par ses organisations. » (Souligné dans le texte.)

Ainsi, si la classe ouvrière a combattu avec acharnement et élan, c'est parce qu'elle avait été « *éduquée et préparée à ce combat par ses organisations* »... bureaucratiques, qui ont tout fait pour la démobiliser avant et pendant la grève générale ! Voilà ce qu'écrit Mandel, qui ne songe visiblement pas à « *déclarer une guerre implacable* » aux organisations en question. Voilà ce qu'il écrit, au lieu de tirer les enseignements d'une grève générale où, une nouvelle fois, les organisations traditionnelles du prolétariat ont préféré rester liées au « *demi-cadavre politique de la bourgeoisie* ».

Et d'ailleurs, à bien suivre son raisonnement, si la grève générale n'a pas été couronnée de succès, c'est parce que les masses, bien que s'étant battues « *fortement, avec acharnement et élan* », étaient encore insuffisamment « *éduquées* », le principal reproche que l'on puisse faire à leurs organisations étant de les avoir insuffisamment éduquées et préparées ! La conclusion coule de source : les organisations traditionnelles doivent poursuivre leur juste politique de réformes de structure, afin de permettre à la classe ouvrière de hisser sa combativité au niveau de leur fermeté ! Autrement dit, ce ne sont pas les appareils qui sont responsables de la défaite, ce sont les « *insuffisances* » de la classe ouvrière. C'est d'ailleurs ce qu'un rédacteur de *La Gauche,* Robert Sixte, estimait déjà le 17 décembre, lorsqu'il écrivait :

« *Mais il ne faut pas se dissimuler que la réforme* » (fiscale) « *exigera beaucoup de courage et de fermeté politique. En sommes-nous déjà capables ? Les travailleurs répondront !* »

L'objectif des réformes de structure n'ayant pas été atteint, c'est que les travailleurs ont donc manqué « *de courage et de fermeté politique* ».

Tout est sens dessus dessous. Et ce n'est pas un hasard, malgré les phrases grandiloquentes, dont *La Gauche* n'est certes pas avare, sur l'héroïsme des travailleurs, si Mandel n'adresse que des critiques mineures aux dirigeants socialistes et syndicaux, dont

« *les défaillances devront être passées au crible de la critique, fraternelle mais juste* » (! ! textuel).

Car Mandel ne peut effectivement aller au-delà des critiques de détail, accompagnées de regrets nostalgiques (ah ! si on m'avait écouté, si l'on s'était « *infiltré* » dans Bruxelles !..), puisque pour ce qui est des objectifs de la grève, il reste entièrement sur le terrain réformiste. Ne conclut-il pas son article « *Bilan et perspectives* » par cette phrase :

« *Ce mouvement a démontré que notre classe laborieuse est prête à se battre, et à se battre de toutes ses forces, pour le grand objectif que l'histoire lui a fixé :* refouler résolument l'offensive capitaliste et imposer, à la place des "solutions" capitalistes de régression sociale, les solutions socialistes de réformes de structure... » (souligné dans le texte).

Solutions qui, comme nous l'avons vu, de l'avis de Gousset, ne sortent pas du cadre du régime capitaliste !

Incapable de dénoncer les responsabilités des appareils, puisqu'il les partage, Mandel devait naturellement les faire retomber sur les épaules des masses. Les bureaucrates, en tous pays et en tout temps, ne pratiquent pas autrement.

⁂

Ainsi, pour l'animateur de *La Gauche*, les organisations ont su éduquer les masses et les préparer au combat. Au moins pour une large part, la grève générale est le fruit de leur travail. Cela est écrit à destination interne, pour la Belgique, et pour les besoins de ses compromis sans principe avec les appareils. A usage externe, pour la France, le complexe personnage a fort bien compris que la grève générale tendait à déborder les organisations traditionnelles. Dans *France-Observateur* du 29 décembre 1960, le « *symbole le plus radical* » du caméléon, redevenu Gousset, écrit :

« *Finalement, il y a dans l'explosion de colère spontanée de la classe laborieuse belge, un aspect qui déroute et inquiète par-dessus tout les ennemis du mouvement ouvrier... il s'agit... d'un véritable soulèvement contre les forces conservatrices au sein même du mouvement ouvrier, dirigeants de la droite au sein de la F.G.T.B...* »

Gousset se souvient assez de Mandel pour, malgré tout, ménager Renard :

« *En plusieurs endroits, notamment à Anvers, à Charleroi et même chez Cockerill-Ougrée à Liège* » (Liège est le fief de Renard, mais Gousset omet de le dire), « *de véritables bagarres éclatèrent entre travailleurs voulant entrer en grève et responsables syndicaux qui s'opposaient au mouvement ou qui le freinaient* ».

Et Gousset, dans *France-Observateur*, cette fois daté du 5 janvier 1961, écrit encore :

« *Les dirigeants sont souvent débordés. A de nombreux endroits, assemblées de comités de grève ou de piquets de grève agissent comme des directions de rechange... A Bruxelles, à plusieurs reprises, des manifestations de rues ont complètement échappé au contrôle des dirigeants syndicaux.* »

Les travailleurs belges en grève ne liront pas ces appréciations correctes. Ne risquent-elles pas, pour eux, de prendre la signification d'un appel à débarquer les dirigeants et à briser l'appareil bureaucratique, en un mot à avancer vers la définition d'une politique indépendante de classe, et vers la construction de l'organisation révolutionnaire ?

Mandel a d'ailleurs aussi bien compris le contenu révolutionnaire de la grève générale et de ces organes embryonnaires du pouvoir ouvrier qu'ont été les comités de grève et les piquets de grève. Seulement, il s'est résolument et obstinément refusé à rompre avec l'appareil. Ainsi, dans *La Gauche* du 24 décembre, s'il appelle à « *constituer partout des comités de grève* » et à les « *coordonner régionalement* », il propose, comme couronnement organisationnel des comités de grève et seule perspective pour une direction nationale de la grève, « *un congrès extraordinaire de la F.G.T.B.* » qui « *peut seul décider de la reprise éventuelle du travail* ».

Passons sur l'attitude profondément pessimiste qui consiste à évoquer l'éventualité de la reprise du travail après quatre jours de grève générale, en pleine ascension du mouvement, et alors qu'aucun objectif n'est encore atteint, pour nous arrêter à ce mot d'ordre du « *congrès extraordinaire de la F.G.T.B.* ».

Le 24 décembre, les comités de grève et les piquets de grève ont déjà pris ou prennent en main la direction du mouvement. Dans certains endroits, ces organismes coïncident avec les directions syndicales, mais de toute façon ce sont des directions de rechange. Même s'ils sont composés parfois en majorité ou totalité de responsables syndicaux, ces organismes de base n'en sont pas moins vivifiés par l'air pur de la grève générale. La F.G.T.B. est dominée par une bureaucratie conservatrice, dont l'aile gauche démontrera également son impuissance réformiste. L'appareil de la F.G.T.B., avant tout dans ses sommets, tient, par toutes ses fibres, à l'ordre bourgeois. Proposer le 24 décembre, comme seule perspective d'une direction nationale de la grève, un congrès extraordinaire de la F.G.T.B., c'est proposer que la grève générale reste sous le contrôle d'une direction bureaucratique qui n'a qu'un objectif : la défense de la démocratie parlementaire, le rétablissement de l'« *ordre* », la rentrée des ouvriers au travail.

Ce mot d'ordre, valable avant le déclenchement du mouvement, avant le 20 décembre, en vue de placer au pied du mur les bureaucrates, devait faire place, après le début de la grève générale, à celui du *congrès des comités de grève* (ou de la *conférence nationale des comités et piquets de grève).* C'est uniquement par l'agitation systématique, tenace, conséquente, autour d'un tel mot d'ordre, que pouvait s'ordonner effectivement la campagne pour l'organisation d'une marche sur Bruxelles. Par ailleurs, le mot d'ordre du congrès des comités de grève répondait directement à la revendication de division, lancée en pleine grève par Renard, du fédéralisme wallon. Les délégués des comités de grève wallons et flamands, réunis en congrès, étant à même de régler dans cet organe souverain de la grève générale tous les problèmes, les travailleurs wallons auraient fort bien compris que les grévistes flamands, luttant dans des conditions fort difficiles, aient leur mot à dire sur leurs sentiments régionalistes. De plus, last, but not least, le mot d'ordre du congrès des comités de grève, incitant les travailleurs à dresser l'organe souverain de la grève générale face à l'état bourgeois, à son gouvernement, à son roi et à son parlement, donnait à leur lutte pour le pouvoir, ouverte implicitement par la grève générale, un point d'application concret.

Il ne fallait pas être génial, ni le « *symbole* » de quoi que ce soit, pour se rendre compte de la nécessité d'un tel mot d'ordre. Dès le 28 décembre, un groupe de militants ouvriers français, qui faisait un rapide voyage en Belgique, avait tiré cette conclusion à la suite de ses contacts avec des grévistes et certains dirigeants bureaucratiques. Son compte rendu, daté du 31 décembre 1960, a paru dans deux numéros consécutifs (n° 59 et n° 60) du bulletin français *Informations Ouvrières.* On peut y lire ce qui suit :

> « *Il y a, dans ce mot d'ordre* (« Congrès extraordinaire de la F.G.T.B. »), *l'expression de l'adaptation la plus complète aux appareils. En effet des comités de grève dirigent la grève, des ouvriers se heurtent à la police, organisent leur propre service d'ordre, se substituant aux forces de répression. Dans les principales villes du Borinage, à Bruxelles, à Anvers, les travailleurs en lutte opposent à l'état bourgeois leurs propres organismes. Les appareils, nous l'avons vu, tendent toutes leurs forces pour contenir le mouvement. En vérité, proposer le congrès extraordinaire de la F.G.T.B., c'est amener l'action à être canalisée par ceux-là même qui n'entendent pas voir remettre en question le système capitaliste. Le seul et unique mot d'ordre d'organisation répondant aux exigences révolutionnaires de la lutte, c'est le* congrès extraordinaire, immédiat, des comités de grève, *organes souverains de l'action révolutionnaire des masses belges.* »

Pour écrire cela, il suffisait de penser en révolutionnaire, et non en liquidateur. Mandel, lui, a choisi de sauvegarder ses liens avec l'appareil, plutôt que de définir une politique conforme aux implications révolutionnaires de la situation. Tout ce qu'il a écrit dans le style : « *Renforçons les piquets de grève et les comités de grève interprofessionnels F.G.T.B.* » (*La Gauche,* 1er janvier 1961 — pourquoi pas « *comités de grève* » tout

court ? ?), ou : « *Un peu partout, les travailleurs se plaignent du manque... de coordination... Il est urgent... de donner des objectifs précis aux manifestations, et d'éviter que celles-ci n'apparaissent comme des promenades* » (*La Gauche*, 7 janvier 1961), ou : « *Pour "tenir" plus longtemps que le gouvernement aux abois, il faut durcir..., coordonner les comités de grève et tenir des assemblées régulières de grévistes* » (*La Gauche* du 14 janvier — le numéro qui « *durcissait* », comme on l'a vu), et encore : « *Il s'agit avant tout de contrôler ses nerfs... C'est le camp dont les nerfs flancheront les premiers qui mordra la poussière* » (textuel — *La Gauche* du 14 janvier 1961), tout cela ne peut être mieux caractérisé que par ce qu'écrivait Pierre Gousset dans *France-Observateur* du 12 janvier 1961 :

> « ... *La masse ouvrière a manifesté une énorme et admirable combativité. Mais celle-ci n'est canalisée vers aucun autre objectif que celui de "tenir". L'absence d'objectif concret, comme aurait pu l'être la "marche sur Bruxelles"...* »

Ces objectifs, dont Gousset déplore l'absence, Mandel a eu garde de les définir, en émasculant d'abord le mot d'ordre de la marche sur Bruxelles, pour l'abandonner ensuite au premier signe de l'appareil, et en refusant de lancer le mot d'ordre du congrès national des comités de grève. Le reste n'est, pour reprendre l'expression de Lénine, que phrases creuses et mensongères.

(Nous nous excusons, faute de place, de devoir renvoyer au prochain numéro de « La Vérité » la deuxième partie de cet article, dans laquelle on verra, notamment, l'éclipse du satellite Germain se terminer enfin, et ce dernier briller de tous ses feux.)

G. BLOCH.

« **CORRESPONDANCES SOCIALISTES** »

Serge SIMON

LA GREVE GENERALE BELGE

Une brochure de 64 pages ..... 1,75 NF

A l'occasion du 5e anniversaire de l'octobre hongrois :

Balázs NAGY

LA FORMATION DU CONSEIL CENTRAL OUVRIER DE BUDAPEST EN 1956

Une brochure de 48 pages ..... 1,25 NF

Envois franco de port contre versement de la somme correspondante au C.C.P. Levasseur Paris 17.181-99.

NOTES APRÈS UN SÉJOUR EN U.R.S.S.

L'auteur de cet article, d'origine américaine, a passé un temps assez long en Union Soviétique. Le fait de vivre dans un pays, si fermé soit-il, ne donne à personne le droit de se poser en possesseur de la vérité définitive concernant ce pays. Mais, si l'on pense que les « récits » qui nous viennent des voyageurs-éclairs en U.R.S.S. sont le fait de journalistes ou de politiciens bourgeois, de touristes, de membres de délégations progressistes, ou de vedettes de la chanson ou du cinéma, on accordera qu'il est intéressant de voir ce qu'un marxiste a pu tirer d'un séjour en U.R.S.S. Il est bien évident que ces notes ne sauraient être considérées comme la traduction de la ligne politique officielle de notre revue. Elles ne sont qu'une contribution à une analyse de la société « soviétique » aujourd'hui.

« LENINE *est plus vivant que tous les vivants* », « *Lénine a vécu, Lénine vit encore, Lénine vivra toujours.* » Je répétais avec conviction à la Komsomole assise en face de moi ces slogans que l'on voit traîner un peu partout en U.R.S.S., et particulièrement dans les édifices publics. « *Ecoute* », me dit-elle, « *si tu peux dire cela sans rire et si tu sais bien mentir, tu peux être un grand chef communiste chez nous en Russie.* » L'U.R.S.S. est pourtant un pays où l'on ne plaisante guère avec les choses de la politique. Je me rappelais alors qu'un universitaire, après s'être assuré qu'aucune oreille indiscrète ne risquait de nous entendre, m'avait dit un jour : « *Nous sommes la patrie de l'hypocrisie ; notre morale est une morale d'hypocrites. Tenez, savez-vous comment est mort notre grand héros Stakhanov ?... de vodka. Il s'est mis à boire pour fêter sa gloire. Ça ne l'empêche pas d'être toujours un héros.* »

Dès que l'on vit quelque peu la vie même des Soviétiques, on est effectivement frappé par les profondes contradictions qui règnent dans un pays où la bureaucratie prétend avoir instauré entre les hommes des « *relations nouvelles* ». Il n'est pas de semaine où quelque article d'une

longueur interminable ne célèbre les mérites de la morale communiste, et sa supériorité sur la morale des pays capitalistes. Le héros du travail est toujours à l'honneur. Il court les rues et les colonnes d'*Ogoniok*, de *Troud*, l'organe des syndicats, et de centaines d'autres journaux. J'ai moi-même rencontré des gens courageux qui font du « *travail social* », c'est-à-dire du travail non rémunéré. Il en est qui y croient, il en est d'autres, plus nombreux, qui savent qu'il est dangereux de ne pas être volontaire enthousiaste pour ce genre de tâches. Toute la morale soviétique est à cette image. Aux vertus de sacrifice, d'abnégation, d'héroïsme célébrées dans la presse, qui pourraient et devraient toucher le cœur des travailleurs, répondent dans la réalité la corruption des bureaucrates petits et grands, l'astuce combinarde de beaucoup, et le désabusement chez nombre d'ouvriers, d'intellectuels et de paysans.

A la propagande officielle répond le sentiment de frustration des ouvriers et des paysans, qui savent bien qu'ils ne sont pas vraiment les maîtres des usines et des kolkhozes. Ce sentiment est, à coup sûr, souvent plus ou moins virtuel. Il se traduit par ce que les bureaucrates appellent des « *réactions négatives* » : la productivité des ouvriers et des paysans russes laisse à désirer, l'ampleur des vols dans les usines et dans les kolkhozes est grande : le rétablissement récent de la peine de mort pour les coupables de ces délits en témoigne. Sans doute, les conditions matérielles justifient-elles aussi cette forme de critique muette contre le régime : la petitesse des logements (1), et, souvent même, leur état de délabrement, la misère des paysans, et, dans l'ensemble, les conditions de vie difficiles de la majorité de la population. Mais ces conditions matérielles ne peuvent provoquer de telles réactions sociales que parce qu'elles sont, plus ou moins, senties comme le produit naturel du régime bureaucratique. Les gardes rouges qui détruisaient les réserves de vin à coup de baïonnette dans les caves impériales de Saint-Pétersbourg mangeaient certainement plus mal que les Soviétiques d'aujourd'hui.

La morale d'une caste parasitaire

Ce qui est le plus immédiatement sensible pour un militant ouvrier qui vit quelque temps en U.R.S.S., et qui permet, *en premier*, de mieux saisir la nature profondément contre-révolutionnaire de la bureaucratie, c'est lorsque l'on constate que la bureaucratie a besoin d'entretenir à peu de frais le mythe d'une morale communiste pour justifier et masquer

(1) Beaucoup de familles vivent encore dans une seule pièce. La location d'une chambre d'hôtel est pratiquement impossible si l'on n'est pas muni d'ordres de mission... ou prêt à graisser copieusement la patte au directeur.

le gaspillage auquel elle se livre, des richesses produites par les masses russes. Pour maintenir un lien, si mince soit-il, entre ce mythe et la réalité, le parti liquide régulièrement certains de ses cadres ou des cadres gouvernementaux pour vol, détournement de fonds, sabotages. On peut être sûr, soit dit en passant, que les accusations dont fourmillent les discours de Khrouchtchev contre ceux qu'il renvoie à la base sont justifiées : il n'a que l'embarras du choix.

La morale réelle qui régit la société soviétique est bien *la morale d'une caste parasitaire :* c'est de ce point de vue que, pour ma part — je le répète — j'ai le mieux senti la nature de la bureaucratie. Cette morale n'est que la traduction des rapports sociaux réels entre les ouvriers et paysans, et les bureaucrates. Le gaspillage effréné de la part des parasites bureaucratiques — gaspillage inhérent à une gestion de l'économie qui redoute par-dessus tout le contrôle démocratique des producteurs — nécessite un effort de production toujours plus élevé de la part des ouvriers. Comme ceux-ci ne contrôlent nullement la répartition des fruits de leur travail, ils n'ont aucun enthousiasme pour la production. Cette attitude est encore plus sensible chez les paysans. Elle explique, pour l'essentiel, la crise qui ne cesse de sévir dans l'agriculture russe. Sans doute celle-ci est-elle encore très arriérée sur le plan technique, et les kolkhozes que l'on montre aux délégations qui affluent en U.R.S.S. ne donnent-ils qu'une image très déformée de la réalité : il est assez révélateur, à cet égard, qu'après la réunion du Comité Central du P.C. de janvier 1961 consacrée à l'agriculture, Khrouchtchev ait entrepris à travers l'U.R.S.S. un grand voyage, ou plutôt une grande mission à deux buts : d'abord, remplacer un certain nombre de dirigeants locaux, ensuite, expliquer patiemment aux paysans et aux activistes *comment* il faut planter les choux, cultiver le maïs, arroser les semences, etc. D'un autre côté, l'Ukraine, la terre la plus riche et la région agricole la plus mécanisée de l'U.R.S.S., est aussi un des champions de la basse productivité. Les énormes détournements de blés et les falsifications de statistiques dénoncées par Khrouchtchev il y a 6 mois n'expliquent que pour une faible part ce phénomène. Les paysans soviétiques ne marchent pas : c'est tout. Et, dans les « épiceries » russes, il est toujours interdit à un client d'acheter plus de 500 grammes de beurre, plus de 400 grammes d'huile, plus de 10 œufs à la fois, etc.

L'U.R.S.S., pourtant, est, désormais officiellement, une « *société socialiste* » en train de passer à la forme supérieure du socialisme : le communisme. Marx serait sans doute assez étonné de voir que le socialisme, c'est un niveau de vie très bas, le foisonnement des bureaucrates et des policiers, et le système D pratiqué à l'échelon national.

Une économie de pénurie

Le point fondamental — socialement et politiquement — est que l'économie soviétique est toujours une *économie de pénurie*, et qu'elle apparaît plus que jamais telle en face de l'hypertrophie productive d'un monde capitaliste en quête fébrile de débouchés. Cet aspect frappe quiconque met les pieds en U.R.S.S., fût-il stalinien : Wurmser lui-même, dans « *L'U.R.S.S. à cœur ouvert* » (1), se livre à de savants calculs de pourcentages sur les voitures, les camions, les autobus, pour en conclure, soulagé, que, grâce à une injection massive d'autobus dans ses pourcentages, l'U.R.S.S. dépasse, de peu, la France. Je n'ai jamais pu voir un touriste en U.R.S.S. qui, à peine débarqué, ne se lance dans les comparaisons sur les prix des paires de chaussures, du kilo de sucre, des tickets de métro, le tout agrémenté de « *Oui, mais avec le change comment savoir vraiment ?* », sinon de « *Les femmes russes n'ont pas l'air de mal manger, et leurs chapeaux ne sont pas plus laids que d'autres* » (2). Personne ne se dit que, si vraiment l'économie russe est une économie socialiste, elle bénéficie, par rapport à l'économie capitaliste, d'avantages écrasants : pas de profits prélevés sur le produit du travail ; finis l'anarchie et le gaspillage de la production et de la distribution capitalistes ; pas de grèves des ouvriers « contre eux-mêmes », d'où gain des milliers de journées de travail productif que les grèves font perdre aux patrons dans les pays capitalistes... Et pourtant, malgré cela — et avec le grand développement scientifique qu'a connu l'U.R.S.S. — l'économie soviétique est si clairement, aujourd'hui encore, une économie de pénurie.

Il y a effectivement l'énorme retard qu'avait la Russie au départ, la nécessité de construire une infrastructure industrielle solide, les destructions de la guerre... Mais ces arguments ne suffisent pas. Il y a plus de quarante ans que l'U.R.S.S. a commencé à construire cette infrastructure industrielle, en sacrifiant totalement, jusqu'à la mort de Staline, la

---

(1) Un professeur me dit un jour : « *Je ne comprends pas comment Wurmser a pu écrire un gros livre sur notre pays : il y a passé à peine plus d'un mois, et il ne parle pas notre langue. Savez-vous qu'il s'est couvert de ridicule auprès des étudiants de l'université de Léningrad lors d'une conférence sur la littérature française qu'il leur a faite ? Il leur a, entre autres, parlé de Maupassant comme on en aurait parlé chez nous il y a dix ans* ».

(2) Les longues digressions sur le change sont stupides. Il suffit de prendre le cours officiel ; salaires et prix seront multipliés par le même chiffre. Ainsi, le salaire d'un conducteur de tram ou d'autobus oscille entre 55 et 75 nouveaux roubles (soit 25.000 et 35.000 fr), mais le kilo de sucre est à 500 fr, la paire de chaussure de 12.000 à 20.000 fr, le beurre à 1.500 fr le kilo, le vin et la vodka à 1.500 fr la bouteille, etc.

production des biens de consommation. L'accélération indubitable du progrès technique aurait dû au moins limiter, en 40 ans, quant à la satisfaction des besoins des masses, les effets du retard initial de la Russie. D'ailleurs les gouvernants russes affirment que, dans le domaine de la production, de la capacité productive et du niveau de vie, l'U.R.S.S. ne le cède plus qu'aux Etats-Unis, et qu'elle a dépassé la France, l'Angleterre et l'Allemagne de l'Ouest. Bluff, pur bluff. Le rendement du travail par tête, dans les usines russes, demeure insuffisant ; on envoie partout des brigades d'émulation pour stimuler l'énergie des travailleurs, les produits fabriqués sont souvent d'une qualité très médiocre, le niveau de vie d'un ouvrier russe est de deux fois inférieur à celui d'un ouvrier français, donc de 5 à 6 fois inférieur à celui d'un ouvrier américain.

Un professeur me dit à propos de Gagarine : « *Dans les villes, cela intéresse les gens, bien sûr ; dans les campagnes, les kolkhoziens, qui ont le plus souvent tout juste de quoi se nourrir convenablement, et s'habiller... moins convenablement, cela les touche beaucoup moins.* » Un étudiant me dit en riant : « *On envoie des fusées dans le cosmos, mais on est tout juste capable de fabriquer des boutons qui tiennent...* », ce qui est un peu outré, mais pas faux. L'état des choses, de ce point de vue, n'est, en effet, pas moins frappant que la pénurie. *Le fossé qui sépare la science et la technique, c'est-à-dire la traduction ou l'application sociale de la science, est énorme.* Il est inimaginable pour qui n'a pu le constater de visu, et croit que l'exposition soviétique donne une idée juste de la Russie d'aujourd'hui. La rapidité avec laquelle les machines se détériorent, les immeubles se délabrent, le matériel s'abîme, prouve, à la fois, leur médiocre qualité, et que les ouvriers ne les considèrent pas vraiment comme leur propriété. Il suffit, pour vérifier ce que je dis, de lire les journaux satiriques russes. Cet état de choses est sensible jusque dans les plus petits détails de la vie quotidienne : dans une grande ville russe où j'ai vécu un certain temps, j'ai, plus d'une fois, emprunté des autobus, parfois neufs, dans lesquels il pleuvait ; quant à l'eau courante que j'avais dans ma chambre, elle arrivait très souvent noire, et chargée de terre et de brindilles. Une gardienne de l'immeuble, à qui je faisais remarquer que l'eau se devait d'être incolore, me répondit : « *Les canalisations sont vieilles et rouillées.* »

Je me promenais un jour avec un étudiant dans un quartier en construction. Me montrant un immeuble qui venait d'être terminé, il me dit : « *Dans deux ou trois ans, il faudra tout recommencer.* » Il y a, dans ce propos, beaucoup d'exagération, mais aussi du vrai : il y a plus d'un an, un des immeubles affectés au logement du corps diplomatique, à Moscou, et construit depuis 18 mois, dut être évacué rapidement ; il se fissurait. Une semaine après l'évacuation, les fissures s'étaient élargies au point de le rendre absolument inhabitable. Mais il y a là aussi un

résultat de la rapidité avec laquelle on construit, depuis quelques années, en Russie. Le bâtiment est certainement la seule branche dans laquelle, *à défaut de la qualité,* les rythmes de travail puissent être comparés aux rythmes de travail occidentaux. Le gouvernement affirme construire 10.000.000 d'appartements par an. Ce chiffre est certainement faux. Comment expliquer, s'il était vrai, que l'immense majorité des citadins russes vivent encore entassés à 3, 4, 5 ou 6 dans une seule pièce, avec cuisine commune, et, quand elle existe, salle de bains commune ? Mais on n'a jamais construit d'appartements en Russie jusqu'à la mort de Staline ; ce n'est que depuis l'arrivée de Khrouchtchev au pouvoir que le gouvernement se soucie du logement des masses. C'est peut-être dans ce domaine que se traduit le mieux *la nécessité devant laquelle se trouve la bureaucratie d'accorder un certain nombre de satisfactions aux masses russes.*

La pénurie de main-d'œuvre, dans un pays de 220.000.000 d'habitants, dans lequel *85 % des femmes travaillent,* fait, à elle seule, ressortir le degré de retard de l'industrie et de l'agriculture russes, son bas niveau relatif de mécanisation, la productivité limitée du travail et, donc, la faiblesse des rendements de l'industrie et de l'agriculture.

On ne saurait assez insister sur ces trois points : *retard de l'économie, bas niveau technique, mauvais rendements.* Si l'on ajoute à cela la crise très profonde de l'agriculture, on a là les quatre grandes causes de l'*infériorité,* de la *faiblesse* de l'U.R.S.S. devant l'impérialisme. L'économie russe n'est absolument *pas compétitive :* l'ouverture du marché russe (et c'est certainement plus vrai encore pour le marché chinois) aux produits occidentaux marquerait la fin de l'économie planifiée en Russie dans des délais infiniment rapides. L'économie russe demeure incapable de soutenir la concurrence des pays capitalistes. Elle doit rester protégée par le monopole du commerce extérieur.

On objectera : mais l'U.R.S.S. veut commercer, et les Occidentaux ne veulent pas. Primo, l'U.R.S.S. commerce sur la base du *troc* et les possibilités du troc sont singulièrement limitées, l'U.R.S.S. ayant en face d'elle un marché capitaliste en proie à la surproduction chronique. Si l'U.R.S.S. paye parfois en or, lorsqu'elle en a vraiment le besoin, il est clair que ce mode de paiement n'est possible que dans le cadre d'échanges commerciaux squelettiques, dans la mesure même où l'Occident ne veut pas vendre à l'U.R.S.S. ce que l'U.R.S.S. veut lui acheter (c'est-à-dire que l'Occident ne veut pas aider l'U.R.S.S. à résoudre sa crise agricole, et à renforcer son infrastructure industrielle. Le problème, en effet, pour l'impérialisme, et essentiellement pour l'impérialisme américain, n'est pas de vendre aujourd'hui 4 fois plus, demain 8 fois plus, et après-demain

16 fois plus de produits au ministère du commerce extérieur russe : l'objectif est de transformer l'U.R.S.S. en un marché OUVERT à sa production pléthorique, à ses capitaux en quête d'investissements profitables. La bureaucratie, elle, sait que son existence est liée au maintien des formes collectives de propriété des moyens de production. *Celles-ci voleraient en éclat* en s'intégrant, peu ou prou, dans l'économie de marché capitaliste. Il faut être un maniaque Rizzi-Burnhamien pour penser que les bureaucrates russes et les « technocrates » occidentaux pourraient trouver un terrain d'entente « sur le dos » des patrons américains et de la propriété étatisée. L'U.R.S.S. doit donc rester une « société fermée », aussi longtemps qu'elle sera incapable d'entrer en concurrence avec l'appareil de production capitaliste.

Or une société ne peut être « fermée » économiquement et « ouverte » dans les domaines politique et culturel. D'autant que cette ouverture-là mettrait vite en cause la domination de la bureaucratie sur les masses soviétiques ; domination qui ne peut se maintenir que si elle est absolument incontestée. C'est là sa grande faiblesse. Le système totalitaire ne peut admettre la moindre faille. Il redoute avant tout ce qui peut contribuer à développer l'esprit critique des masses, les incitant ainsi à se poser finalement le problème de la lutte contre la bureaucratie dans les termes mêmes où les ouvriers hongrois l'ont fait en octobre-novembre 1956.

Une vie politique étouffée

Il n'y a pas, à proprement parler, de vie politique en U.R.S.S. Les discussions se font certainement au niveau du Comité Central du P.C. : les autres organismes se contentent d'en répercuter plus ou moins bien les directives. L'instauration d'une véritable discussion risquerait très vite de provoquer la « rentrée » des masses sur la scène politique. L'exemple de la Hongrie, répétons-le, n'a pu que le rappeler au Kremlin : la plus petite secousse une fois donnée, la conscience des masses ouvrières s'élève à un rythme étonnamment rapide, et fait éclater tous les cadres précédemment admis. La vie politique, pour le « militant » (?) du parti, c'est la récitation litanique des mots d'ordre venus d'en haut.

Un komsomol, à qui je demandais ce qui se passait dans les réunions du parti, me dit : « *Les trois quarts des camarades dorment, ou somnolent. Moi je fais mes dissertations.* » Comme je m'étonnais alors qu'on puisse exclure du parti des militants qui, dans ces conditions, ne devaient

pas être trop gênants, il me répondit : « *Tu sais, on n'exclut pas les gens pour des questions politiques, sauf chez les dirigeants. Dans le parti, on exclut quelqu'un parce qu'il a profité d'une responsabilité pour détourner des fonds ou des produits, fait du trafic. Et il y en a beaucoup ! Ensuite, on exclut ceux qui vont à la messe : première fois, avertissement ; deuxième fois, blâme ; troisième fois, exclusion. Enfin on renvoie ceux qui sont trop souvent ivres.* »

D'où une dépolitisation ahurissante, chez les jeunes tout particulièrement. Combien de fois, discutant avec des étudiants et leur citant Lénine, je me suis vu poser cette question : « *Mais enfin, pourquoi lisez-vous Lénine, puisque ça n'est pas à votre programme ET QUE VOUS N'ETES PAS OBLIGE DE LE LIRE ?* » Les examens d'histoire du parti, qui se passent à la fin de chaque année d'université, sont, et de loin, les plus mal vus des étudiants. Les cours en sont particulièrement ennuyeux, les professeurs, par peur de dévier, se contentant, en général, de lire la dernière édition du manuel à haute voix. Les maladresses de la propagande révèlent parfois très bien cette dépolitisation. Le journal d'une université publiait un jour un article à la gloire du camarade X, habitant l'internat n° 5, et qui, en 15 jours, avait recueilli, près de 300.000 francs d'abonnements aux journaux du parti. L'auteur terminait en gémissant : « *Malheureusement il n'y a pas de camarades X partout. C'est ainsi qu'aux internats 3 et 8, il n'y a pas un seul abonné aux journaux du parti* ». Cette dépolitisation donne parfois des résultats amusants. Ainsi, ce professeur, militant convaincu et acharné, âgé de 40 ans, qui me récitait la *Pravda* chaque fois que je le rencontrais, qui se renfrogna le jour où je lui dis que la révolution chinoise était le plus grand événement des dernières années, et qui dans une discussion sur les mérites respectifs de Gagarine et des savants constructeurs du Vostok, me dit : « *Vous savez bien que toute découverte individuelle est provoquée par les travaux obscurs de dizaines d'autres gens. Tenez, combien de Rosa Luxembourg et de Lafargue ont PREPARE l'œuvre de Marx !* »

Parfois, elle donne des résultats plus tristes. Par exemple, cet outilleur de 27 ans, membre d'une brigade d'émulation socialiste, qui considérait que tous les habitants des pays capitalistes sont des capitalistes (« *Les ouvriers capitalistes sont des capitalistes comme les autres* ») ; il ne comprenait pas que, même dans un pays capitaliste, des ouvriers puissent se mettre en grève ; ultra-chauvin, parce que la bureaucratie a besoin d'exalter Pierre-le-Grand et Ivan-le-Terrible, nationaliste, parce que le gouvernement ne peut revenir à l'internationalisme des premières années d'après Octobre et distille en masse une propagande chauvine, il me traita tout crûment de menteur lorsque je lui dis qu'il n'était pas interdit d'acheter et de lire des œuvres de Lénine en France.

Staline savait ce qu'il faisait en liquidant toute la vieille garde bolchévique. Chaque vieux révolutionnaire était le foyer d'une prise de conscience possible. L'avant-garde des années 20, saignée par la révolution, par la lutte contre les armées contre-révolutionnaires et l'intervention occidentale, décimée enfin par Staline, *n'a, en apparence, vraiment laissé aucun héritage.* Mais ce n'est qu'en apparence. Si les perspectives de liquidation politique de la bureaucratie par les masses ouvrières et paysannes russes paraissent donc, *a priori,* bien minces, il ne faut pas oublier la révolution hongroise des conseils ouvriers. J'ai rencontré un jeune oppositionnel, convaincu qu'il mourrait dans cet immense camp fermé qu'est l'U.R.S.S., sans que rien ait changé. Mais il ne faut pas se laisser aller aux premières impressions. D'abord, l'existence d'un énorme appareil policier *correspond à une nécessité profonde* pour la bureaucratie (1). Cela apparaît d'autant plus clairement que cet appareil policier est renforcé par des organismes de contrôle et de surveillance plus directement implantés dans la société que la police, et sur lesquels je reviendrai dans un prochain article : d'abord, le parti lui-même, immense appareil de contrôle... mais peu efficace, encombré qu'il est par les carriéristes, les combinards, les sous-bureaucrates corrompus, ensuite les « *droujinniki* », brigades de répression composées de jeunes volontaires et opérant sur la base d'un quartier donné ; à cela s'ajoute l'encadrement des citoyens dans des tâches « sociales » (travail d'agitateur, par exemple) (2), etc.

Une critique passive du régime

Cet immense appareil policier, épaulé par une armée très puissante, n'est pas gratuit. Il répond à un besoin. Les masses russes doivent être étroitement encadrées pour que le gouvernement soit assuré de leur passivité.

---

(1) On m'a assuré qu'il y avait près de 600.000 flics de toutes sortes dans la seule région de Moscou, région évidemment privilégiée, puisqu'elle est le véritable cœur de l'U.R.S.S. bureaucratique : toutes les décisions s'y prennent ; il y a en moyenne près d'un million de fonctionnaires en mission à Moscou, venus du fin fond de leur république pour y régler des problèmes qui peuvent être d'importance très minime.

(2) L' « *agitateur* » est chargé du travail électoral pour un immeuble donné, qui n'est pas, bien sûr, celui dans lequel il vit ; admirable moyen de surveillance mutuelle. L'agitateur, qui n'est en général pas membre du parti, contrôle les citoyens, qui le contrôlent à leur tour. Un agitateur manque-t-il de flamme pour inciter ses compatriotes à voter pour la « *liste des partis et des sans-parti* », il risque d'être dénoncé ; par contre, il décèlera vite les citoyens qui n'ont guère envie de voter pour des listes fantoches. Ajoutons que l'agitateur doit assurer le transport aux bureaux de vote des malades, invalides, etc. Qui peut mettre en doute la réalité des 99,97 % de votes favorables aux listes uniques, avec ce système ? A tout prendre, on se demande si la bureaucratie n'invente pas elle-même les 0,3 ou 0,4 % d'associaux qui votent blanc.

Ensuite, s'il n'y a pas de critique parlée, il y a cette critique muette contre le régime que constituent la lutte contre les normes, les basses cadences de production, l'état d'abandon dans lequel les ouvriers et les paysans laissent souvent leurs machines. La propagande intensive faite autour des innombrables héros du travail (quelques milliers au plus), qui battent record sur record, révèle, *a contrario,* le manque d'ardeur productive de la grande majorité des ouvriers russes. Cette forme de critique passive est générale, les cellules du parti et les syndicats sont insuffisants pour faire marcher les ouvriers ; le développement des « *brigades d'émulation socialistes* » que l'on envoie un peu partout colmater les brèches ne résoud rien ; c'est pourquoi on installe dans les usines des travailleurs qualifiés chargés d' « *aider* » leurs camarades à veiller sur la qualité des pièces qu'ils fabriquent. Je me rappelle une émission de Radio-Moscou annonçant la création de semblables postes dans une usine, et qui se terminait ainsi : « *Au début, les camarades ouvriers ont eu des réactions NEGATIVES, puis ils ont compris tout l'intérêt de l'aide qui leur était apportée* ». Autrement dit, ils ont cassé la figure au contremaître supplémentaire qu'on leur mettait sur le dos !

L'énorme appareil policier, social, et politique de contrôle maintient pour le moment les masses russes dans la tranquillité. Tout est bon pour cela, entre autres d'entretenir une psychose de guerre... et, jusqu'à la fin de la troisième année d'université, les étudiants et étudiantes passent des examens théoriques et pratiques de défense passive. Mais le régime a dû, depuis la mort de Staline, desserrer un peu la vis. Le niveau de vie, si bas qu'il soit, a doublé depuis 1953 ; dans les villes, on trouve des vêtements corrects à acheter ; les Russes ont maintenant à peu près tous la perspective qu'ils seront un jour logés ; la terreur stalinienne a disparu... remplacée par le sentiment qu'il est nécessaire d'être très PRUDENT, ce qui est bien autre chose ! Il y a une logique interne de cette « libéralisation » qui échappe à la volonté consciente de Khrouchtchev. Bien sûr, ce dernier cherche à ce que, pour les Soviétiques, libéralisation et Khrouchtchev soient synonymes. Par exemple, Khrouchtchev apparaît aux yeux de beaucoup comme celui qui fait la chasse aux faussaires, aux trafiquants, aux petits tyrans locaux, etc. Mais tous ces voleurs, responsables du parti, que l'on offre en pâture aux masses (1) ne manquent pas d'éveiller un peu plus

---

(1) *Le Monde* a publié, dans son numéro du 20 septembre 1961, une dépêche de l'agence Reuter qui fait état d'une grande vague d'épuration dans le parti communiste de la république soviétique du Turkménistan. La note se termine ainsi : « *Le premier secrétaire du parti communiste turkmène a rapporté qu'au cours de ces quatre dernières années, 387 membres du parti en avaient été exclus pour des motifs allant du détournement de fonds à la polygamie* ». On voit que les problèmes politiques que doit résoudre la « *société soviétique* » sont bien des problèmes politiques du type de ceux qui se posent naturellement à une société d'avant-garde.

que de la critique : un jugement lucide et désabusé sur ce régime, qui produit un nombre aussi ahurissant de dirigeants corrompus.

Un Français qui vit là-bas depuis longtemps me dit : « *Budapest a fait comprendre à Khrouchtchev qu'il fallait FREINER — et fort ! — parce qu'il ne savait pas, finalement, si Budapest n'allait pas se produire à Moscou... C'est pourquoi Khrouchtchev ne peut pas ne pas s'appuyer sur la fraction stalinienne de l'appareil politique et économique. A part cela, il n'a que le vide en dessous de lui.* » Il est bien certain que la bureaucratie russe est aujourd'hui dans une situation difficile : pousser la libéralisation du régime au-delà des quelques améliorations formelles accordées risque de provoquer le déclenchement d'un processus révolutionnaire irréversible ; ne plus rien lâcher, et serrer la vis ? Cela, d'abord, ne répond pas aux besoins actuels de la bureaucratie dirigeante, à qui l'expérience de Staline a bien montré que le rendement du travail « forcé », « obligatoire », était catastrophique ; les statistiques truquées peuvent servir pour la propagande extérieure auprès des journalistes du *Monde* ou du *New York Times*, mais pour l'intérieur ? Ensuite, il apparaît peu probable que l'on puisse reprendre ce qui a été accordé sans provoquer des réactions sérieuses. Le rétablissement de la peine de mort pour trafic (combiné avec la décision d'envoyer les « fainéants », et les gens qui ne peuvent dire d'où viennent leurs ressources, travailler sur les terres vierges) ne concerne manifestement pas la masse de la population. On ne peut donc l'utiliser comme objection à ce que je viens de dire.

Comment la bureaucratie peut-elle sortir de cette contradiction : ou risquer de tout perdre en « donnant » trop aux masses, ou se trouver, par le refus des masses ouvrières et paysannes russes de produire à des cadences satisfaisantes, dans un état d'infériorité permanent, et peut-être croissant, à l'égard de l'impérialisme ? Les masses russes se chargeront-elles elles-mêmes de régler le problème, en renversant le régime bureaucratique ? Je tâcherai d'examiner, dans le prochain numéro, les possibilités de cette révolution politique, *en liaison avec l'étude du rôle du parti*, car, à l'étape *actuelle*, il semble que rien ne puisse se passer *en dehors* du parti, malgré sa décrépitude ; même si, très vite, le parti devait être brisé par un mouvement des masses, il ne pourrait, à mon avis, l'être que de l'intérieur, à la première étape — étape peut-être très brève — parce qu'il est le seul « endroit » où se maintienne une apparence de vie politique, si caricaturale soit-elle. C'est ce qui s'est passé d'abord en Hongrie. Mais un jour, comme en Hongrie, les ouvriers s'emparent d'une caricature et la transforment en réalité révolutionnaire. Pour le moment le parti est le dépositaire de la caricature... monstrueuse sans doute. Mais qui prétendrait que la *Russie socialiste* de Khrouchtchev est plus bureaucratisée et caricaturale que la *Hongrie socialiste* de Rakosi ?

David STEIN.

LA LIBERTE OU LA MORT

(extraits)

Le peintre Jean-Jacques Lebel nous a fait parvenir les réflexions qu'on va lire, sur les conditions faites aux peintres dans le monde actuel.

Ce texte, dont nous laissons évidemment la responsabilité à son auteur, nous paraît de nature à intéresser vivement beaucoup de nos lecteurs. Il va de soi que nous ouvrirons, le cas échéant, nos pages à d'autres opinions sur le même sujet.

D'OU vient la peinture ? L'application de l'automatisme psychique et gestuel à la peinture n'a pas manqué de perturber la notion de la « personnalité de l'artiste ». *Déjà un Chinois du XV*e *siècle notait au bas d'une de ses calligraphies :* « Je suis par nature un taoïste fou, je jette l'encre sur le papier et la peinture apparaît. Je ne suis qu'un pur ignorant et le talent révélé par cette œuvre n'est pas le mien. »

Dada, puis le surréalisme, ont cherché l'être nouveau, non réifié, non martelé : la liberté faite homme ; car la peinture et la poésie n'étaient et ne sont viables que du point de vue révolutionnaire, *si elles conduisent au surpassement de la peinture, de la poésie. Il y a eu un remue-ménage qui a mis au rancart la peinture de chevalet (sans pour autant ruiner son* « *marché* »), *mais le seul ou presque qui ait traversé l'art de frontière à frontière, c'est Duchamp. Il peint ce qu'il y a au-delà de la peinture en ne peignant plus.*

On a dit que la peinture automatique était l'expression d'une certaine liberté psychique. A mon sens, c'est inexact. L'acte pictural au cours duquel n'intervient aucune auto-censure est davantage la quête, la conquête de la liberté que son résultat.

Du « mouvement qui déplace les lignes » *haï ou adoré au maniement des synthèses, des couleurs, des masses, des contrastes, des idéogrammes aux totalisations spatiales infinies... si la peinture offre à l'argonaute ces moyens redoutables elle n'est qu'un* moyen *plus ou moins perfectionné. La peinture meurt lorsqu'elle devient une* fin. *La décoration, la gaudriole et, plus grave, son insertion dans un circuit économique fondé sur le commerce, la spéculation, l'escroquerie font que des dizaines de milliers d'individus peuvent peindre en passant à côté de la peinture, au mépris des puissances qu'ils prétendent incarner et dont ils ignorent tout.*

L'effondrement de la civilisation chrétienne, la décrépitude occidentale, la peinture n'y échappe certes pas. Elle y échappe d'autant moins que l'étau du commerce et de la spéculation se resserre davantage tous les

jours, de manière systématique, à tel point que la peinture a changé de condition en glissant de la superstructure (où la bourgeoisie exerce indirectement son influence) à l'infrastructure (où son influence est immédiate). Certains ne voient pas (ou ne veulent pas voir) l'importance de la pression exercée par la société consommatrice sur les producteurs culturels que sont les artistes. La pourriture où nous suffoquons agit pourtant directement.

Dans une récente interview, tout en reconnaissant au passage « l'effort vers une gnose, vers un savoir transcendant la science, vers un langage qui soit un para-langage » *dans la peinture actuelle, Levi-Strauss n'en envisage pas moins calmement la disparition de la peinture* « après la peinture abstraite ». *En dépit du caractère ingénu de cette critique externe (le mot* abstrait *pour un peintre n'a aucun sens), il faut admettre que* cette *civilisation se passera admirablement des peintres le jour où les boursicotiers découvriront un champ d'investissement plus sûr. Levi-Strauss poursuit :* « Il y a un "ordre" de la peinture, une sorte d'univers clos, et il me semble que le peintre d'aujourd'hui réagit beaucoup plus au peintre d'hier qu'il ne réagit au monde d'aujourd'hui. » *Nous en sommes arrivés, en effet, au point pour ainsi dire nul de la résistance opposée par l'artiste en tant que tel à la société bourgeoise, esclavagiste, putréfiée. L'avant-gardisme commercial, le bluff, le dogmatisme* « révolutionnaire » *sont, au contraire, à leur point culminant. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître à ceux qui ont encore l'illusion de la progression des idées, la culture bourgeoise, comme ces vieilles carpes gâteuses, ne fait que durer. Seule augmente l'opacité de l'eau du bassin, l'opacité du réel.*

Il est un fait que la peinture (domaine commun de l'ascèse et de la révolte) ne peut en aucun cas se passer de civilisation, *que son dessein initial soit d'exprimer cette civilisation ou bien de la ruiner. Maintenant Levi-Strauss a peut-être raison d'affirmer qu'une civilisation (la nôtre ?) peut se passer de peintres... la nouveauté et la rentabilité de la peinture ne sont pas éternelles. Reste le sacré. Hundertwasser me disait un jour :* « Nous autres les peintres, nous avons remplacé les prêtres (qui ne sont plus que du plâtre). »

Peu importe, cependant, que la peinture pour l'artiste soit dans les meilleurs des cas une thérapie, une ascèse, une libération, un acte de révolte, car ce qui à l'origine était une contre-valeur, un acte de rupture et d'opposition devient, dans la société où nous vivons, une valeur d'échange privée de son contenu psychique. Les marchands et les spéculateurs ont mis au point un système de mesure qui ravale l'art à l'état de marchandise pure et simple : le système des points (1). Il est un fait que la philosophie et la poésie, à certains égards moins négociables que la peinture, résistent davantage à cette dégradation sans retour.

(1) Voir par exemple l'analyse de ce procédé dans **Pigeons et Albatros**, par E. Jaguar et J.-J. Lebel (dans Direzioni 1959) ainsi que le **Dialogue Abe, Grippa, Lebel** (dans Settimo Giorno 1960), et les manifestes Anti-Procès.

Pour illustrer l'extrême gravité de la situation, j'ai choisi, entre tous les témoignages, celui qui me semblait le plus valable à l'échelle internationale et le moins suspect de propagande. Il s'agit d'un bilan annuel paru dans le New York Herald Tribune *en janvier 1961, c'est* **Emily Genauer** *qui parle :*

> « Je trouve que cette année le mot *inventaire* rend un son de très mauvais aloi et les synonymes tels que *bilan* sont pires encore. La raison en est évidente : en 1960 le développement le plus remarquable dans le monde de l'art fut une affaire d'argent... Ce n'est une nouveauté pour personne que les prix des œuvres d'art ont vertigineusement augmenté (un Pollock a atteint 100.000 dollars). Ce fut pourtant une nouveauté pour moi d'apprendre que je suis seule à m'en préoccuper. Les artistes semblent ravis, même ceux (et ils sont encore l'écrasante majorité) qui parviennent à peine à manger régulièrement du produit de leur travail... Pourquoi est-ce que cela me préoccupe donc tant ? Parce que cela signifie que l'art est devenu un article de commerce sujet aux mêmes conditions de marché, aux mêmes manipulations que les haricots ou les actions en Bourse. Cela est condamnable lorsqu'il s'agit d'artistes morts qui sont les seuls à n'en pas *profiter*, mais, sans doute, c'est pire lorsqu'il s'agit d'artistes vivants puisque cela les corrompt presque inévitablement... Il est bien rare celui qui peut résister devant un marché. *Lorsque celui qui ne résiste pas est un artiste, quelque chose de vital pour nous tous, en nous tous, est piétiné.* »

Quel spectacle répugnant de voir les aboyeurs de l'avant-garde, regroupés autour d'une idole ou bien orgueilleusement seuls, faire leur numéro « révolutionnaire » *(parfois le même pendant quarante ans) alors qu'ils n'échappent pas davantage à la règle que l'employé anonyme. Quelle que soit sa renommée, quelle que soit sa vanité, l'artiste travaille pour un patron, pour un maître : le marchand. Pour peu qu'on s'intéresse à son travail, il est à la merci des trusts... car il existe bel et bien des trusts de marchands d'art commandités par des banques. Or ces marchands tant convoités exercent une plus-value draconienne sur la marchandise qu'ils revendent, dont ils contrôlent la qualité et le débit selon l'état du marché. La plus-value est la base de la spéculation que de nombreux journaux et revues recommandent à leurs lecteurs, en établissant la cote boursière des peintres accompagnée des « bonnes » adresses, des « bonnes » galeries et d'une analyse du marché fournie par le critique d'art de service. Il faudra tôt ou tard faire face à la situation : l'artiste participe (à son corps défendant ou de plein gré) à la lutte des classes en tant que producteur d'une marchandise négociée. L'artiste ne peut donc échapper aux conséquences de l'économie capitaliste dont, pour lui, la plus grave de toutes, qui menace directement son existence et son pouvoir créateur : la réification. Marx est formel sur ce point. Trotsky, dans sa préface du Capital,*

l'est davantage encore : « La lutte des classes n'est rien d'autre que la lutte pour la plus-value. Celui qui possède la plus-value est le maître de l'état, il a la clé de l'église, des tribunaux, des sciences et des arts ».

En art, « la valeur ne sort pas de l'œuvre, elle est libérée par le spectateur lui-même » *a écrit le peintre Asger Jorh (1). Le drame vient de ce que la valeur, la validité n'est pas tant décrétée par le spectateur anonyme (d'ailleurs réifié, conditionné, fabriqué par la bourgeoisie) que par* l'acheteur, *le marchand, le spectateur, ou le critique d'art. A qui fera-t-on croire que les artistes peuvent rester insensibles à une telle pression, à un tel contrôle ? On ne peut nier que l'art soit atteint dans son contenu même par l'exercice à ce point rigoureux de la loi de l'offre et de la demande. Cela n'est pas nouveau, on sait quelle longue dictature l'église et l'état ont exercé sur l'art au moment où ils en étaient à peu près les seuls consommateurs. Les grandes exceptions de Bosch, Léonard ou Uccello confirment la règle, en la transgressant, et on est encore à s'interroger sur l'énigme de leur œuvre.*

Elle est encore très forte, la société qui peut réduire au silence, en les digérant, en les transformant en marchandises ou en « pièces de musée », *des œuvres telles que* Guernica *de Picasso, la* Révolution *de Picabia, la* Question *de Matta, le* Chessman *de Crippa ou le* Triptyque sur la torture *de Lapoujade. Il en va de même, sur un autre mode, pour la poésie. Tels que fonctionnent l'enseignement (il y a une éducation de classe comme une justice de classe) et le commerce de l'édition, les textes poétiques les plus importants de notre temps sont comme réservés à la délectation d'une élite. C'est donc qu'on reconnaît implicitement le* danger *de la poésie d'Artaud, de Péret, de Mandiargues, de Paz, de Jouffroy, de Kréa, de Michaux en continuant de leur préférer Verlaine, Claudel et Carmen Tessier. Maïakowski, en d'autres temps, a su transformer ce danger latent en danger absolu.*

C'est à se demander, au début de l'ère nucléaire, si la peinture et la poésie dans leurs formes classiques (peinture de chevalet et page écrite) sont encore adéquates, et s'il ne conviendrait pas de leur trouver, de nous trouver des moyens d'expression *révolutionnaires. Depuis le temps des pictogrammes et des idéogrammes, où peinture et poésie ne faisaient qu'un, leurs formes n'ont connu que des variations euclidiennes. Il serait peut-être temps de faire éclater leurs dimensions en abolissant un certain nombre de conventions respectées même par l'avant-garde.*

On a beaucoup parlé ces derniers temps du cloisonnement des générations, du manque d'affinité entre celle d'avant-guerre et celle de la Libération, ou celle de la Résistance et celle d'aujourd'hui. De toutes parts on continue à faire appel à la jeunesse, à l'invoquer comme un oiseau mythologique. Cela fait penser à la manière dont certains hommes de gauche parlent « des masses ». Il faut comprendre que la jeunesse d'aujour-

(1) Dans « Critique de la politique économique ».

d'hui n'a pas de boussole, si ce n'est ce vieil engin truqué indiquant la croix de Lorraine ou la Swastika. Nous qui avons l'âge du service militaire — l'âge de mourir ou de faire mourir — ne savons où nous tourner. Répugnés par l'existence qu'on nous fait, la révolte est notre seul point de contact avec le monde. Que faire maintenant sinon tout recommencer, tout réinventer avec l'énergie du désespoir ? Et d'abord effectuer un radical changement de méthodes, de critères en laissant pour compte ceux qui ont détourné dans ce cul-de-sac la lutte qu'on avait cru finale.

Jean-Jacques LEBEL.

" LA REVOLUTION ET LA GUERRE D'ESPAGNE "

de Pierre BROUÉ et Emile TÉMIME

L'IMPORTANCE de cet ouvrage est à la mesure de la valeur du sujet et de l'ambition de ses auteurs, car voici la première étude historique véritable sur « La Révolution et la guerre d'Espagne ».

Il s'agit bien d'histoire, malgré la proximité relative des événements en question. L'étude s'appuie sur une masse de documents et de témoignages, recueillis, comme le dit la préface, « pendant qu'il était temps encore », avant que les témoins aient disparu, et, avec eux, la possibilité de déblayer les tonnes de mensonges et de falsifications accumulés par tous ceux que pouvaient gêner la vérité sur le sanglant épisode qui a immédiatement précédé la seconde guerre mondiale.

De ce point de vue, entre les deux parties de l'ouvrage, celle consacrée à la révolution — et à la contre-révolution — à l'intérieur de la zone républicaine, et celle traitant de la guerre, avec ses conséquences internationales, et de l'organisation du régime franquiste — c'est la première qui présente, incontestablement, le plus d'intérêt. Si les implications de l'« affaire espagnole », du point de vue diplomatique, son rôle dans le cadre de la préparation à la seconde guerre mondiale, sont relativement claires et bien connues, par contre tout restait à dire sur la révolution espagnole et son écrasement, dès 1937, sous le couvert de la lutte entre la « démocratie » et le fascisme.

Le grand mérite de l'ouvrage est, d'abord, de révéler au grand jour, de démontrer preuves à l'appui et avec le recul nécessaire ce que, jusque-là, on ne pouvait que plus ou moins clairement pressentir, par l'écho des polémiques de l'époque. Certes, beaucoup de papier a été noirci sur le sujet — mais, parmi les ouvrages d'une large diffusion, aucun n'existait, susceptible de donner au lecteur non averti une vue à la fois non falsifiée et suffisamment ample des événements. Deux exemples, profondément différents, parmi bien d'autres : le livre de P. Nenni, traduit sous le titre « La Guerre d'Espagne », reprend, bien que Nenni ait aujourd'hui rompu

officiellement son alliance avec les staliniens, presque purement et simplement leurs thèses. Nenni, assassinant la Révolution espagnole par la plume, après avoir contribué à l'assassiner d'une manière plus concrète, feint d'oublier ses responsabilités, et présente les événements comme une simple lutte « antifascistes contre fascistes ». Par contre, le témoignage de l'écrivain anglais George Orwell (« La Catalogne libre »), publié en 1938, s'il est profondément honnête, reste très partiel. Orwell, engagé dans les milices du P.O.U.M., a assisté aux journées de mai 1937 à Barcelone (point final de la contre-révolution « antifasciste », à l'issue desquelles les staliniens, agents les plus conséquents de cette contre-révolution, ont pu liquider le P.O.U.M., et les dernières possibilités d'une nouvelle offensive révolutionnaire. Mais si Orwell décrivait la provocation stalinienne qui fut à l'origine de l'insurrection de mai, et, en général, voyait clairement la politique contre-révolutionnaire des staliniens, ses observations ne pouvaient s'intégrer à une vue d'ensemble de la lutte politique en Espagne républicaine depuis le pronunciamiento de juillet 1936 jusqu'à la moitié de 1937.

Au contraire, avec le livre de Broué-Témime, nous rencontrons, pour la première fois, un exposé parfaitement éclairant sur les problèmes posés par la guerre contre le fascisme militaire et les solutions qui s'opposaient pour mener cette guerre. Comme il est naturel, ces problèmes se nouent autour de celui du pouvoir : la conduite de la guerre exige un pouvoir unique, à l'autorité incontestée, capable de concentrer toutes les énergies vers la victoire. La question cruciale entre juillet 1936 et juin 1937 est celle de la nature de ce pouvoir : pouvoir ouvrier ou pouvoir bourgeois.

L'insurrection militaire et la riposte ouvrière spontanée qui lui a fait échec, partout où elle a su agir rapidement et par elle-même, sans faire appel à l'état bourgeois républicain, ont porté un coup terrible à cet état. Il n'a plus qu'une existence nominale, privé qu'il est de son appareil répressif : armée passée presque totalement à l'insurrection franquiste, forces de police ralliées, soit à Franco, soit aux colonnes ouvrières, et intégrées en ce cas à celles-ci dans le feu du combat.

Des organes d'un pouvoir ouvrier embryonnaire sont apparus dans toutes les villes et localités. Ces « Comités », dont P. Broué décrit l'extraordinaire variété, présentent un intérêt considérable : entre les soviets russes de 1917 et les conseils allemands de 1918-1919, d'une part, et les conseils ouvriers hongrois de 1956, de l'autre, ils sont plus qu'un simple relais historique, ils témoignent de la volonté de la classe ouvrière de prendre son propre sort en mains par ses formes spécifiques d'organisation, redécouvertes en chaque occasion.

Du pouvoir bourgeois fantômatique et du pouvoir ouvrier embryonnaire, il va falloir que l'un l'emporte sur l'autre et le réduise à néant. Mais, alors que le pouvoir bourgeois, privé tout d'abord de ses instruments d'exécution, peut se faire obéir, dans une certaine mesure, par le canal des organisations ouvrières, les « Comités » — véritables gouvernements locaux — restent isolés les uns des autres et ne se fédérent pas aux niveaux régionaux et national, sauf les cas particuliers du Comité Central des Milices de Catalogne, constitué formellement en appendice de la généralité (gouvernement provincial bourgeois autonome), mais qui exerce la

réalité du pouvoir, et du Conseil de Défense de l'Aragon, organisé par les anarchistes après leur reconquête de la région en dehors de toute collaboration avec les autorités républicaines.

La faiblesse des comités ne vient pas seulement du fait qu'ils sont constitués, en général, par les représentants locaux des organisations ouvrières, et non élus par la base, mais aussi de ce qu'il n'existe pas une organisation qui revendique, de façon conséquente, tout le pouvoir pour eux. Non seulement P.S. et P.C., pour qui n'existe pas de révolution, les combattent violemment, mais C.N.T.-F.A.I. et P.O.U.M. hésitent, et se dérobent : les dirigeants anarchistes, en majorité, parce que, pour eux, il n'y a pas de problème du pouvoir, le P.O.U.M., non sans une résistance interne (qui s'est également exprimée d'ailleurs chez les anarchistes) ; après la prise de position de Nin, acceptant la dissolution du Comité Central des milices de Catalogne, et entrant dans le gouvernement reconstitué de la généralité, et l'entrée de Garcia Oliver et de Federica Montseny, représentant la C.N.T.-F.A.I., dans le gouvernement de Madrid, il ne se trouvera plus aucune organisation pour exprimer la signification des « conseils » et combattre pour leur victoire.

On peut prendre le problème par un autre bout, pour arriver à la même conclusion : celui de la réorganisation de l'économie. Nombreuses ont été les entreprises industrielles passées, en particulier par suite de la fuite des patrons, sous le contrôle des ouvriers. Et l'on assiste, spécialement sous l'impulsion des anarchistes, à des tentatives de réorganisation et de gestion ouvrière directe des usines et des entreprises. De même, dans les campagnes, nombreux sont les essais de collectivisation agraire, qui vont parfois jusqu'à la suppression de la monnaie pour les échanges internes. Et la constatation de leurs échecs constitue, pour les révolutionnaires, une sévère leçon qu'ils ne peuvent se permettre d'oublier, sous peine d'être vaincus dans l'avenir comme ont été vaincus les ouvriers et les paysans espagnols : le nœud de la révolution, ce n'est pas seulement la prise des usines, la saisie et la collectivisation des terres, c'est la destruction de l'ancien état bourgeois, et la prise du pouvoir, la constitution d'un appareil d'état nouveau, depuis les « comités » locaux (qu'on les appelle soviets, conseils ouvriers ou d'un autre nom) jusqu'à un organisme central. Les entreprises collectivisées, les collectivités agraires ont été étranglées dans leur fonctionnement par des problèmes qui ne pouvaient être résolus qu'avec l'aide d'un gouvernement ouvrier central (problème du crédit, problème des approvisionnements) : « La collectivisation aboutit aux mêmes inégalités et aux mêmes absurdités que ses tenants avaient critiquées dans le système capitaliste. »

Comment pourrait-il en être autrement, en l'absence d'un gouvernement ouvrier capable d'organiser une planification ? Même au niveau régional, comme cela fut tenté en Catalogne, à l'époque où le Comité Central des milices avait toute autorité, la collectivisation ne pouvait réussir, alors qu'elle était sabotée par un gouvernement central hostile. Il n'y a pas de gestion ouvrière possible dans une seule usine, localité ou région. Il ne peut y avoir que le contrôle ouvrier sur la production dans chaque entreprise, localité ou région, mais dans le cadre d'une économie planifiée et gérée par un gouvernement ouvrier à l'échelle nationale.

Peu à peu, et parallèlement au déroulement de la guerre civile, le gouvernement républicain bourgeois reprenait consistance, grâce à l'appui des staliniens et des

réformistes. Même la C.N.T.-F.A.I. et le P.O.U.M., sous la pression des forces hostiles, n'arrivaient pas à formuler une stratégie révolutionnaire claire et cohérente visant à détruire l'état bourgeois et à imposer le pouvoir ouvrier révolutionnaire des comités.

Les partis hostiles à la révolution durent tout d'abord faire appel, pour reconstituer un gouvernement bourgeois, à un leader socialiste de gauche prestigieux, Largo Caballero. Derrière son autorité, ils amorcèrent la contre-révolution, pour, dans une seconde étape, l'éliminer au profit du contre-révolutionnaire déclaré Negrin. Car, si Caballero n'avait certes pas une conception claire de la révolution socialiste, s'il acceptait même de présider un gouvernement bourgeois, il n'était pas prêt à couvrir toutes les infâmies des staliniens. Negrin, lui, l'était.

Quant aux dirigeants anarchistes, ces négateurs de l'état, faute de lutter pour un pouvoir ouvrier, deviendront des ministres bourgeois. Seul, le groupe anarchiste « Les amis de Durutti » s'organisera pour relever le drapeau de la révolution prolétarienne, foulé aux pieds par Garcia Oliver.

Cependant, le principal dirigeant du P.O.U.M., Andres Nin, dont le courage révolutionnaire s'affirmera jusqu'à la mort, n'en acceptera pas moins, nous l'avons vu, après la liquidation du C.C. des milices, d'entrer comme ministre dans la Généralité. Bientôt expulsé de ce gouvernement bourgeois catalan, le P.O.U.M. tentera, sous la pression de sa base et de ses jeunes, un redressement qui sera pour beaucoup dans la décision stalinienne de provoquer les ouvriers de Barcelone en mai 1937. La mise hors la loi du P.O.U.M., puis l'enlèvement et l'assassinat de Nin suivront rapidement la défaite des ouvriers de Barcelone sous les coups de la contre-révolution stalinienne.

Car, parmi bien d'autres enseignements de la révolution espagnole, l'un des plus essentiels est le rôle joué par le stalinisme. En France, le P.C.F., au nom du même Front Populaire de collaboration des classes, stoppait la grève générale de juin 1936, en Espagne, le P.C.E. assurait la reconstruction de l'état bourgeois. En 1944, en France, en Italie, en Grèce, le stalinisme, appliquant une stratégie contre-révolutionnaire mise au point en Espagne, organisera, pour la défense des privilèges de la bureaucratie de l'U.R.S.S., la liquidation de tous les germes existant d'un pouvoir ouvrier.

Le P.C. espagnol alla jusqu'à organiser le « G.E.P.C.I., qui, sous couleur de défense professionnelle des commerçants, artisans et petits industriels, fut l'instrument de lutte de la moyenne et petite bourgeoisie contre les conquêtes révolutionnaires ». Le P.C. vit ses effectifs passer de 30.000, en juillet 1936, à un million en juin 1937, en incorporant « les éléments les plus conservateurs du bloc républicain », voire même des représentants de l'oligarchie. Si l'aide militaire russe a joué un rôle important dans la guerre, n'est-il pas révélateur qu'elle n'ait commencé qu'à partir de septembre 1936, après la première étape dans la reconstruction de l'état bourgeois républicain : la formation du gouvernement Caballero ? En fait, l'aide russe a joué comme un puissant moyen de pression pour la liquidation de toutes les formes d'un pouvoir ouvrier en germe qui avaient vu le jour spontanément en juillet 1936.

Ce sont là seulement quelques réflexions essentielles inspirées par la lecture de cet ouvrage considérable. En réalité, c'est à chaque page que s'y rencontrent des faits, des notations ouvrant des perspectives sur les phénomènes révolutionnaires. Il s'agit de beaucoup plus que d'une étude d'histoire sur la révolution et la guerre d'Espagne — quel que soit son intérêt de ce point de vue — il s'agit d'une véritable mine de leçons et d'enseignements, qui ne peut pas ne pas être exploitée par tous ceux qui considèrent que la révolution prolétarienne reste, plus que jamais, une tâche nécessaire. Tout militant révolutionnaire doit lire « La révolution et la guerre d'Espagne », et s'en pénétrer.

Julien RAMME.

(Editions de Minuit, 30 NF.)

TRIBUNA SOCIALISTA

Revue en langue espagnole, 17, rue de Chaligny, Paris (12e)

Directeur : Wilebaldo Solano

Au sommaire du numéro 3 :

Pour la neutralité espagnole : XXVe anniversaire de la Révolution Espagnole	Wilebaldo SOLANO
L'exode rural et l'émigration à l'étranger	E. de la SOUCHÈRE
Témoignages de travailleurs immigrés en France	Ramón VIVES
Rapport sur le colonialisme portugais	M.A.C.
Les classes sociales dans la république dominicaine	Hugo TOLENTINO
Cuba, l'Amérique Latine et les Etats-Unis	C. Wright MILLS
Le dynamisme de la révolution cubaine	A. ORTIZ
Un syndicaliste américain à Cuba	Sidney LENS
Liste de livres interdits en Espagne	Documents
L'avenir du syndicalisme espagnol	Enquêtes

ABONNEMENTS

France (six numéros) : 14 NF - Etranger : 16 NF - Amérique : 4 dollars U.S.A.

Versements à Mme VAILLANT, 1, avenue du Général de Gaulle, La Garenne (Seine) C.C.P. 8711-53

Versements à Mme Vaillant, 1, av. Gén. de Gaulle, La Garenne (Seine) C.C.P. 8711-53

ETUDES

Revue trimestrielle internationale, 467, avenue Brugmann, Bruxelles 18

SOMMAIRE du volume III, n° 3 (juillet)

Les cinq principes des relations internationales et notre politique étrangère	Imre NAGY
Les communistes est-européens entre le patriotisme et l'internationalisme	François FEJTÖ
Nationalisme et Internationalisme (Quelques remarques au sujet de l'article de François Fejtö)	B.M. JOHANN
Liberté et morale politique	György VISSI
POINTS DE VUE. — « Nouvelle Classe » ou société sans classes ?	Mihaly SZEGEDI
CHRONIQUE. — Conférence des Revues Socialistes	Giorgio GALLI
BIBLIOGRAPHIE. — « La Hongrie et la deuxième guerre mondiale »	Thomas SCHREIBER
LIVRES, DISCUSSION et CORRESPONDANCE.	

SOMMAIRE

Editorial 1

FRANCISCO RODRIGUEZ
La révolution en Amérique latine - Cuba, première étape ? 9

FRANÇOIS FORGUE
Trois ans de gaullisme 33

HUBERT CARIER
L'aristocratie ouvrière aujourd'hui 43

GÉRARD BLOCH
Quelques enseignements de la grève générale belge (I) 61

DAVID STEIN
Notes après un voyage en U.R.S.S. 93

JEAN-JACQUES LEBEL
La liberté ou la mort ? 104

JULIEN RAMME
« La révolution et la guerre d'Espagne », de Pierre BROUÉ et Emile TÉMIME 107

ABONNEMENTS

Tous versements au C.C.P. - S.P.E.L. 6032-01 PARIS

Abonnement ordinaire. — 1 an (4 numéros) : 7,50 NF - Etranger : 8,50 NF.

Abonnement combiné, donnant droit, avec chaque numéro de la revue, à une brochure. — 1 an (4 numéros) : 10 NF - Etranger : 11,50 NF.

Le Gérant : P. LAMBERT — *Les Impressions des Roses, 50, Rue de Fresnes, L'Hay-les-Roses (Seine)*

